22 OCT. 1982

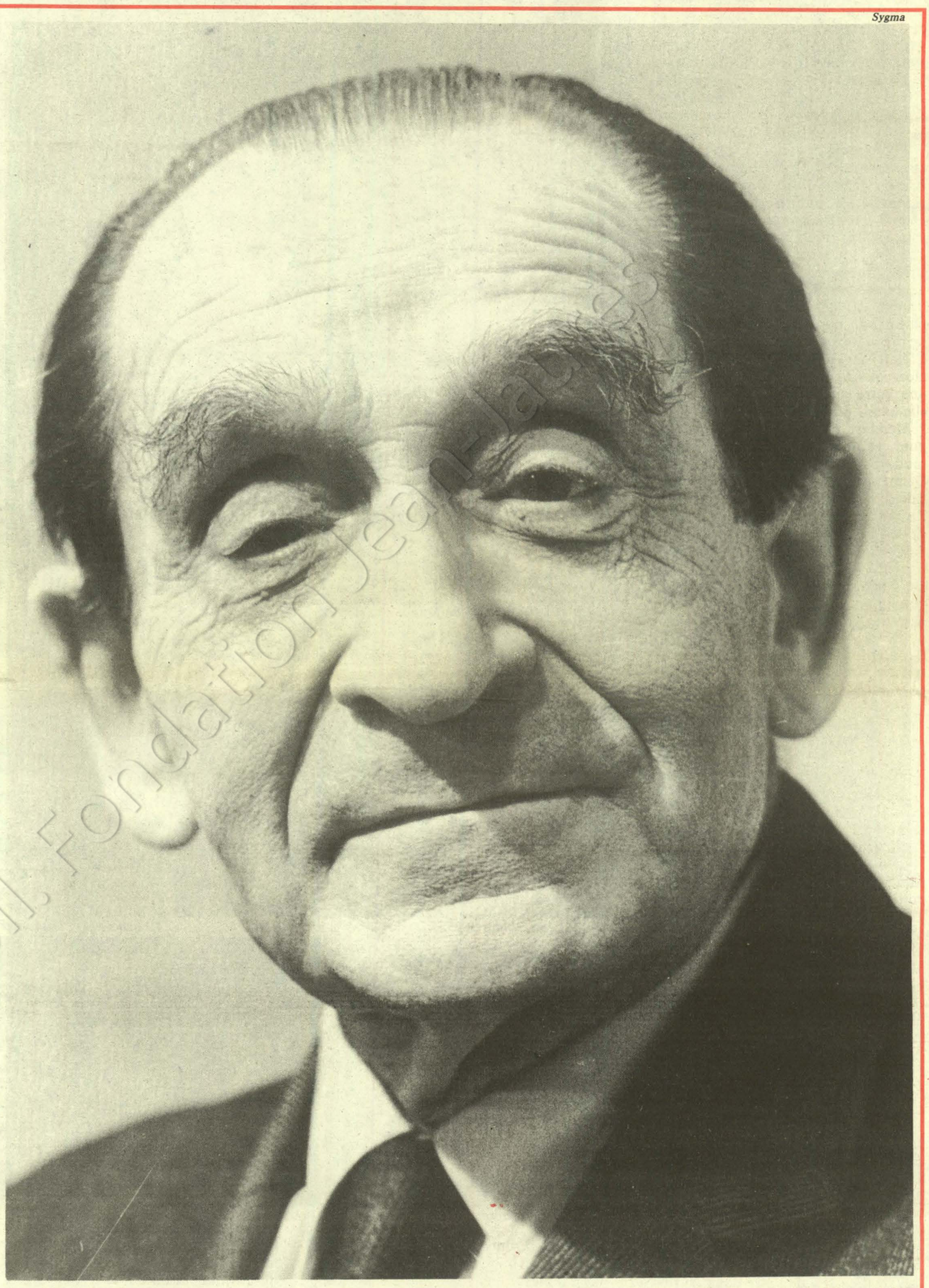
l'unité

M 2805 - N° 485 - 7 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 22 octobre 1982

LA MORT DE MENDES FRANCE

PAR CLAUDE ESTIER

Sygma



LA dernière image que nous conserverons de Pierre Mendès France sera sans doute celle, reproduite par toute la presse dans les heures qui ont suivi sa mort, de ce matin du 21 mai 1981 dans le grand salon de l'Elysée : l'accolade avec François Mitterrand et ces mots de celui qui venait d'être proclamé président de la République : « C'est grâce à vous que ceci a été possible, c'est l'aboutissement de tant d'années dont vous avez été l'initiateur. » J'étais tout près d'eux. J'ai entendu ces paroles, j'ai vu les larmes de Mendès France. Elles restent pour moi le double symbole d'une victoire — la nôtre — qui lui doit beaucoup et d'un destin — le sien — qui est resté inachevé.

Pierre Mendès France, c'est très exactement un demi-siècle de l'histoire politique de notre pays, depuis ce jour du printemps 1932 où, à l'âge de 25 ans, il devenait, à Louviers, le plus jeune député de France jusqu'à ce matin du 18 octobre 1982 où son cœur s'est arrêté de battre tandis qu'il téléphonait à un ami. Un demi-siècle auquel il a été mêlé de près ou de loin, par l'action ou la réflexion et même par le silence, tant il est vrai — fait rarissime en politique — qu'il était présent même quand il avait choisi de se taire.

Depuis lundi les hommages ont afflué. En bataillons serrés, les panégyriques sont montés de la gauche et de la droite. Certains ont surpris venant d'un côté où l'on n'avait naguère pas ménagé à Mendès France l'insulte et la calomnie. Là où l'on dénonçait hier le traître on ne connaît aujourd'hui que le sage. Léon Blum, avant lui, a connu le même sort et pour des raisons qui n'étaient pas très différentes. Sachant qui il était, à quel point il s'est identifié toute sa vie à la fois à la gauche et à la nation, saluons cette unanimité dans l'éloge posthume sans trop en peser les sincérités. Au demeurant, Pierre Mendès France n'était pas dupe de ce qui l'attendait après sa mort ; il avait refusé d'avance les cérémonies et les discours.

Ecrivant aujourd'hui sur lui je n'ajouterai rien à ce qui a été dit et écrit depuis lundi pour célébrer le courage du résistant, la rigueur de l'économiste, la force de l'homme d'Etat, « Gouverner c'est choisir », affirma-t-il un jour. Il eut peu l'occasion de gouverner : moins de huit mois en 1954-1955 comme président du Conseil et, comme secrétaire d'Etat ou ministre, pendant des périodes plus brèves encore, avec Léon Blum en 1938, avec de Gaulle en 1944-1945, avec Guy Mollet en 1956. Mais il sut toujours choisir sans tergiverser : le Front populaire, la Résistance, le refus de la facilité à la Libération, la décolonisation, l'opposition au coup d'Etat, la dénonciation inlassable du libéralisme sauvage générateur de l'injustice sociale. C'est de tout cela, et de bien d'autres choses encore, qu'est né ce que l'on continuera longtemps encore à appeler le « mendésisme » qui n'est ni une doctrine ni une idéologie mais une manière d'aborder les problèmes de la cité et d'être, quelle que soit l'adversité, fidèle à ses choix.

N'ajoutons rien donc à ce que beaucoup d'autres ont déjà rappelé. Mon témoignage sera plus parcellaire mais plus personnel puisque j'ai eu la chance et l'honneur d'approcher Pierre Mendès France en plusieurs circonstances qui ne furent pas indifférentes.

La première fois, c'était en mai 1953, à l'occasion de la sortie du premier numéro d'un hebdomadaire qui s'appelait « l'Express », et qui allait devenir sa tribune. Deux semaines plus tard, une crise ministérielle ayant éclaté, celui que ses amis appelaient P.m.f. était invité à constituer le nouveau gouvernement. Pour ceux qui depuis longtemps déjà militaient pour la paix en Indochine c'était une lueur d'espoir, mais la classe politique de la IVe République n'était pas encore mûre pour entendre les vérités que lui assénait le député de l'Eure. Au lieu des 314 voix qui lui étaient nécessaires pour devenir président du conseil il n'en obtint que 301, celles des socialistes, des radicaux, de l'U.d.s.r. et de quelques M.r.p. Après quarante jours de crise, ce fut Laniel

(suite en page 2)

Fondation Jean Jaurès

(suite de la page 1)

qui l'emporta, « dictateur à tête de bœuf », comme le surnomma aussitôt François Mauriac.

Mais un an plus tard, les troupes françaises étaient tombées dans le piège de Dien Bien Phu. Le désastre ne pouvait plus être dissimulé. On rappela Mendès France. Il obtint cette fois 419 voix, les communistes, dont il refusait les suffrages, ayant voté pour lui avec toute la gauche et les gaullistes, seul le M.r.p. continuant à voter contre. Il faisait alors le pari de conclure la paix en un mois et il le gagnait. J'étais présent le 20 juillet 1954 à Genève quand il signait avec le ministre des Affaires étrangères d'Ho Chi Minh, Pham Van Dong, l'accord de cessez-le-feu partageant le Vietnam le long du 17e parallèle.

Pour toute l'opinion française ce fut comme un électrochoc et Mendès France gagna d'un coup une exceptionnelle popularité qu'il accrut encore en s'adressant chaque samedi soir, à la radio, à l'ensemble des citoyens soudain passionnés pour la chose publique. Mais la classe dominante à laquelle il avait procuré un instant de lâche soulagement ne lui pardonnait pas d'être ce qu'il était : à la première occasion elle le renversa. C'était au début de février 1955, alors que venait d'éclater en Algérie une autre guerre coloniale qui allait, elle aussi, durer huit ans.

Mendès France ne renonça pas pour autant. Avec François Mitterrand, Guy Mollet et Jacques Chaban-Delmas, il constitua le Front républicain en réplique à la dissolution de l'Assemblée nationale décidée par Edgar Faure. Aux élections du 2 janvier 1956, la gauche l'emportait nettement, le Front républicain arrivait au pouvoir avec le soutien du Parti communiste mais c'est Guy Mollet et non Mendès France que le président de la République René Coty envoyait à Matignon. Elu pour faire la paix en Algérie, ce gouvernement s'enfonçait rapidement dans la guerre. Ayant perdu toute illusion, P.m.f. s'en retirait dès la fin mai. Je me souviens de sa tristesse et de son amertume alors que j'allais ce jour-là l'interviewer pour « France-Observateur ».

La guerre d'Algérie sonnait le glas de la IVe République où le gouvernement de Pierre Mendès France n'avait été qu'une parenthèse. Le 13 mai 1958, les généraux Salan, Massu et quelques autres ouvrirent la route du pouvoir au général de Gaulle, officiellement investi le 1er juin par l'Assemblée nationale. Du haut de la tribune de la presse, j'avais entendu ce jour-là deux discours que l'Histoire a retenus. Celui de Mendès France : « Quels que soient mes sentiments pour le général de Gaulle je n'admets pas de voter sous la menace de l'insurrection et du coup de force militaire. » Celui de Mitterrand : « En 1940, le général de Gaulle avait deux compagnons qui s'appelaient l'honneur et la patrie. Ses compagnons d'aujourd'hui, qu'il n'a sans doute pas choisis, s'appellent le coup de force et la sédition. » Ce jour-là Mendès France et Mitterrand avaient fait preuve du même courage. Ils étaient du même côté de la barrière, comme ils l'avaient été dans le gouvernement de 1954, comme ils ne devaient cesser de l'être dans les deux décennies qui allaient suivre. On a souvent dit que les rapports entre les deux hommes étaient difficiles, parfois tendus. Leurs caractères n'étaient pas semblables mais je me suis assez souvent trouvé entre eux deux pour savoir quelle estime et quel respect ils se portaient mutuellement.

En septembre 1965, quand il envisageait d'être candidat à la présidence de la République contre de Gaulle, et seulement parce qu'il savait que Mendès France, qui n'avait jamais accepté les institutions de la Ve République, refusait catégoriquement de l'être, François Mitterrand avait posé comme première condition que Mendès France s'engage officiellement à ses côtés. Ce qui fut fait, et de manière particulièrement efficace, à partir du moment où Mitterrand était devenu le candidat de toute la gauche. Le 27 octobre, P.m.f. écrivait dans le « Nouvel Observateur » ces lignes prophétiques : « Serait-il battu le 5 décembre, François Mitterrand aurait travaillé pour des lendemains qui compteront. Car les hommes qu'il aurait tirés de leurs doutes et de leur découragement, en leur montrant qu'une autre politique reste possible, ces hommes continueront ensuite à s'unir pour le succès final de cette politique. Parce qu'ils auront senti que cela en vaut la peine. Tous ceux qui éprouvent aujourd'hui ce malaise dont nous recueillons l'écho sauront désormais qu'il existe une issue, que Mitterrand l'a montrée et qu'un jour on l'atteindra. »

De la campagne de 1965 et du ballotage de décembre était née la Fédération de la gauche démocrate et socialiste dont François Mitterrand devenait le président mais dont Mendès France demeurait à l'écart, préférant rester au P.s.u. bien qu'il y fût un peu marginalisé. Il s'apparentait pourtant à la F.g.d.s. après avoir été élu en mars 1967 à Grenoble. Ce qui me valut de siéger à côté de lui sur les bancs du Palais-Bourbon et de le rencontrer ainsi quotidiennement pendant plusieurs mois. Jusqu'aux événements de mai 1968 que Mitterrand et Mendès France n'appréhendèrent pas de la même façon, le second épousant la révolte de la jeunesse par sa présence rue Soufflot ou au stade Charléty, le premier se montrant d'abord soucieux de trouver une issue politique au mouvement. Mais quand, le 28 mai, se plaçant dans l'hypothèse où le référendum annoncé par de Gaulle serait négatif, ce qui provoquerait le départ de celui-ci, il se déclare candidat, c'est Pierre Mendès France qu'il propose pour diriger l'éventuel gouvernement provisoire, ce qui rejoint les souhaits de beaucoup de leaders de la gauche. P.m.f. est surpris mais il accepte l'hypothèse. Au nom de l'amicale confiance qui s'est créée entre nous, il me demande de jouer le rôle d'une

(suite en page 4)

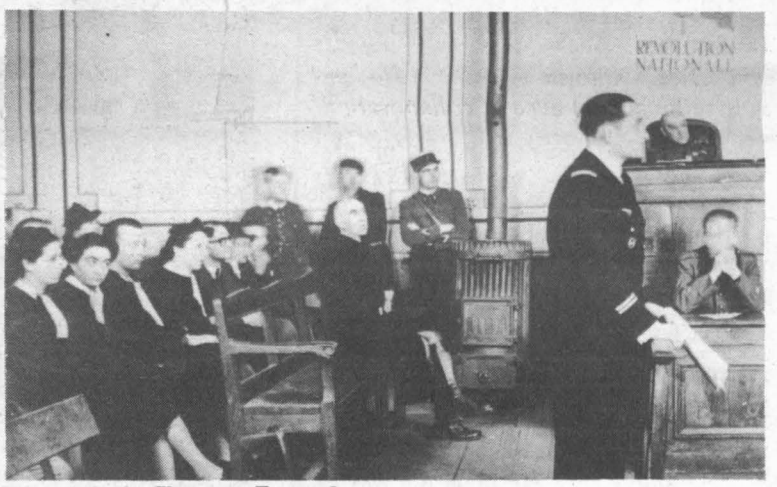


Le plus jeune député de France en famille, en 1932.



Keystone

Avec Léon Blum, en 1938.



Le procès de Clermont-Ferrand.



Keystone

Engagé volontaire pendant la guerre.



Keystone

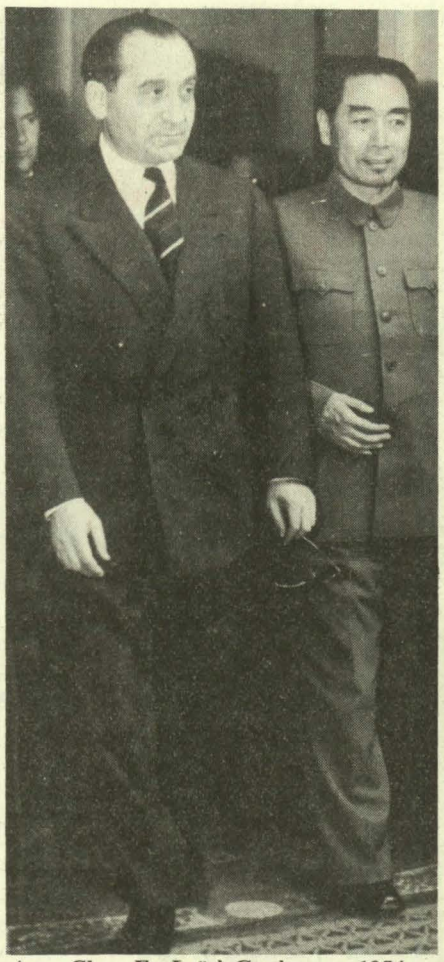
Président du Conseil en 1954.

P.M.F. : l'ami et l'écrivain

QU'ON permette le souvenir au jeune homme qui a 20 ans en 1954 et qui est ébloui par l'homme d'action en train de réveiller les énergies de la France et de la gauche. En 1956, il est déchiré entre un bref moment de tentation marxiste et les promesses du Front républicain. Il n'oubliera jamais les images du Mendès porté en triomphe le 28 mai 1958 par des manifestants qui défilent de la Nation à la République. Par la suite, l'Histoire se révèle plus complexe et de Gaulle ne pourra pas être confondu purement et simplement au pouvoir personnel qu'on dénonce. D'ailleurs dès 1965, la page de la guerre d'Algérie terminée — et ce ne fut pas rien — vient le temps des choses complexes (« La République Moderne » — 1962, Idées Gallimard, a été lu et médité), celui des villes, de l'aménagement des territoires, de la première candidature Mitterrand aux présidentielles. A 30 ans, le jeune homme est moins jeune et Mendès lui fait l'honneur de le consulter sur sa campagne législative à Grenoble, lui préface ensuite un livre publié sur ce sujet. En 1968, d'autres sont jeunes et Mendès est à Charléty, frôle le pouvoir avec Mitterrand. Quelques années plus tard, c'est à sa demande que Mendès accepte d'écrire « Choisir » (Stock 1974, en livre de poche) avec la collaboration de Jean Bothorel, éditorialiste au « Matin ». S'instaure alors une petite décennie de déjeuners, correspondances, conversations téléphoniques, rencontres. Mendès publie « Dialogues avec l'Asie d'aujourd'hui » (Idées Gallimard) ; il suit toujours de plus près le conflit du Moyen-Orient. (Comment l'ex-jeune homme oublierait-il qu'il prend conscience du judaïsme de Mendès lors d'une projection du film de Claude Lanzman sur « Israël » ?) Il interroge souvent Mendès sur ce conflit. Mendès décrit Clémenceau, Briand et d'autres dans « La vérité guidait leurs pas » (Gallimard 1976, collection « Témoin »), il accepte qu'on réédite « Liberté, liberté chérie » (Fayard) qui retrace ses combats aériens dans l'escadrille « Lorrain » durant la guerre. Le périple amical s'achève presque sur l'accolade Mitterrand-Mendès du 21 mai 1981 et sur cette matinée de juin 1981 lorsque l'ancien jeune homme déplore, devant lui, que le président du Conseil de 1954, malade, ne puisse plus servir le pays en participant activement au gouvernement de la gauche. Lundi 18 octobre 1982, il reste à se souvenir de la voix magnifique, au timbre clair, à revoir des images où la vie est encore présente, à reprendre les grandes biographies, celles de Jean Lacouture (Le Seuil 1981), ou celle, très précieuse, de Pierre Rouanet « Mendès France au pouvoir 1954-1955 » (Robert Laffont 1965). Les livres comme l'amitié ont toujours le dernier mot, ce sont des trésors que l'on conserve presque pour l'éternité.

CLAUDE GLAYMAN

A.f.p.



Avec Chou En-Laï à Genève, en 1954.

Keystone



Avec François Mitterrand lors de la grande manifestation de mai 1958.

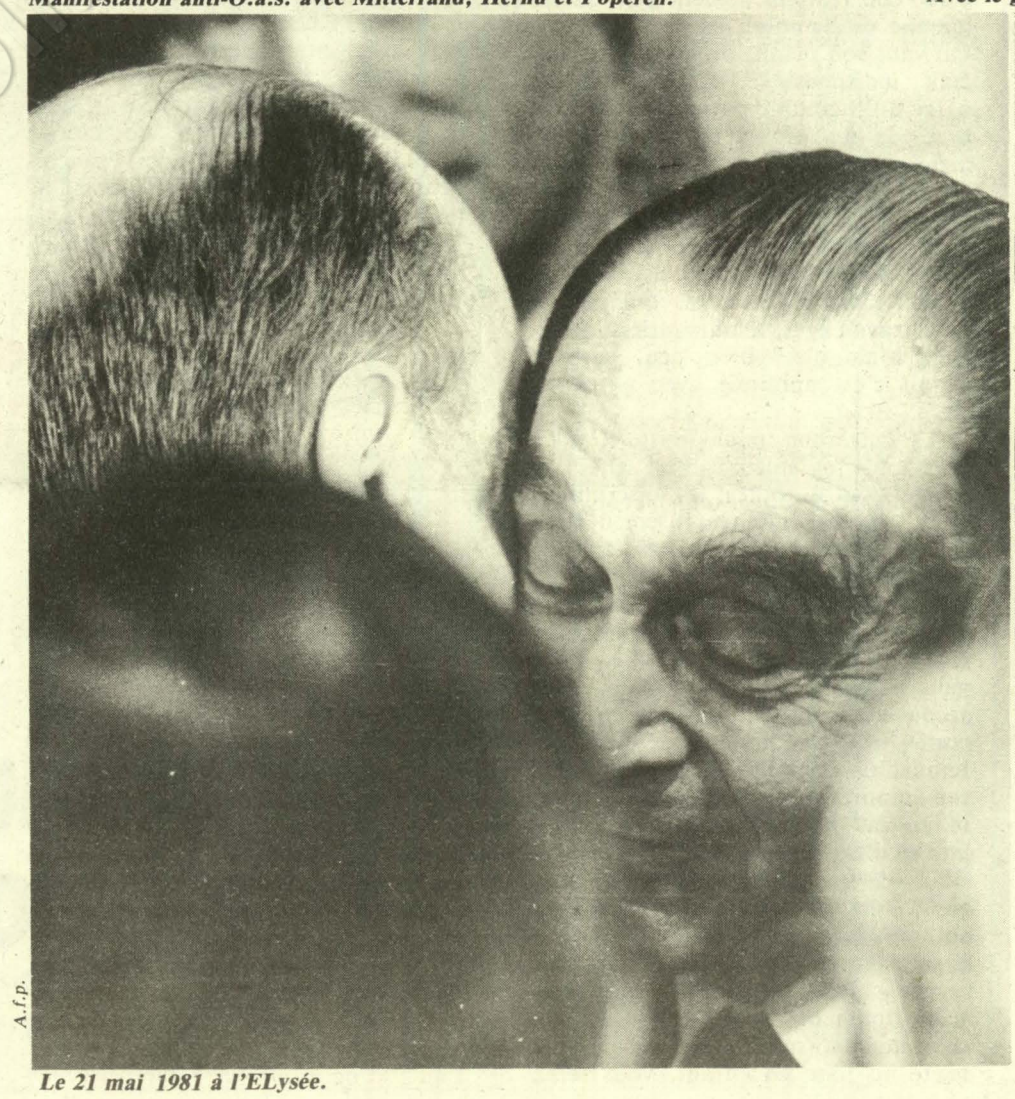


Manifestation anti-O.a.s. avec Mitterrand, Hernu et Poperen.



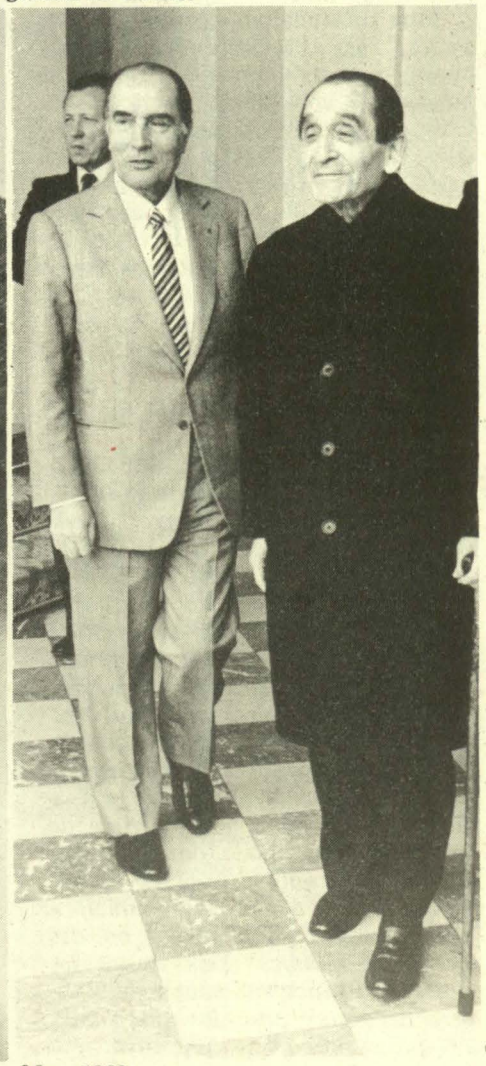
A.f.p.

Avec le général de Gaulle.



A.f.p.

Le 21 mai 1981 à l'ELysée.



Sygma

Mars 1982.

(suite de la page 2)

sorte d'agent de liaison entre Mitterrand et lui-même. Je n'en aurai hélas pas l'occasion. Quarante-huit heures plus tard la situation s'était retournée. On sait comment...

L'année suivante, de Gaulle s'étant effectivement retiré, les chemins de Mitterrand et de Mendès France se séparèrent un instant. Le premier n'avait pas voulu être candidat d'une gauche divisée, le second avait accepté de faire équipe avec Gaston Defferre sans réussir à lui éviter un résultat médiocre. La traversée du désert continuait, propice pour les deux hommes à l'écriture.

La mort de Georges Pompidou en avril 1974 les retrouva côte à côte pour une nouvelle campagne qui échoua de peu. Et encore le printemps 1981 où Pierre Mendès France, malgré son état de santé déficient, était à nouveau monté au créneau. Le 29 mars, au Club de la Presse d'Europe 1, il avait jeté toute son autorité dans un soutien sans réserve à François Mitterrand, le seul, disait-il, qui puisse créer en France les conditions d'un redressement. Dans sa réponse à une lettre que je lui écrivais le lendemain pour le féliciter de cette chaleureuse intervention, il me disait combien il était désolé de ne pouvoir faire davantage. Il allait pourtant encore animer et cautionner une réunion d'experts économiques chargés de préciser le programme du futur gouvernement de la gauche. De celui-ci, je sais que François Mitterrand aurait aimé que Mendès France acceptât de faire partie, ce que ce dernier ne jugea pas possible. Mais, même de l'extérieur, il suivait l'action du gouvernement de la gauche faisant connaître ses avis, parfois critiques mais toujours marqués par la volonté de voir réussir la politique entreprise.

Pierre Mendès France approuvait aussi la politique internationale mise en œuvre par l'actuel gouvernement. En août dernier encore, il avait fait connaître son accord avec la démarche du président de la République à propos du Proche-Orient. C'est un sujet qui passionnait Pierre Mendès France et qui a fourni l'occasion de ses dernières initiatives publiques — dont une avec son grand ami Nahum Goldman lui aussi récemment disparu — toutes accueillies chaleureusement tant par ses nombreux amis en Israël que par les dirigeants de l'O.l.p. qui viennent de lui rendre un vibrant hommage.

Dans ce domaine, comme dans les autres, Pierre Mendès France avait choisi, quoi qu'il en coûte, de tenir le langage de la vérité et de la raison. C'est avec cette image qu'il entre dans l'Histoire, l'image d'un homme qui a marqué son temps par la vertu de son exemple et qui, parce que nous avons tous besoin de cet exemple, restera encore longtemps parmi nous. ●

Pour honorer sa mémoire...

Au moment même où se déroulaient, dans la plus stricte intimité, les obsèques de Pierre Mendès France, le Conseil des ministres, à la demande de François Mitterrand, a pris toute une série de dispositions pour honorer sa mémoire comme il convient. La journée nationale qui lui sera consacrée mercredi prochain permettra d'exprimer la reconnaissance du pays à l'homme dont le président de la République a souligné qu'il a donné à la politique les lettres de noblesse qui lui font souvent défaut. Le nom de Mendès France sera attribué à un prix annuel, à une université, à des rues ou des bâtiments publics dans toutes les villes de France où aucun délai ne sera nécessaire pour les municipalités qui en prendront l'initiative.

Le sexisme ne passera plus...

Pour soutenir le projet de loi sur l'égalité professionnelle, un thème privilégié: "Supprimons les obstacles" afin que le trajet féminin au sein du monde du travail cesse d'être une course à handicaps

PAR MARTINE DUCOUSSET



POUR tout bagage on a sa gueule... et son sexe. A la maison bien sûr, dans la rue évidemment, mais aussi au boulot. Aujourd'hui, quand on cherche du travail ou qu'on essaie de garder celui qu'on a trouvé, mieux vaut être bardé de virilité que de diplômes. Depuis cette maudite pomme croquée par Eve, les femmes ont décidément bien du mal à faire admettre qu'à petite différence physiologique ne répondent pas forcément grandes conséquences sociologiques. Mais les crânes masculins sont durs à la détente, et les mentalités plutôt longues à évoluer. Or le temps presse. La discrimination à doses massives, plus question !

Faire plus et mieux

Au ministère des Droits de la femme, on s'est penché sur le problème. Résultat : un beau projet de loi sur l'égalité professionnelle (adopté en Conseil des ministres, il sera vraisemblablement discuté au printemps prochain à l'Assemblée nationale), qui s'inscrit dans le cadre d'une vaste campagne de sensibilisation de l'opinion publique. Un thème privilégié : « Supprimons les obstacles. » Cessons de faire du trajet féminin au sein du monde du travail une course à handicaps. Pour les 8 500 000 femmes actuellement sur le marché de l'emploi, ce projet de loi, qui vaut son pesant de justice sociale, était indispensable. Tout bêtement parce qu'il comble un vide juridique : le Code du travail ignore superbement cette nécessaire et évidente égalité entre le monsieur et la dame qui font leurs 39 heures hebdomadaires pour gagner leur vie — et parfois un peu plus. Un seul texte existe : la loi de 1972 sur les salaires, qui stipule qu'à travail égal, rémunération identique. Mais c'est bien peu, surtout quand c'est appliqué avec parcimonie.

Il fallait donc, pour Yvette Roudy, faire plus et mieux. S'en aller en guerre contre toutes les discriminations sexuelles malheureusement fréquentes dans le monde du travail, pour que les femmes ne soient plus ces êtres humains moins égaux que les hommes. Pour qu'il n'y ait plus une Ghyslaine qui raconte : « Après sept mois de chômage, j'ai enfin découvert une petite annonce qui correspondait à mes capacités : on demandait un ingénieur chimiste pour une importante boîte multinationale. Je me suis présentée, pleine de certificats et d'expérience, et me suis heurtée à une fin de non-recevoir. Parce que j'étais une femme. » Manque de bol, Ghyslaine venait de se marier. Et le recruteur de service lui a servi un beau discours du style : « Madame, je ne doute pas une seconde de vos compétences, mais vous aurez sans doute un jour un enfant, vous serez perturbée, souvent absente. Notre société a besoin de gens disponibles, et je ne peux prendre le risque de vous engager. » Devant un tribunal, ce refus pour cause de sexe s'appelle « motif légitime ». Insupportable hypocrisie : la discrimination est formellement interdite, mais l'employeur est autorisé, pour des raisons laissées à son entière appréciation, à séparer le bon grain masculin de l'ivraie féminine. Hypocrisie que François Mitterrand avait d'ailleurs lui-même dénoncée, puisque l'une de ses 110 propositions réclamait la disparition de cette notion de « motif légitime ». C'est désormais chose faite : le projet de loi prévoit l'abolition de cette clause particulièrement misogyne.

Bravo ! Mais c'est vrai qu'il reste encore beaucoup de pain sur la planche. En 1982, on compte 45 % de femmes actives, et 40 % des travailleurs sont des travailleuses. Mais... les hommes perçoivent en moyenne un salaire supérieur de moitié à celui des femmes ; celles-ci n'exercent que trente types d'emplois — soit dix fois

Le remboursement de l'I.v.g.

APRÈS bien des discussions et des malentendus, le problème du remboursement de l'interruption volontaire de grossesse est en principe réglé. On sait que le dernier Comité directeur du P.s. s'était ému de voir ajourné cet engagement pris lors de la campagne électorale de 1981. Le groupe socialiste à l'Assemblée nationale avait donc déposé une proposition de loi demandant que soit mis en application le remboursement de l'I.v.g.

Une difficulté demeurait quant aux modalités de financement du projet. Le P.s. proposait un remboursement par la Sécurité sociale alors que le ministre de la Solidarité, Pierre Bérégovoy, affirmait sa préférence pour l'inscription au Budget des crédits nécessaires. Mardi dernier, au cours d'une rencontre d'une délégation du groupe socialiste conduite par Denise Cacheux avec le Premier ministre Pierre Mauroy, une solution a été trouvée qu'il reste à mettre au point techniquement : les versements seraient effectués par la Sécurité sociale mais celle-ci serait elle-même remboursée par l'Etat sur la base du nombre d'I.v.g. enregistrées chaque année. Le système retenu permettrait à la fois de maîtriser le nombre d'avortements pratiqués et de préserver l'anonymat des femmes concernées, la Sécurité sociale traitant les dossiers comme ceux de n'importe quel acte médical.



moins que les hommes — et ne représentent que 28 % des stagiaires de la formation professionnelle ; quant à leur taux de chômage, il est de 12,6 % contre 8,5 % chez les hommes. Triste bilan, qu'Yvette Roudy voudrait bien pouvoir corriger : « Mon objectif est de mobiliser toutes les énergies de ce pays pour combattre et supprimer les obstacles à l'égalité professionnelle. L'emploi des femmes ne doit pas rester un marché de seconde zone. Un tel gâchis humain est dommageable à la communauté tout entière, en même temps qu'il constitue une injustice intolérable. »

Injustice dont les manifestations se font sentir très tôt : livres scolaires qui montrent maman à la cuisine tandis que papa ramène de quoi faire bouillir la marmite, orientation dans les lycées qui offre souvent aux garçons les secteurs nobles de l'enseignement, démission de parents à ce point conditionnés qu'ils n'envisagent pour leur fille qu'une carrière d'épouse modèle. Puis viennent toute une série d'obstacles qui renforcent ces inégalités précoces : formation professionnelle favorable aux jeunes mâles, curieuses anomalies à l'embauche — c'est l'histoire de Ghyslaine —, énormes différences de salaires — en moyenne, 30 % d'écart entre hommes et femmes —, formation continue distillée au compte-gouttes, licenciements à la pelle, chômage important. Stop, n'en jetez plus ! La femme est peut-être l'avenir de l'homme. Encore faut-il lui donner les moyens de construire son avenir à elle !

Parcours banal, parcours exemplaire que celui d'Annie : « A la maison, on n'avait pas beaucoup d'argent. Mon frère a poursuivi ses études, tandis que je passais très vite un C.a.p. de dactylo. Impossible de trouver un travail fixe : j'ai donc pendant trois ans fait de l'intérim. Je gagnais à l'époque 3 200 F par mois, ce qui représentait pour mon mari et moi un véritable pactole. J'ai arrêté de taper à la machine pour élever mes deux enfants, puis ai tenté de retrouver un emploi. Rien à faire. On ne m'a proposé que des travaux à temps partiel qui ne nous auraient pas permis de vivre. » Annie, après deux ans de recherche, a fini par trouver une place stable. Mais en y usant son courage et son énergie. Son cas n'a rien d'extraordinaire. En octobre 1980, 29 % des femmes actives avaient un statut particulier : 15 % employées à temps partiel, 10 % au chômage, 3 % sous contrat à durée déterminée et 2 % occupées à un travail saisonnier. Nul doute qu'en ces temps de crise on préfère que les femmes rentrent à la maison. Seulement voilà : elles n'en ont pas, mais pas du tout envie. Parce que le travail, elles y ont droit autant que les hommes. Et qu'elles revendiquent ce droit, qu'elles entendent bien le faire respecter. Quand donc comprendra-t-on qu'elles en ont soupé des langes et des couches ! Elles ne demandent pas l'aumône, elles réclament justice. Leur liberté et leur autonomie passent par la reconnaissance de leur statut d'être humain à part entière. Donc d'être humain travailleur, puisqu'ainsi fonctionne notre société.

Sans doute un projet de loi ne peut-il suffire à faire disparaître l'empreinte laissée par des siècles de misogynie triomphante. Du moins est-ce un début. L'amorce de cette lueur d'espoir entrevue par une Louise Michel qui disait voici quelques années déjà : « Si l'égalité entre les deux sexes était reconnue, ce serait une fameuse brèche dans la bêtise humaine. » ●

LES ENTRETIENS DU JEUDI

De 19 h à 21 h,
Salle Marie-Thérèse Eyquem
10, rue de Solférino, 75007 Paris

4 novembre :
Jean-Louis Piednoir, délégué national à l'Education nationale.
Eugène Teissere, délégué général aux Fédérations, membre du Comité directeur.

18 novembre :
Edwige Avice, ministre chargée de la Jeunesse et des Sports, membre du Comité directeur.
Alain Barrau, secrétaire national adjoint à la Jeunesse.

25 novembre :
Pierre Brana, secrétaire national adjoint aux Relations extérieures.
Paul Quilès, secrétaire national à l'Organisation et aux Fédérations, député de Paris.

2 décembre :
André Billardon, député de Saône-et-Loire, président du Conseil général.
Bernard Thareau, secrétaire national adjoint à l'agriculture.



La balle est dans le camp des employeurs

« SUPPRIMONS les obstacles. » Tel est le thème choisi par Yvette Roudy pour sa campagne sur l'égalité professionnelle. Vaste campagne qui s'étalera sur dix-huit mois, et dont la première phase — deux autres sont prévues — a débuté mercredi dernier. But de l'opération : sensibiliser les mentalités, faire prendre conscience à l'opinion publique des handicaps que doit surmonter toute femme candidate au turbin. Sports télévisés sur T.f.1. et Antenne 2, annonces à paraître dans la presse, films diffusés dans 680 salles de cinéma. Plus 100 000 affiches illustrant la course d'obstacles obligatoire pour la dame ou la demoiselle désireuses de travailler, et qui seront affichées un peu partout : dans les A.n.p.e., les lieux scolaires, les bâtiments publics.

Seconde phase : il s'agira plus particulièrement, au cours du premier semestre 1983, de l'orientation et de la formation des jeunes filles. La campagne, par le biais des médias, s'adressera surtout aux familles, aux éducateurs, et aux jeunes filles elles-mêmes. Afin que chacun comprenne l'importance, pour une adolescente, d'acquérir un vrai métier et une solide formation professionnelle. Quant à la troisième phase, elle sera fonction des deux précédentes.

La sensibilisation, c'est bien, la législation aussi. Aussi Yvette Roudy a-t-elle présenté récemment en Conseil des ministres un projet de loi sur l'égalité professionnelle. Projet qui inscrit dans les textes la non-discrimination pour cause de sexe, et se donne les moyens d'appliquer cette évidence dans les entreprises. Suppression de la notion de « motif légitime », instauration de « plans d'égalité » lorsque ladite égalité n'est pas respectée, possibilité de mesures de rattrapage sur les lieux de travail qui font du sexisme indécent, moyens d'action donnés aux travailleurs et aux syndicats pour lutter contre les inégalités, enfin création d'un Conseil supérieur de l'égalité professionnelle, qui veillera, au niveau des régions, à ce que la loi soit correctement appliquée. Messieurs les employeurs, la balle est dans votre camp !

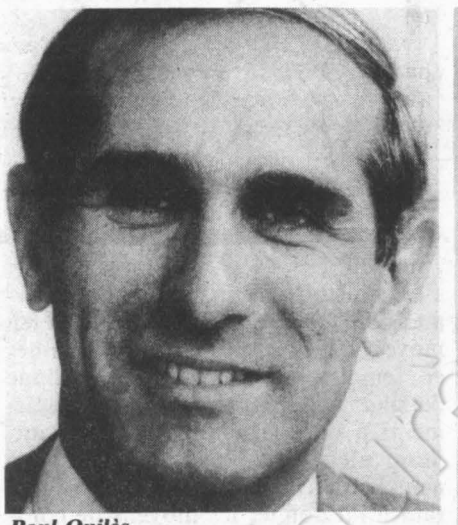
Les faillites du système Chirac

Le logement social et l'aide aux personnes agées – en dehors des opérations poudre aux yeux qui ne trompent personne – sont les échecs majeurs du maire de Paris

LE débat sur le nouveau statut de Paris, Lyon et Marseille s'est engagé cette semaine à l'Assemblée nationale au moment même où les militants socialistes parisiens se réunissaient dans leurs sections pour décider qui, de Paul Quilès ou de Georges Sarre, serait le chef de file du P.s. dans le combat des élections municipales contre Jacques Chirac.

Celui-ci a donné ces derniers jours de nouveaux exemples de l'agitation désordonnée qui le caractérise. Après s'en être pris à Gaston Defferre au lieu de répondre aux révélations apportées par « Libération » sur les bureaux d'études « bidons » avec lesquels traite la Ville de Paris, il s'est attaqué à la télévision et aux journaux coupables d'avoir fait connaître au public la triste situation de la maison pour personnes âgées de Cachan. Le maire de Paris pratique ainsi la diversion, mais de façon tellement grossière qu'elle ne fait que souligner à quel point il a été atteint par les attaques portées contre sa gestion et la détérioration de son image de « bon maire » à laquelle il est tellement attaché. Le chef du R.p.r. n'est pas au bout de ses peines. Non seulement il va trouver en face de lui un candidat socialiste décidé à lui livrer un rude combat, mais encore doit-il faire face aux appétits de ses « alliés » de l'U.d.f. C'est ainsi, par exemple, que dans le XVIIIe arrondissement où Chirac a parachuté son propre collaborateur Alain Juppé pour mener bataille contre Lionel Jospin, Claude Estier et Bertrand Delanoé, Roger Chinaud, qui n'a jamais réussi à être élu à l'Hôtel de Ville, vient de refaire surface et prétend mener la liste de l'opposition en mars prochain. En attendant l'issue de cette compétition interne, voici quelques nouveaux faits illustrant la gestion chiraquienne à Paris.

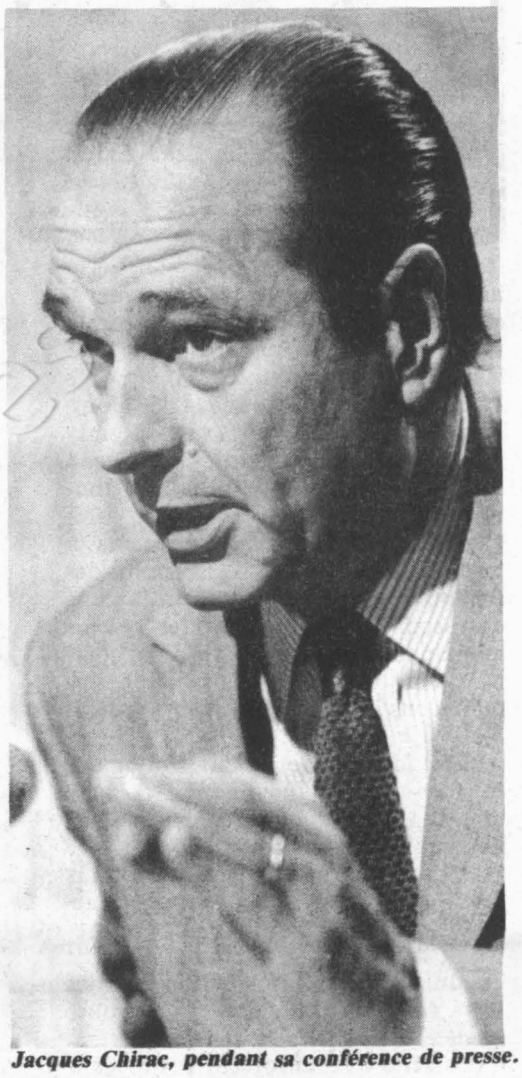
A. V.



Paul Quilès.



Georges Sarre.



Jacques Chirac, pendant sa conférence de presse.

PAR EMMANUELE PLAS

« LE logement social c'est mon objectif numéro un », avait déclaré Chirac aux Parisiens, lors de la campagne des municipales de 1977. Or le mandat du maire de Paris est sur le point de s'achever sur un échec total dans ce domaine.

Tout a commencé en juillet 1977 par la décision de vendre les immeubles de la S.a.g.i., boulevard Suchet : ces immeubles qui n'avaient pas un demi-siècle et étaient si « bien » habités qu'on avait fait passer devant eux le boulevard périphérique en souterrain. Ces immeubles, donc, devaient revenir à la ville en 1982 après cinquante ans de concession à la S.a.g.i. Moyennant le renouvellement de la concession pour les autres immeubles des boulevards des Maréchaux, Chirac put commencer à vendre ceux du

DISPARITES DANS L'ATTRIBUTION DES "SECOURS" AU B.A.S. en 1980

Arrondissement	Nombre d'allocations en 1980	Nombre d'Habitants (recensement 1975)	Montant moyen d'un secours
3ème	85	41 700	10ème 360 F
2ème	278	26 300	8ème 409,50 F
1er	291	22 800	9ème 434
4ème	292	40 500	13ème 463,50 F
	304	209 000	7ème 472,50 F
11ème	461	53 300	20ème 512 F
6ème	479	53 000	1er 524,50 F
8ème	495	231 300	4ème 583,50 F
15ème	510	74 200	17ème 587,50 F
7ème	738	144 300	19ème 595 F
19ème	824	193 600	6ème 610,5 F
16ème	875	186 300	5ème 646 F
17ème	927	163 300	14ème 650,5 F
13ème	1 248	67 500	18ème 661 F
5ème	1 295	140 900	2ème 687,50 F
12ème	1 497	70 200	15ème 718,50 F
9ème	1 532	149 100	11ème 823 F
14ème	1 709	175 800	16ème 827 F
20ème	2 023	94 000	3ème 910 F
10ème	2 098	159 300	
11ème			

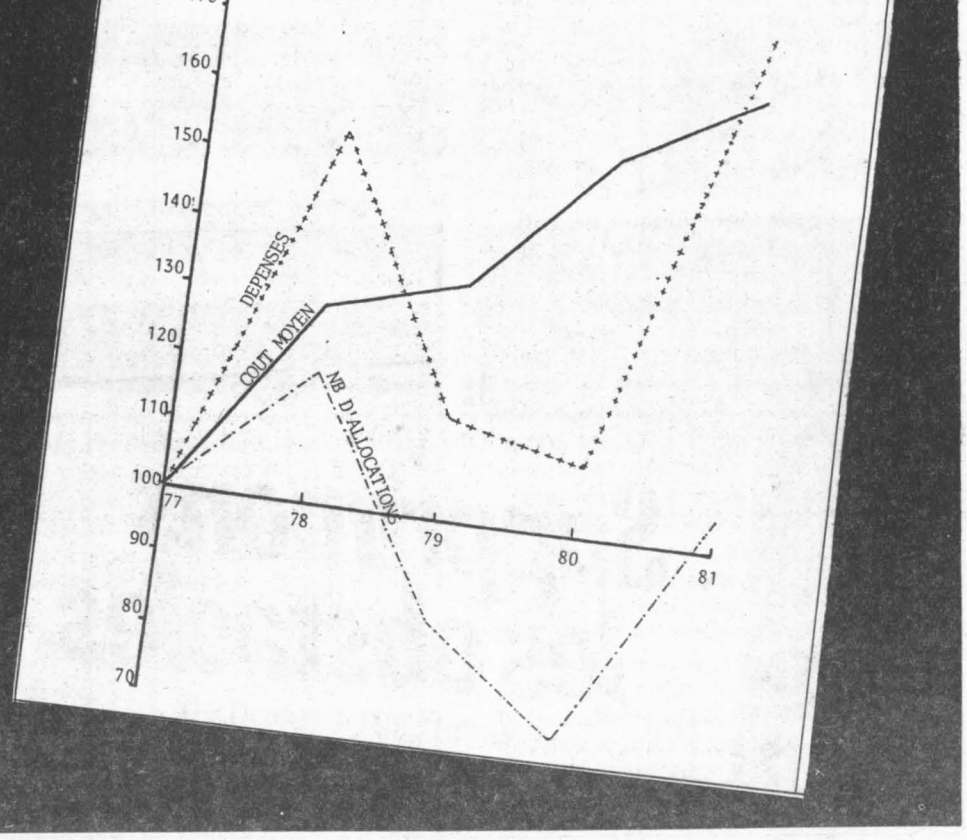
1) Document officiel du B.a.s.

A remarquer que les arrondissements les plus peuplés et où la population est la moins favorisée ne sont pas ceux qui reçoivent le plus de secours du B.a.s. Il est vrai qu'on vote « si mal » dans ces arrondissements, alors que dans le Ve — dont Chirac est l'élu — et le Xe — moins peuplé que le XIe — les « secours » alloués par le B.a.s. sont les plus élevés.

Allocations exceptionnelles

Gradation indiciaire

	DEPENSES	INDICE	NOMBRE ALLOCATIONS	INDICE	COUT MOYEN	INDICE
1977	9 405 520	100	25 108	100	374,50	100
1978	14 366 875	153	29 840	119	481,00	128
1979	10 819 285	115	21 560	86	502,00	134
1980	10 477 756	111	17 961	71	583,00	155
1981	16 417 460	175	26 262	105	625,00	167



2) Document officiel du B.a.s.

Courbe des allocations exceptionnelles. On note que le nombre d'allocations (courbe du B.a.s.) qui n'a cessé de fléchir de 1978 à 1980 remonte à partir de 1981. L'échéance municipale approche...

Coll. Fondation Gabriel Péri

boulevard Suchet, dès sa première année à l'Hôtel de Ville. Une vente qui n'est pas terminée puisqu'elle s'échelonne sur quinze années mais a permis dès 1977 à la ville d'emprunter cent vingt millions. Une goutte d'eau dans le budget de Paris mais la condition, assurait le maire, pour avoir une politique du logement. D'autant qu'en campagne électorale Chirac s'était fait fort de construire dix mille logements en cinq ans... dont à peine quinze cents sont sortis de terre aujourd'hui. Il avait, d'ailleurs, demandé à l'architecte Gillot, président de l'Ordre et membre du comité central du R.p.r., un rapport sur le sujet. Si ce rapport ne fut jamais discuté au Conseil de Paris — attitude à l'égard des élus parisiens qu'au fil de son mandat Chirac allait ériger en système — les conclusions sont publiques. Il fallait, selon ce rapport, construire des « logements intermédiaires », autrement dit des logements pour les classes moyennes qui, étant donné leurs revenus, n'avaient pas accès aux H.l.m. Pour ces logements, la Ville faisait l'avance de trésorerie sur cinquante ans et la Caisse d'épargne de Paris complétait. La construction de ces petits immeubles bien intégrés à l'environnement fut confiée à la R.i.v.p. et à la S.a.g.i., sociétés d'économie mixte.

Guère plus de cinq cents

Quant aux logements sociaux, ils se sont faits dans la quinzaine de Z.a.c. retenues précédemment à l'arrivée de Chirac à l'Hôtel de Ville, à raison de deux mille cinq cents à trois mille par an, moins que du temps où des préfets géraient Paris. A noter qu'il n'y a pas eu de lancement de nouvelles Z.a.c. Est-ce un hasard si toutes se situent dans des secteurs qui votent à gauche ? C'est en outre sous la pression des élus de gauche que la mairie a dû faire modifier les plans de ces Z.a.c. pour qu'on y construise aussi des locaux artisanaux. A noter que la Z.a.c. Italie est en panne depuis huit ans et que la Z.a.c. Ilôt C3 de la porte d'Italie avec ses six mille H.l.m. prévus ne s'est pas faite, bien que la Ville en possède tous les terrains. On dit à l'Hôtel de Ville que c'est le premier adjoint, le R.p.r. Christian de la Malène, qui s'y est opposé.

En matière de réhabilitation, la situation n'est guère plus brillante. Si cela était nécessaire, le scandale des bureaux d'études « bidons » révélé par « Libération » en apporterait une preuve supplémentaire. En effet, les secteurs de réhabilitation ont été choisis dans des arrondissements où les bulldozers n'étaient pas encore ou peu passés : XIe, XVIIIe, XIXe, XXe et un peu le Xe. Le but déclaré de Chirac, en 1980, était de réhabiliter six mille logements en trois ans. « Pour délimiter les secteurs de cette réhabilitation, explique Louis Moulinet, député (P.s.) de Paris et ancien conseiller de la capitale, on n'a pas tenu compte de la salubrité des immeubles mais des bureaux de vote et de leurs résultats. » Georges Sarre, président du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville et député du XIe arrondissement, intervenait au Conseil de Paris, à la séance du 7 juillet 1980, pour dénoncer aussi la spéculation qu'encourageaient ces opérations programmées d'amélioration de l'habitat : « Depuis que ces opérations sont annoncées et connues, une vague de spéculation immobilière s'abat sur les quartiers concernés. Leurs prix augmentent. Les spéculateurs guettent la bonne affaire... Quant à la Ville, loin d'intervenir pour contrôler ce marché, elle laisse faire et n'exerce pas son droit de préemption. » Mais sur les dix-neuf périmètres décidés par la Ville, l'Etat n'en autorisa que neuf. Quoi qu'il en soit, les six mille logements réhabilités en trois ans ne sont guère plus de cinq cents en cette fin 1982.

Le résultat de cette politique immobilière est la crise du logement, la pire que Paris ait jamais connue. Il a suffi de la fausse interprétation intentionnelle de la loi Quilliot par la faune de l'immobilier pour que la crise devienne panique. Car obtenir un logement social à Paris est un véritable privilège : sur un million cent mille logements que compte la capitale, un peu plus de 10 % sont des logements sociaux. A Berlin-Ouest, on en compte 70 % ! D'objectif numéro un de Chirac, le logement social est devenu son échec numéro un.

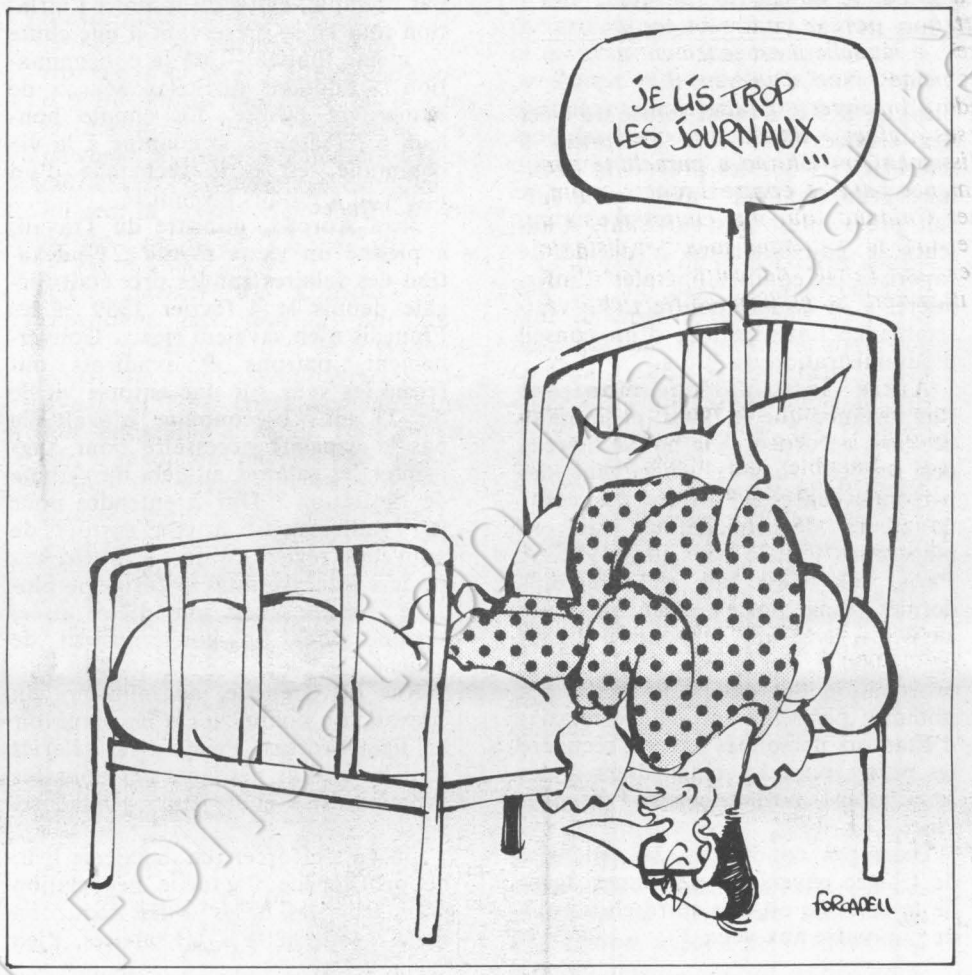
Objectif numéro deux proclamé par le maire de Paris : la solidarité avec les personnes âgées dont Cousin-de-Méricourt est la caricature (*voir « l'Unité » n° 484).* Pour Noëlle Marillier, conseiller P.s. de la capitale, le maire de Paris s'est servi des personnes âgées pour faire sa propre publicité : boîtes de chocolats, promenades sur la Seine, places de spectacles au moment des fêtes mais pour le reste et, sans beaucoup gratter, on s'aperçoit que la politique du Bureau d'aide sociale (B.a.s.) est tout juste une politique paternaliste. Les mots ont-ils un sens ? La conseillère de Paris remarque que dans la plupart des villes de gauche le B.a.s. est devenu le Centre d'action communale à l'action sociale. Et pourtant Paris est la ville de France la plus riche. En 1982, le budget de fonctionnement du B.a.s. était de un milliard deux cent quatre vingt millions de francs. Et pourtant avec cette somme à faire rêver tous les élus municipaux, la misère rôde à Paris, dénoncée notamment par une étude récente du Secours catholique. Rien, excepté la gratuité du coupon de carte orange, n'est fait pour les chômeurs dans la capitale. Ainsi ce chômeur du XVIIIe arrondissement, en fin de droits, qui a reçu, en réponse à une demande de secours, une lettre signée Chirac lui adressant...cent francs.

« On a fait des tas de petites cases mais les gens véritablement misérables ne rentrent dans aucune case légale, constate Noëlle Marillier. Or, justement une politique d'action sociale municipale doit pallier ce qu'il n'est pas possible de prévoir au niveau du pays. » La structure du B.a.s. ne permet pas non plus un suivi des dossiers : un dossier préparé par un enquêteur ou une assistante sociale ne pourra pas être discuté avec les bénévoles du B.a.s. qui prennent la décision d'adresser un secours. Des pratiques que le personnel du Bureau d'aide sociale n'a cessé de dénoncer.

Une vieille dame va chercher son coupon de carte émeraude à la mairie du XVe arrondissement. Elle fait la queue pendant trois heures. Pas de siège, ou plutôt si : les bancs sont à quinze mètres de la queue mais personne n'a même songé à les rapprocher des personnes âgées. Cette anecdote symbolise bien la politique du B.a.s. : octroi d'une aide quantitative et mépris au quotidien. Les règlements des établissements du B.a.s. pour personnes âgées témoignent de ce mépris. Ainsi l'article 8 stipule : « Les échanges d'idées et d'opinions sont admis dans le respect mutuel de la liberté de chacun, étant entendu qu'en aucune manière ils ne doivent servir de support à une propagande de quelque nature qu'elle soit. C'est pourquoi aucune réunion politique, syndicale ou confessionnelle ne peut avoir lieu dans l'établissement. » Et ce règlement constitue déjà un progrès et n'a été obtenu que grâce au combat d'une association de retraités qui avait assigné le B.a.s. devant le tribunal administratif. La répartition de ces maisons pour personnes âgées n'a pas été planifiée dans Paris et on ne tient pas compte de l'arrondissement d'origine des personnes pour attribuer les places.

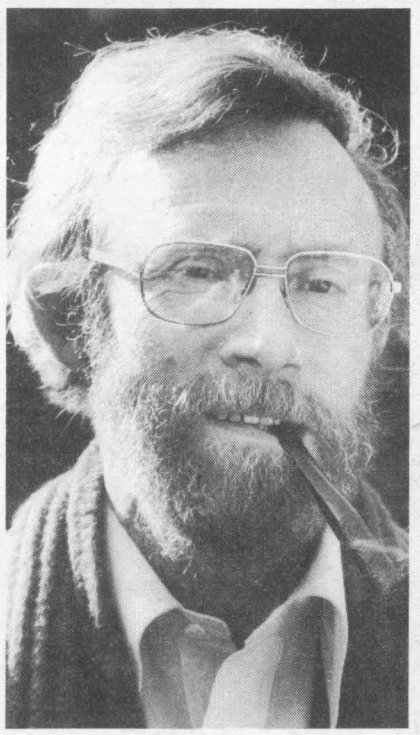
Quant aux clubs du troisième âge, ils n'ont que rarement droit à des animateurs diplômés. A remarquer, d'ailleurs, que ces clubs ne sont jamais cités en exemple dans les revues spécialisées : aucune invention, aucune dynamique pour les personnes du troisième âge. Quant à « l'université » du même nom, elle n'offre qu'un cycle de conférences par des gens particulièrement brillants et qualifiés mais ne permet aucun échange.

(suite en page 8)



DIPAPACÉQUOI

L'icônolâtrie



par Piem

Jacques Chirac passe à la radio et par la même occasion paraît au fenestron de la télévision. Madame Veil en fait autant, nous présentant son minois mignon. Simone fait dans la nuance, elle nous tricote des bas de laine, des pas de haine pour les temps à venir ; Simone a la cote. Elle ne veut pas la perdre.

Jacques lit son texte. Il a pesé les mots. Dans la balance, Pons a fait la tare et Labbé le fléau. Tout est clair, il s'agit d'une machination.

— Dis papa, c'est quoi une machination ?

— Une invention du diable, qui écrase l'innocence et sublime le crime. Chirac est la victime d'un ignoble complot. Les méchants épluchent sa gestion, les jaloux sèment le doute sous ses pas, la gauche calomnie ce que la droite purifie. Les choses de la vie sont aussi simples que ça.

Alors, les anges de la vertu font une auréole au-dessus de la tête du maire de Paris pendant que l'archange terrasse le satanosocialococo.

— Il faut sans attendre béatifier ce bienheureux martyr, dit l'enfant en décrochant l'écran de la télévision. Il porte la précieuse image avec le respect qui se doit. Il accroche l'icône, il s'agenouille et il prie.

« Icône, icône », grommelle Chirac.

— Seigneur, Seigneur, reprend l'enfant, éloigner je vous en prie l'immonde calomnie, les finances du parti, la gestion de Paris. Donnez au bienheureux maire et martyr la paix et la sérénité et asseyez-le à la gauche du père.

— Bienheureux les pauvres à Paris, que Chirac soit loué pour sa ville éternelle, psalmodie le père.

L'enfant près de la sainte image a déposé un bouquet de pensées douteuses. Il a allumé une bougie dont la flamme éclaire le visage extatique et jette des reflets d'argent sur la chevelure gominée. L'Hôtel de Ville est devenu un reposoir ; ce n'est plus une affaire d'Etat, c'est une affaire d'extase.

On viendra de loin pour adorer la sainte image. De Wallstreet déjà des rois mages sont en route. Une foule d'iconolâtres viendra s'agenouiller. Une procession de poujadistes en herbe s'organisera, promenant cette relique du passé à travers la cité stigmatisée.

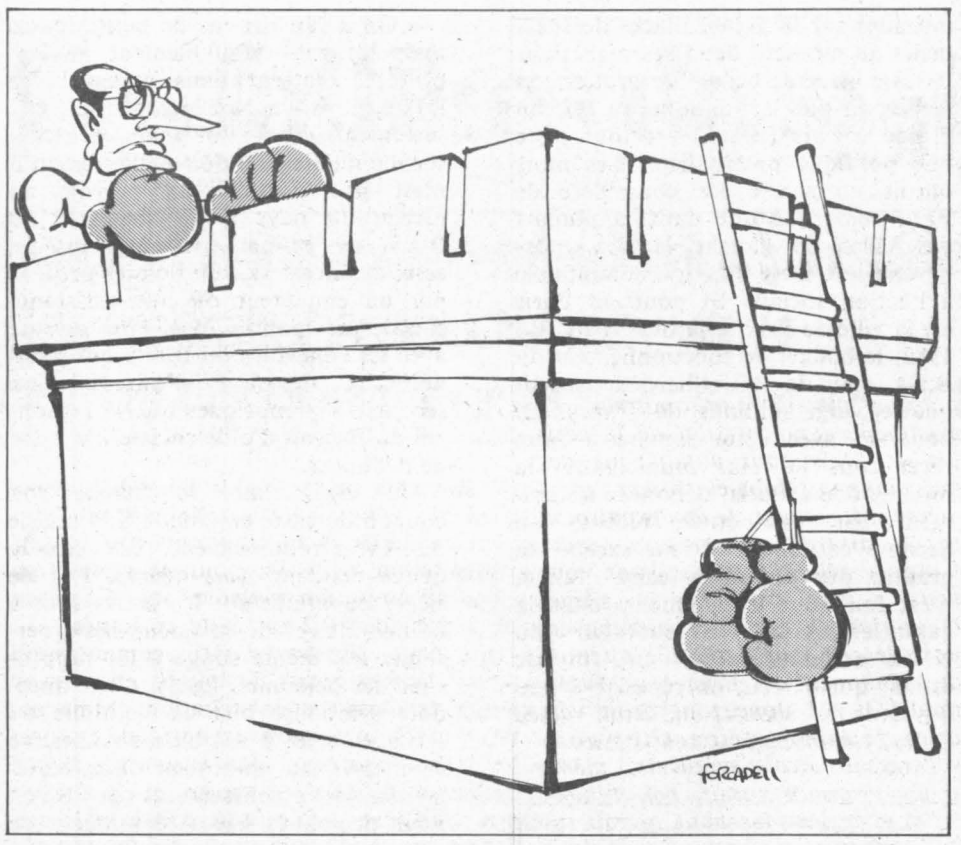
De Nouméa, lieu béni de la première prédiction, affluent les pèlerins. Le bienheureux martyr Jacques Chirac était de tout temps l'homme prédestiné, ses initiales ne sont-elles pas celles de J.C., le fils du menuisier de Nazareth !

Le voici offert à la vindicte de la populace, lui le lys dans la vallée ; Jésus a son Pilate et Chirac son Pons-fidèle.

Sainte Geneviève, patronne de Paris, abandonne galamment sa place. Saint Jacques sort de sa coquille. Loué soit son nom.

Hélas ! L'histoire raconte que Rome refusa la béatification prétendant que les preuves du martyre n'étaient pas assez convaincantes.

Encore un vilain coup bas de ces italochristiannococo.



(suite de la page 7)

Plus grave, le B.a.s. prive les personnes âgées de la capitale du bénéfice des décisions du gouvernement de gauche. Ainsi l'hiver dernier, lorsque le gouvernement avait mis en forbles. Le B.a.s. a aussi refusé de créer des services de soins infirmiers à domicile tels que les prévoit la circulaire Franceschi du 7 avril. « Le forfait prévu n'est pas suffisant, d'ailleurs le gouvernement a décidé de favoriser les équipes libérales d'infirmières », a déclaré contre toute vraisemblance Lafouge lors d'un conseil d'administration du B.a.s.

Autre information montrant l'importance que le B.a.s. et le maire de Paris accordent à la bonne marche des services sociaux s'occupant des personnes âgées : l'affaire des coordonateurs départementaux mis en place dans tout le pays, dès 1981. A Paris, cela s'est fait au printemps dernier. Vingt postes étaient attribués au B.a.s. avec une subvention d'Etat de 77 000 F par poste. Malgré une prorogation des délais, le B.a.s. n'a nommé personne et le secrétariat d'Etat aux personnes âgées a récupéré les postes pour les redistribuer à des associations parisiennes et en province.

Dans ces conditions, la solidarité de Chirac envers les personnes âgées de la capitale est-elle autre chose que de la poudre aux yeux ? ●

Questions sur les bureaux d'études

Les frais d'études pour tous travaux sur la Ville de Paris sont inscrits au budget d'investissement particulier. Or, Daniel Benassaya, conseiller (P.s.) de Paris a relevé qu'aucune étude nouvelle n'avait été inscrite durant les années 1978, 1979 et 1980. Aux comptes d'investissements des années correspondantes, les dépenses enregistrées ne se rapportent qu'aux opérations retenues antérieurement à l'arrivée de Chirac à la mairie de Paris. Subitement, en 1981, 5 millions de francs sont prévus pour les études nouvelles et en 1982, 13 millions de francs. Les dépenses déjà enregistrées sont de 3 300 000 francs pour 1981 et en 1982 de l'ordre de 10 millions de francs.

« Nous voudrions savoir d'une façon précise, dit Daniel Benassaya, pourquoi le maire de Paris n'a trouvé aucune opération nouvelle à faire étudier pendant les deux tiers de son mandat et que, d'un seul coup, il se voit obligé de gonfler les crédits comme jamais cela n'a été fait auparavant ? »

Autres questions du conseiller de Paris :

- *pour quelles opérations ces crédits importants nouveaux ont été investis ?*
- *pour quels bureaux d'études ?*
- *enfin pour l'année 1982, sur les 10 millions de dépenses prévues, quels sont à ce jour les crédits réellement payés et à qui ?*

mation d'aides-soignants mille cinq cents chômeurs, le directeur de la D.d.a.s.s. (Direction départementale à l'action sanitaire et sociale) informait Philippe Lafouge, le directeur du B.a.s., que cent vingt-sept de ces jeunes gens étaient mis à sa disposition. Lafouge fit la fine bouche et dénigra par avance ces agents qui, s'étant trouvés au chômage, et acceptant des stages faiblement rémunérés, ne pouvaient être des personnes valaNEGOCIATIONS SALARIALES

Redécouper le gâteau en en donnant une part à chacun

PAR CLAUDE JADOUL

A moins de dix jours de la fameuse sortie du blocage des salaires et des prix, les interrogations ne manquent pas. Comment, par exemple, éviter de ranimer l'inflation tout en se préservant d'une chute — même limitée — de la consommation ? Pilotage difficile. Marge de manœuvre étroite. Le couple houleux prix/salaires, condamné à la vie commune, est à la recherche d'un nouveau « modus vivendi ».

Jean Auroux, ministre du Travail, a piétiné un vieux mythe : l'indexation des salaires sur les prix était illégale depuis le 4 février 1959 et les Français n'en savaient rien... Gouvernement, patrons et syndicats ont fermé les yeux sur une entorse vieille de 23 ans. L'économie n'avait-elle pas la capacité nécessaire pour augmenter les salaires au-delà du rythme de l'inflation ? Dur à entendre pour les syndicats. Et il y a surtout de nouvelles règles du jeu à mettre en place à l'occasion de la fin de ce blocage. La chose est loin d'être aisée, surtout pour un gouvernement de gauche.

Rue de Grenelle, au ministère du Travail, on commence à en percevoir les lignes forces. Primo : les salariés sont les grands perdants des poussées inflationnistes et de leurs effets pervers.

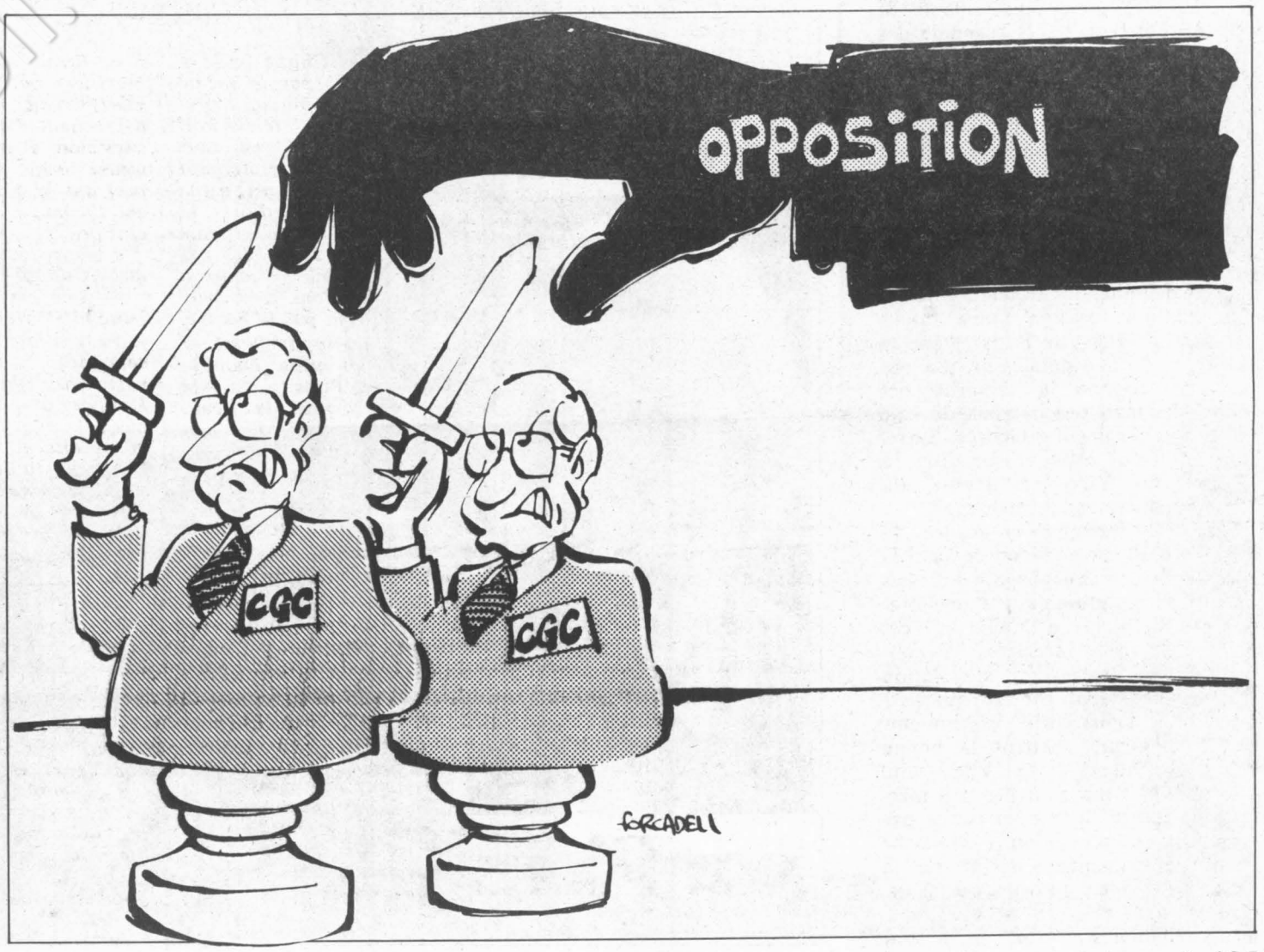
On va s'efforcer, en deuxième lieu, de profiter de l'actuelle négociation pour jeter les bases d'une réduction de la « fourchette » des salaires. Rien à redire : ç'a toujours été l'intention avouée du gouvernement de gauche. Partant du raisonnement selon lequel le pouvoir d'achat a toujours été en retard par rapport au prix, on entre dans la voie d'une augmentation globale programmée des salaires : 18 % du 1er janvier 1982 au 31 décembre 1983. Au-delà de 20 000 francs par mois, le mécanisme ne joue plus. On entre bel et bien dans un système d'écrasement de la fourchette des salaires.

Heurts et grincements de dents

Les partenaires sociaux sont invités à négocier sur cette base. Et une notion nouvelle apparaît : le salaire moyen par entreprise. C'est ce dernier qui doit être maintenu et non plus la masse salariale dans sa globalité. D'où des heurts et des grincements de dents. Et parfois des désaccords entre sections syndicales et confédérations. C'est le cas à la « Rocheaux-Fées » où la C.g.t. a signé un accord qui entre dans le cadre Auroux : 2 % le 1er novembre 1982, 2 % le 1er janvier 1983, 2 % le 1er avril 1983, 2 % le 1er juillet 1983, 2 % le 1er octobre 1983 et un rabiot de 0,75 % le 1er décembre 1983. Un total de 18 %, ni plus ni moins

« La Vie ouvrière » du 11 octobre qualifie l'accord de « succès », mais la fédération agro-alimentaire et forestière C.g.t. n'y voit « qu'une perte effective du pouvoir d'achat pour 1982 ».

Anicet Le Pors — l'ancien syndicaliste — n'est pas épargné. Les



5 % d'augmentation que le gouvernement impose aux fonctionnaires d'ici au 1er janvier 1983 « passent mal ». « Ces propositions, déclare Thérèse Hirsberg, au nom de l'ensemble des fédérations de fonctionnaires, se résument à une perte de pouvoir d'achat sans précédent. Le débat doit s'engager sur le maintien réel du pouvoir d'achat en 1982. » Côté public la grogne syndicale est évidente : F.o. et la C.g.c. parlent de grève, la C.g.t. de journée d'action, la C.f.d.t. d'arrêt de travail, les fonctionnaires apprécieront en particulier les 450 000 dont le salaire est inférieur à 4 500 F par mois et qui recevront un coup de pouce supplémentaire de 2 %.

Et dans le privé, si les recommandations pleuvent, la sortie du blocage est d'autant plus difficile à amorcer que le patronat traîne les pieds. Il se réfugie derrière le gouvernement pour justifier son attentisme... Et, de fait, peu d'accords ont été réalisés jusqu'ici. Le C.n.p.f. lie un accord sur les prix avec le gouvernement avant de s'engager plus avant dans la négociation sur les salaires.

Du côté de la C.f.d.t., on se fixe pour objectif d'utiliser les négociations pour discuter de la réduction du travail, d'une nouvelle classification et d'une modification de la grille des salaires. La centrale d'Edmond Maire reste fidèle à elle-même. On y est chaud partisan d'une « sortie différenciée » du blocage. De quoi s'agit-il ? En gros, la C.f.d.t. voudrait que les négociations prennent en compte trois catégories : les bas, les moyens et les salaires élevés. Pour ces derniers (plus de 20 000 francs), la cause est entendue rue Cadet (d'accord là-dessus avec Jean Auroux) : leur progression devra être moins rapide. Mais attention, pas question d'une ponction quelconque sur la masse salariale. Ces « économies » doivent permettre de « raboter » les inégalités et, surtout, les entreprises doivent utiliser cette masse pour la création d'emplois. Redécouper le gâteau en en donnant une part à chacun.

A l'autre bout du raisonnement, les bas salaires devraient, selon la C.f.d.t., progresser plus rapidement que les autres. Les autres, c'est-à-dire 73,5 % des salariés (entre 4 100 et 6 800 francs par mois), verraient leur pouvoir d'achat maintenu, mais les augmentations seraient étalées dans le temps jusqu'à la fin 1982 et 1983. La fameuse enveloppe de 18 %. Rue Cadet, on n'est finalement pas très loin des positions de la Rue de Grenelle.

Mais Jacques Delors a son mot à dire dans tout cela. Et il est particulièrement vigilant. Son objectif — réduire l'inflation — est loin d'être atteint, malgré les derniers « bons » indices. Mais pas question de « déflation ». Le binôme réduction de la consommation/augmentation du chômage n'est plus de saison Rue de Rivoli.

Le « Grand Timonier » de notre économie en a assez de raisonner au mois le mois. Donc, pas de hiatus entre prix et salaires qui doivent « sortir » ensemble. Pas de dérapage. L'inflation sera, grosso modo, de l'ordre de 10 % en 1982 et Jacques Delors s'est fixé l'indice 8 pour 1983. Tout en maintenant globalement le pouvoir d'achat, compte tenu des transferts sociaux. Y compris pour les retraités. Un accord est finalement intervenu entre le groupe socialiste et Pierre Bérégovoy à ce propos. Le ministre de la Solidarité a abandonné l'idée d'appliquer la cotisation vieillesse, pour ne retenir que la cotisation maladie, soit 5,5 % au lieu de 10,2 %, cette cotisation prenant effet au 1er avril, comme prévu dans le projet de loi. Et en « soutenant » la consommation. Mais pas question d'un plan de relance. L'œil vissé sur ses indicateurs, ses « clignotants », Delors aborde une « passe » difficile où il risque d'être mal compris par l'équipage...

F.O. joue sur deux registres

Un grand souci de la part du gouvernement : éviter les dérapages là où nous sommes les plus vulnérables face à la concurrence internationale. Bref, c'est la règle du pragmatisme.

Pragmatisme, c'est aussi le sentiment dominant à F.o. La centrale réformiste joue sur deux registres : l'appel à l'action — un peu hâtif — et le souci de réactiver des négociations contractuelles normales. Le ton, apparemment dur de F.o., ne doit pas tromper. Pour la centrale d'André Bergeron, il n'y a pas « dégel », mais renégociation des salaires. Elle tiendra compte des situations propres aux entreprises du privé qui dépendent de l'étranger.

Pour ce qui est des salaires, la Rue de Rivoli est surtout attentive à maintenir la consommation populaire, celle des petits revenus. On y est convaincu qu'une stagnation relative des revenus des couches moyennes ne fera pas chuter la consommation de cette catégorie de personne.

Car il y a en effet problème. Un décalage dans le temps entre hausse des prix et des revenus n'est pas impossible sur de courtes périodes. Des distorsions peuvent se produire. Même une bonne maîtrise de la conjoncture ne pourra les éviter. Le « driver » le plus confirmé n'est pas à l'abri d'un galop intempestif. Un œil sur les voyants lumineux de la voiture France, un autre sur mars 1983, ralentir, donner des gaz, rétrograder, l'exercice serait périlleux si le rallye se bornait à une étape unique... ●

Unedic : qui payera ?

PAR CLAUDE JADOUL

La partie de bras de fer qui se joue autour de l'Unedic devrait, en principe, se dénouer aux alentours du 1er novembre. C'était le souhait de Pierre Bérégovoy. Mais rien n'est moins sûr.

Manifestement, le patronat est décidé à placer la barre très haut. A preuve, son intention proclamée de quitter l'Unedic, le régime paritaire d'assurance-chômage avant la fin octobre, « si aucune solution n'est trouvée d'ici là ». Cette déclaration d'Yvon Gattaz réaffirme, si besoin en était, l'hostilité idéologique du patronat à toute augmentation des cotisations. Ce chantage explique à lui seul la prudence de Pierre Bérégovoy.

Le patron du C.n.p.f. n'a cependant pas tout à fait tort lorsqu'il explique que le « système d'assurance-chômage doit être remis à plat et revu complètement dans son intégralité ». Mais reste, bien sûr, à savoir qui payera. Les organisations de travailleurs proposent — équitablement — de faire payer la note pour moitié par les salariés et les patrons. Le nouveau durcissement de ton du C.n.p.f. s'explique, il est vrai, par la concurrence, voire la surenchère du S.n.p.m.i. de Deuil dans cette affaire. Elections prud'homales obligent. Gattaz, plus ou moins secrètement rallié à l'idée d'une augmentation, éprouve la crainte d'être « dénoncé » par Deuil... Le matériel de propagande du S.n.p.m.i. est, paraît-il, fin prêt. Ceci expliquerait cela. A vérifier. Sans oublier un calcul politicien du patronat qui vise à obliger le gouvernement à décider « autoritairement » l'augmentation de la cotisation. Pour le plus grand profit de la droite.

Cette « explication » de Yvon Gattaz illustrerait, si elle était exacte, une fuite d'une partie du patronat devant ses responsabilités. Alors que les syndicats de travailleurs se sont concertés et ont décidé de ne pas transformer l'affaire de l'Unedic en enjeu électoral...

Côté du S.n.p.m.i., on n'exclut pourtant pas un compromis sur une éventuelle augmentation de la cotisation. Mais pour autant que des négociations globales soient entamées. Visiblement, le camp patronal n'est divisé qu'en apparence. C.n.p.f. et S.n.p.m.i. ont tous deux en tête d'arracher un allégement des charges des entreprises, une idée en l'air depuis le discours de Toulouse de François Mitterrand. On va donc tout droit vers une réunion tripartite gouvernement-patrons-syndicats, même si une décision aurait, bel et bien, été arrêtée au plus haut niveau sur la question de l'augmentation de la cotisation. On voit d'ailleurs mal comment on pourrait l'éviter. La mobilisation des grandes centrales ouvrières de cette semaine vise, bien entendu, à faire monter la pression parmi la base.

Le ministre de la Solidarité nationale est, lui aussi, convaincu qu'il faut repenser le système. Il ne se base pas sur la même analyse que Gattaz, tant s'en faut. Les 2 099 200 chômeurs du mois de septembre sont sûrement les victimes de la politique déflationniste de Raymond Barre et on ne remonte pas la pente impunément. Même si la hausse de septembre atteint 8 % par rapport au mois d'août, il faut corriger ces chiffres et les adapter aux variations saisonnières. Vu sous cet angle, le chômage a baissé de 0,5 %. La stabilisation se confirme donc. Elle rend d'autant plus inexcusable la dérobade du patronat.

Jusqu'ici, celui-ci a refusé de discuter des moyens qu'il pourrait mettre en ligne pour amorcer une décrue substantielle du chômage, grâce à des investissements et à des créations de postes de travail. La négociation autour de l'Unedic va, inévitablement, mettre cette question sur le tapis. Gouvernement et syndicats ont un bon dossier à défendre devant les patrons. Le premier a dans sa besace le montant — considérable — des investissements publics en 1983 ; les seconds, les économies qu'ils sont d'ores et déjà prêts à consentir et, en premier lieu, leur accord pour que les travailleurs prennent leur part de l'augmentation de la cotisation. Allégement de certaines charges des entreprises, oui mais pas à n'importe quel prix.



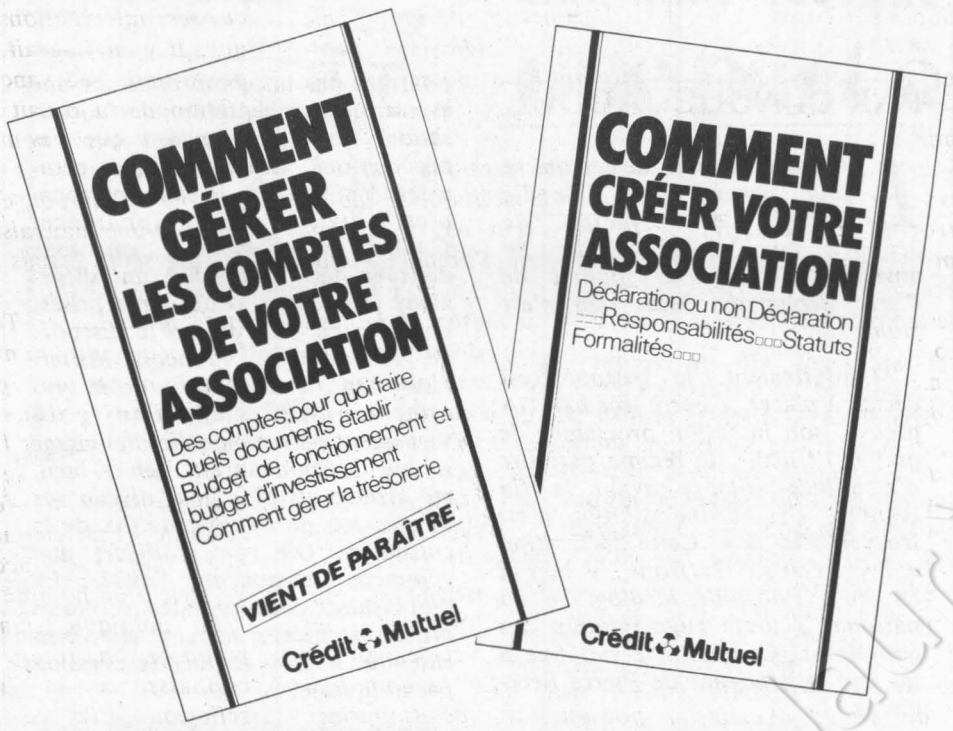




Pierre Bérégovoy recevant les représentants de la C.g.c., de la C.f.t.c. et du C.n.p.f.

Des guides pratiques, concrets.

Les conseils d'un partenaire qui connaît les besoins financiers
et matériels des responsables d'associations.



Vous pouvez vous les procurer gratuitement auprès des caisses de Crédit Mutuel.

Pour en obtenir la liste ou pour plus de renseignements, adressez-vous à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel,
Service des Relations avec les Associations, 88-90, rue Cardinet, 75017 Paris. Tél. : 766.01.51.

Crédit Mutuel



En train pas besoin d'être en groupe pour voyager moins cher.

En train, avec la carte Couple Famille, il suffit :

- de voyager à 3 personnes au moins d'une même famille pour bénéficier d'une réduction de 50 % dès la 2e personne en périodes bleue et blanche, soit environ 340 jours par an,
- de voyager à 2 personnes d'une même famille (couple, parent et enfant, 2 enfants) pour bénéficier d'une réduction de 50 %, pour l'une d'elles en période bleue, soit environ 250 jours par an.

La carte Couple Famille est gratuite, valable 5 ans, en 1re comme en 2e classe, même sur un aller simple.
Renseignez-vous dans les gares ou les agences de voyages.

Avec la carte Couple / Famille, le train est vraiment moins cher que vous ne le pensiez.

SNCF Couple/Famille

Nom

Adresse

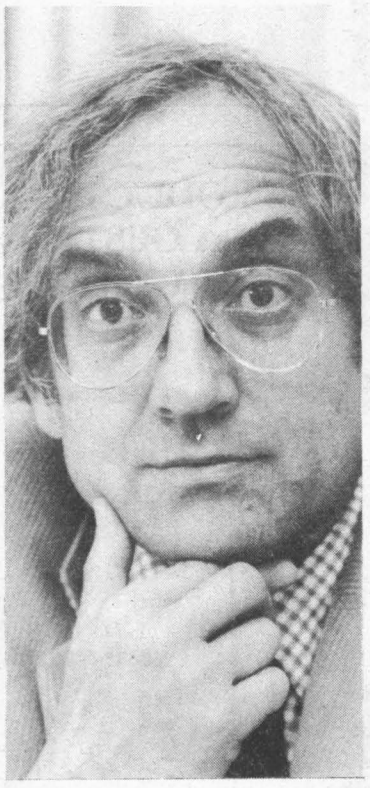
50 % de réduction dès la 2e personne
à 2 en période bleue
à 3 et plus en périodes bleue et blanche

180187

SNCF



La chronique de Max Gallo



Terra Amata

Que sont les siècles pour la paléontologie humaine...

UNE silhouette d'homme courbée, comme si la tête était trop lourde, les os des arcades sourcilières proéminents : c'est un chasseur d'éléphants. Il y a trois cent quatre-vingt mille ans, il vivait ici, à Terra Amata, et il utilisait des bâtons d'ocre pour peindre son corps.

Hier, à Nice, à quelques centaines de mètres de ce lieu, — Terra Amata : la toponymie est souvent heureuse — se tenait le premier Congrès international de paléontologie humaine. Ecoutant Alain Savary puis quelques-uns des participants, je tentais de concevoir ce parcours inimaginable et constamment mystérieux, il me semble, malgré les découvertes.

De cette première trace de pas, dans les cendres volcaniques de la région de Leatolil au Kenya, de cette légère empreinte du pied d'un individu femelle, d'à peine un mètre de haut et pesant une vingtaine de kg, à l'Homo erectus de Terra Amata, quatre millions d'années !

Quatre millions d'années : qui peut concevoir cela ?

Et des grottes de Terra Amata à ces congressistes réunis pour suivre la marche vers l'Homme, encore un million six cent mille ans.

Avant-hier, il y a quatre-vingt mille ans, les premières tombes ; et il y a une quarantaine de milliers d'années, «l'homme sapiens». Et hier, il y a dix mille ans : l'agriculture. Tout ce que nous appelons notre histoire, accumulé dans cet éclair si bref, une pellicule infime où se concentrent ces événements qui se bousculent dans notre mémoire semblant considérables, et qui s'entassent et s'écrasent l'un sur l'autre quand on pense à cette trace d'il y a cinq millions d'années, là-bas, dans les cendres volcaniques de la région de Leatolil, au Kenya.

Je reconnais la banalité de cette réflexion, mais quittant ce congrès où l'on explorait l'aventure humaine dans sa véritable perspective, celle du très long terme, il me fallait replonger dans l'événement le plus passager.

C'était aussi à quelques centaines de mètres de Terra Amata et à trois cent quatre-vingt mille ans des chasseurs d'éléphants. Je rejoignais une poignée de camarades, — toujours les mêmes il faut le dire, Maurice, Danielle, Michel, Bernard, d'autres — afin de distribuer des tracts sur l'un des marchés de la ville.

Nous passions parmi la foule préoccupée par ses achats, jamais hostile, souvent indifférente à notre présence, et le contraste était éclatant et symbolique entre cette action ténue, fugace et puis ce long parcours de l'Homme, des millions d'années de marche obstinée, tel qu'il venait de m'être rappelé par ce premier Congrès de paléontologie humaine. Comment relier ces deux extrêmes des rythmes humains ? La brièveté précaire d'une distribution de tracts et, au-delà, de l'action politique ? Comment celle-ci vient-elle prendre sa place dans le cheminement de l'homme depuis le Kenya ?

La question ne me semble ni inutile ni ridicule. Et peut-être qu'à la poser on discerne mieux le sens de l'action.

Car où serait la justification de la politique si elle ne se raccordait pas à la progression de l'homme ? Que resterait-il de l'action si, fût-ce dans la mesure infinitésimale d'une distribution de tracts, elle n'était pas dans le droit fil de cette montée de l'humain dans l'individu, de cette progression depuis la région de Léatolil, au Kenya, il y a cinq millions d'années ? Si s'effaçaient en nous cette conscience et cette volonté de s'inscrire — et cette fois-ci lucidement et non plus sous la complexe poussée des déterminismes — dans la chaîne humaine, nous retomberions dans le cynisme, l'opportunisme qui sont les perversions de la politique et de l'action, quand le pouvoir devient un but en soit et qu'on construit un système de clientèles pour s'y maintenir.

Il me semble que la politique de rigueur et de plus grande justice sociale que nous conduisons manifeste le refus d'une telle réduction démagogique de la politique, cette manière de mépriser les citoyens en les flattant.

A la tribune du Congrès de paléontologie humaine, entre les savants et le ministre de l'Education nationale, siégeait, comme il se doit, le maire de la ville. La veille, la radio qu'il contrôle avait rapporté les termes de l'une de ses interventions publique. Il y envisageait le refus de payer la redevance sur la télévision et ajoutait : « Si la France entière nous imite, nous rendrons fous les contrôleurs de l'impôt, ce qui ne sera pas une mauvaise chose, ce ne sera jamais qu'une légère aggravation de leur état naturel... » Tout un comportement humain et moral autant que politique s'exprimait dans cette manière d'envisager l'opposition, dans ce qui se voulait une caricature de fonctionnaire de l'Etat et qui n'était que l'illustration accablante du style d'un homme public.

La politique, quand elle prend ce ton, rompt avec la connaissance et avec la réflexion. Elle ne s'inscrit pas dans une démarche qui en fait un des moments de l'activité sociale qui aide l'homme à s'organiser, à comprendre et à progresser. Ce moment, infinitésimal certes, est alors recul.

L'après-midi, ce même jour, je recevais successivement trois délégations syndicales. L'une représentait le Syndicat national des instituteurs, l'autre les professeurs du second degré, la dernière les métallurgistes de la C.G.T. Des hommes et des femmes différents, les enseignants peu nombreux, exposant avec minutie les problèmes de la rentrée dans le département et leurs inquiétudes quant au budget 1983 de l'Education nationale. Je n'étais pas toujours d'accord avec leurs analyses mais je notais chez eux un souci de l'avenir, le désir de préparer ces années de la fin du siècle, de ne pas faire en sorte que l'échec scolaire provoqué par l'absence de moyens donne naissance à de nouveaux chômeurs. Ils me fournissaient des statistiques accusatrices pour le septennat précédent, me communiquaient des dossiers précis, et démontaient un système politique et social qui, parce qu'il vaut mieux sur les terrains urbains construire des logements spéculatifs, privait les jeunes de bâtiments scolaires et était donc responsable de cette absence de formation qu'on constate chez les jeunes sans emploi.

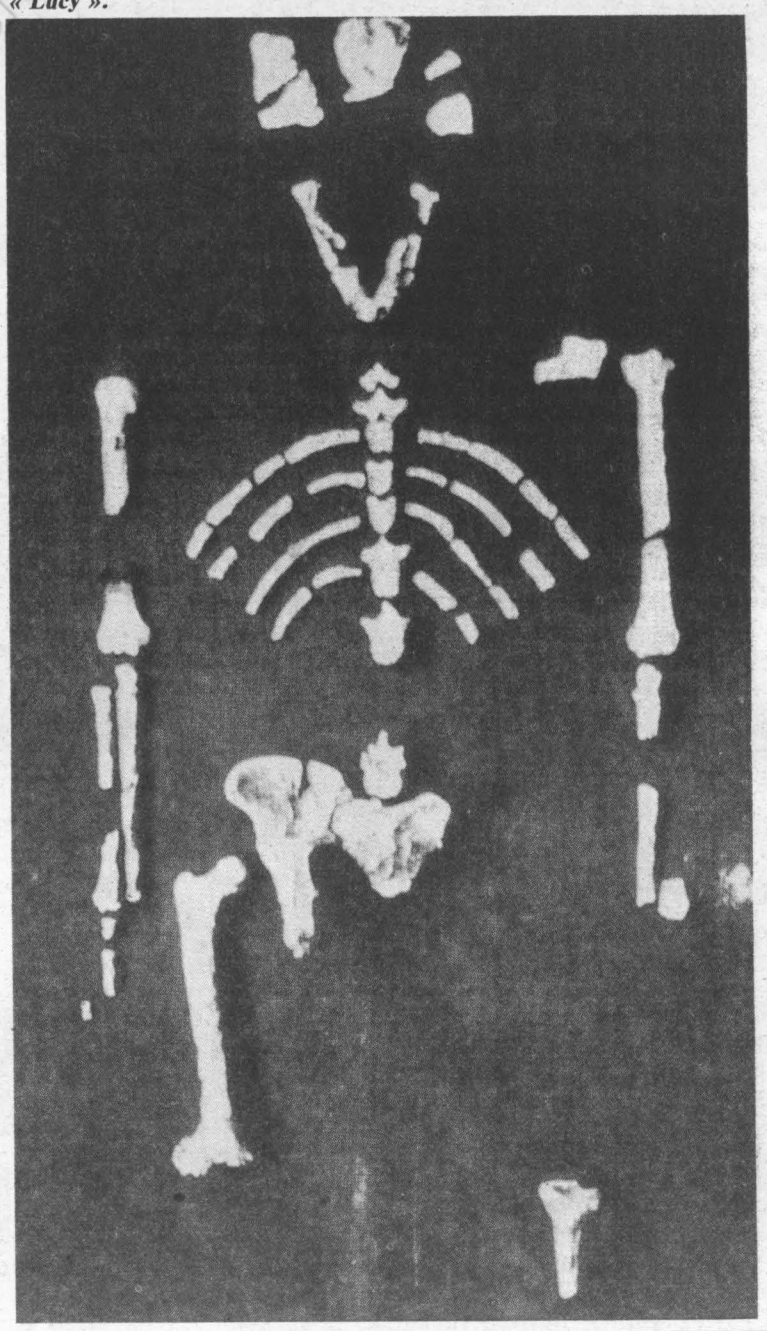
Ces enseignants-là, bien au-delà de la défense de leurs intérêts catégoriels, s'inscrivaient dans la trame humaine, par cet effort de conscience et de prise en compte de la totalité.

Les métallurgistes sont entrés à une vingtaine dans mon bureau et nous sommes restés serrés et debout. Ils avaient le discours plus rugueux. Blocage des salaires, cotisations sur les retraités, forfait hospitalier : ils n'aimaient pas et ils posaient sur ma table une pétition de 258 noms hostiles à ces mesures. Nous avons discuté pied à pied. Et une fois encore, ce qui m'a frappé, au-delà de nos divergences, c'est la conscience des problèmes. Des hommes avec qui on pouvait ne pas être d'accord, parce que les choix politiques et sociaux ne relèvent pas de la simplicité arithmétique mais bien d'équations complexes où les données chiffrées sont corrigées par la volonté et l'action des hommes, l'estimation qu'ils font du rapport des forces. Et celui-ci n'est pas une fois pour toutes déterminé. Et l'opinion qu'on se fait de lui est aussi un élément de la décision.

Mais jamais dans cette discussion la moindre bassesse ou le mot pour le mot. Jamais un effet de manche. Toujours la tenace tentative pour trouver le bon chemin vers une société qui soit moins dure aux plus pauvres, et une vie plus ouverte à tous.

Ces hommes-là, ils voulaient aller au-delà des premières empreintes. Avancer, encore. Inventer et imaginer. Continuer la marche commencée à Terra Amata. Il n'est pas nécessaire de siéger à la tribune d'un Congrès de paléontologie humaine pour exprimer ce qu'il y a de plus grand dans le genre humain. Ce jour-là, j'ai même pensé le contraire.

« Lucy ».



UNE EQUIPE DE SPECIALISTES A L'ECOUTE DE LA CLIENTELE PRIVEE ET DES ENTREPRISES.

Interrogez-nous.
Nous trouverons une solution à vos problèmes.

BANQUE HERVET

Siège central : 127, avenue Charles de Gaulle – Neuilly-sur-Seine – Tél. : 758.90.00

FUTURS



Pays lointains :

plus proches, avec UTA.

UTA
Compagnie Aérienne Française

En Europe, UTA est la première compagnie aérienne privée. Dans le monde, sa flotte dessert depuis l'aéroport Charles de Gaulle 46 destinations dans 41 pays. En Afrique, ses DC10 et DC8 atterrissent plus souvent qu'aucune autre compagnie dans 25 capitales et métropoles économiques. Vers le Moyen-Orient, dans le Sud-Est Asiatique et le Pacifique, ses spacieux 747 vous offrent en exclusivité un service "à la française", en classe Première de Luxe, classe Galaxy ou Economique. Envolez-vous avec UTA.

Particulier vend :

GRAND DICTIONNAIRE DU SOCIALISME
de Compère MOREL — 1926.

Très bon état — Prix : 1 800 F
Téléphoner le matin au : 532.56.20

RECTIFICATIF

Par suite d'une erreur dans la petite annonce réf. 270 il faut lire 782 70 58 et non 728 70 58.

INTRODUCTION
A LA GESTION
DES COMMUNES



INSTITUT
ANDRÉ BOULLOCHE

CLUB SOCIALISTE DU LIVRE

transexel

est un groupement de Sociétés de Service, à la disposition des collectivités pour :

.la création
.l'organisation
.la gestion
.le développement

de leurs réseaux de transport de voyageurs.

156, rue de l'Université 75007 PARIS - Tél : 550.32.04

PARTEZ TRANQUILLE.



Pour vous aider à avancer comme vous l'entendez. Pour vous aider à aller où vous voulez aller, la BNP est là. Mission oblige. Pour la BNP chacun de ses 4 000 000 de clients est un cas particulier. Qui que vous soyez et quel que soit votre problème, la BNP est prête à vous montrer la meilleure route. Prête à démarrer au quart de tour.

Alors, partez tranquille. Partez en BNP.

SUR LA ROUTE DE LA VIE EN BNP.

MOSCOU 1982

Claude Estier vient de séjourner en Union Soviétique avec une délégation parlementaire française. Il raconte ce qu'il a vu et entendu à Moscou, en Géorgie et en Azerbaïdjan



Viva

Dans un grand magasin de Moscou.

PAR CLAUDE ESTIER

LE grand magasin de vêtements en face de l'hôtel Sovietskaya est toujours aussi triste. Malgré un certain effort pour substituer quelques couleurs vives à la grisaille de naguère, l'art de l'étalage en est encore, à Moscou, aux premiers balbutiements. Dans les vitrines, il y a davantage de chaussures qu'il y a dix ans mais ni leur forme ni leur qualité n'ont sensiblement progressé. Devant les rayons dégarnis, surveillés par des vendeuses indifférentes, de rares clients regardent, sceptiques, et ressortent sans avoir rien acheté.

Au bout de la place, sur la large avenue Gorki qui va tout droit jusqu'à la place Rouge, les voitures roulent pare-chocs contre pare-choc et c'est seulement parce qu'un « couloir » central leur demeure réservé que les grosses limousines noires des cortèges officiels franchissent en moins de cinq minutes les quatre kilomètres qui séparent le vieil hôtel affecté aux délégations du mur d'enceinte du Kremlin.

Images apparemment contradictoires mais images quotidiennes de la vie moscovite en ce mois d'octobre 1982 où les premières neiges viennent d'annoncer un hiver rigoureux. Pour qui n'a pas visité la capitale soviétique depuis quelques années — je n'y étais pas retourné depuis 1975 — le contraste est frappant entre ce qui a changé et ce qui demeure immuable.

Au chapitre du changement, l'intensité de la circulation sans aucun doute mais plus encore peut-être la construction de logements. D'énormes blocs d'H.l.m. ont poussé ces dernières années en pleine campagne, en direction du sud-est et du sud-ouest notamment, jusqu'à vingt ou vingt-cinq kilomètres du centre. Des centaines de milliers de familles qui vivaient encore dans des appartements communautaires ont pu s'y loger plus confortablement. Mais elles n'ont pas pour autant trouvé la fin de leurs soucis. D'abord parce que la qualité de ces logements laisse souvent à désirer, et surtout parce que malgré le prolongement de quelques lignes de métro, les transports n'ont pas suivi le rythme de la construction. Pour beaucoup de ces nouveaux locataires des quartiers périphériques, se rendre au bureau ou à l'usine relève de l'exploit quotidien. Les autobus, épuisés à force de rouler, ou les taxis collectifs, qui transportent douze personnes d'un point à un autre, ne peuvent suffire aux besoins. « Qu'on ne s'étonne pas écrivait il y a quelques jours « la Pravda », en conclusion d'un article sur ce thème brûlant, que les travailleurs arrivent en retard dans leurs entreprises ! »

C'est sans doute l'une des raisons de l'engouement des Soviétiques pour la voiture individuelle, devenue une sorte de rêve, un peu mythique, dont chacun espère la réalisation plus ou moins proche. Que ce rêve puisse effectivement se réaliser n'est d'ailleurs pas un mince sujet d'étonnement quand on compare le salaire moyen d'un ouvrier ou d'un employé qui est de l'ordre de 170 roubles (1) au prix d'une petite Lada — la voiture désormais la plus répandue — construite à l'usine Vaz installée par Fiat au bord de la Volga et qui dépasse 7 000 roubles soit plus de 47 mois de salaires ! Plusieurs explications concourent pourtant à élucider ce mystère.

D'abord, 170 roubles représentent un salaire moyen sur l'ensemble de l'Union soviétique. C'est-à-dire qu'il y a des salaires inférieurs à ce chiffre — le minimum est de l'ordre de 70 ou 80 roubles — mais d'autres beaucoup plus élevés. Et je ne parle pas seulement de ceux des membres de la « nomenklatura » politique, économique ou culturelle. Voici deux exemples qui n'entrent pas dans cette catégorie.

Le premier est celui de l'usine métallurgique de Rustavi, près de Tbilissi, en Géorgie. Les 12 000 ouvriers de cette usine, fortement automatisée, fabriquent des tubes, notamment pour le fameux gazoduc de Sibérie. Pour 170 heures de travail par mois, soit pratiquement 40 heures par semaine avec deux jours de repos, ils reçoivent un salaire moyen de 260 roubles auxquels s'ajoutent les fonds sociaux qui fournissent à chaque travailleur des marchandises pour une valeur annuelle de 280 roubles. Beaucoup de ces ouvriers viennent de la campagne environnante et soit eux-mêmes, soit un parent proche y possèdent encore un lopin individuel où poussent fruits et légumes vendus directement au marché. A partir de là, il ne faut plus s'étonner de voir les routes de Géorgie aussi encombrées de voitures que n'importe quelle route nationale française. Il y en aurait davantage encore si l'usine de Togliatti produisait des véhicules en plus grand nombre.

Autre exemple : celui d'un cadre de 35 ans qui travaille dans une administration à Moscou. Son salaire est de 250 roubles et son épouse, institutrice, en perçoit de son côté environ 200. Ils habitent dans le centre de la capitale un trois pièces de 45 m² (cette surface s'entend sans la cuisine ni la salle de bains) pour lequel ils paient un loyer mensuel de 25 roubles — le dixième du salaire du mari — dans lequel est compris également le gaz, l'électricité et le téléphone. La nourriture de base demeure à des prix très bas de même que les transports. A Moscou, un trajet en métro vaut toujours 5 kopeks, (50 centimes) comme en 1930, et le voyage Moscou-Léningrad, en train rapide ou en avion, n'excède pas 15 roubles. Quant aux distractions, elles sont à l'unisson : depuis 50 kopeks (5 F) pour une place de cinéma à Moscou, jusqu'à 4 roubles (40 F) pour un fauteuil — très difficile à obtenir en raison du nombre de postulants — au Bolchoï. Conclusion : il n'a pas fallu

(suite en page 14)

(suite de la page 13)

plus de deux ans à notre cadre et à son épouse pour accumuler, en passant même par la caisse d'épargne où un compte bloqué pendant six mois rapporte 3 % d'intérêts, l'argent nécessaire à l'achat de la voiture, symbole de liberté.

Cet objectif tend d'autant plus à se généraliser qu'il n'y a pas beaucoup d'autres moyens, pour qui dispose d'un revenu convenable, de le dépenser sauf peut-être d'acheter un appartement, ce qui est une autre façon de s'affranchir de certaines servitudes, dans la mesure où celui qui est propriétaire de son logement n'a plus de comptes à rendre au responsable politique de l'immeuble. Mais, hors de la voiture et de l'habitation, les possibilités d'investissement demeurent singulièrement limitées. Une revue officielle soviétique reconnaissait récemment que « si le niveau de vie s'est élevé depuis les années cinquante, on trouvait alors dans les magasins des produits qu'il est difficile d'y trouver actuellement ! » C'est vrai pour la plupart des biens de consommation, vêtements, appareils électro-ménagers, etc. qui font défaut en quantité et plus encore en qualité. Ce qui provoque désormais des réactions de rejet et de protestation du public soviétique, de moins en moins enclin



Scènes de vue à Moscou.

à accepter la différence entre ce qui lui est proposé chez lui et ce qu'il voit autour des touristes occidentaux qui visitent le pays.

Ce rejet touche à l'exaspération quand il s'agit de la distribution des produits alimentaires. La pénurie de viande, notamment, devient de plus en plus un sujet de conversation et de colère auquel les dirigeants — le Comité central du P.c.s. a adopté un nouveau plan alimentaire en mai dernier — ne peuvent demeurer indifférents. Ce n'est, certes, pas d'hier que l'agriculture est un des grands points faibles du système soviétique. Mais la persistance de cette faiblesse a au moins deux conséquences : d'une part, elle crée une dépendance de fait vis-à-vis des Etats-Unis dont les livraisons céréalières, représentant à elles seules plus de la moitié de ce que l'U.r.s.s. a besoin d'importer, sont devenues une nécessité absolue ; d'autre part, elle est aujourd'hui le terrain sur lequel s'exprime une contestation infiniment plus lourde de conséquences à l'intérieur de l'Union soviétique que celle des « dissidents » dont l'action reste très isolée et presque inconnue de l'opinion.

J'ai évoqué plus haut un article critique paru dans « la Pravda » sur les conditions de vie à Moscou. De tels articles se multiplient dans tous les journaux et constituent une espèce de soupape contrôlée. Un commentateur économique fort connu expliquait, par exemple, dans un hebdomadaire paru au début de septembre, qu'en raison du mauvais fonctionnement du système de transport et de stockage des fruits et légumes, ce qui occasionne de grandes pertes, il était préférable d'autoriser les kolkozes à vendre une plus grande part de leurs produits directement sur les marchés des grandes villes alors que ceux-ci ne représentent aujourd'hui que 8 % du volume global du commerce de détail des denrées alimentaires contre 92 % dans les magasins d'Etat, les coopératives et les entreprises d'alimentation collective. Des mesures viennent, en effet, d'être prises en ce sens dont on espère une amélioration de la distribution mais qui se traduiront aussi par une certaine hausse des prix puisque sur les marchés les prix sont libres, alors que les prix d'Etat des denrées alimentaires essentielles n'ont pas changé depuis des années.





D'autres critiques sont exprimées dans la presse — et même dans des films — sur les erreurs ou les incohérences de l'administration, sur le comportement de certains responsables, sur les injustices commises à l'égard de telle ou telle catégorie de citoyens. Elles vont sensiblement plus loin que celles que l'on trouvait déjà il y a quelques années dans le « courrier des lecteurs » des grands quotidiens. Surtout quand elles sont relayées par Leonid Brejnev comme ce fut encore récemment le cas lors de la visite de ce dernier à Bakou où il se rendait pourtant pour remettre l'ordre de Lénine — témoignage de bon accomplissement du plan — à la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan. Les dirigeants de cette République, que nous avons d'ailleurs rencontrés quelques jours plus tard, n'ont pas manqué de retenir cette phrase du secrétaire général : « Les logements, les écoles, les garderies et d'autres unités sociales sont souvent mis en exploitation avec retard. La qualité de la construction de ces unités est elle aussi insuffisamment élevée. C'est là un défaut, camarades. Pour nous, les besoins des gens doivent toujours se trouver au premier plan. » Et encore celle-ci : « Les possibilités d'accroître la production de la viande, du lait, des œufs et d'autres denrées alimentaires sont encore utilisées insuffisamment... Il importe de conserver chaque kilogramme de blé, de légumes, de fruits, de pommes de terre, d'acheminer toute la production des champs aux consommateurs. »

Manquer de viande à cause des Polonais

Ces remarques portant sur deux points sensibles ne sont, en effet, pas tombées dans les oreilles de sourds, puisque le premier secrétaire du P.c. de Géorgie, membre suppléant du Bureau politique, E.a. Chevardnadzé n'hésitait pas à s'en faire l'écho devant nous en soulignant « le décalage qui existe entre la capacité de l'U.r.s.s. de conquérir l'espace et le fait que les produits de consommation les plus simples ne sont toujours pas conformes aux désirs des gens ».



Il reste à savoir si cette autocritique sera suivie d'effets dans des délais assez brefs pour surmonter le scepticisme et calmer l'impatience de dizaines de millions d'hommes et de femmes qui comprennent difficilement qu'au moment où l'on célèbre le 65e anniversaire de 1917, et le 60e anniversaire de la Constitution de l'Union soviétique, il y ait une telle distance entre ce que leur a apporté la grande Révolution d'octobre en matière d'aide sociale, de santé, d'éducation, de sciences, de culture, de loisirs, etc. et l'état de relative pénurie dans lequel vivent encore — avec des différences de plus en plus nettes suivant les régions et les Républiques — le plus grand nombre des citoyens de la deuxième puissance du monde. Des citoyens qui acceptent de plus en plus mal, pour parler clair, de manquer de viande sous prétexte qu'il faut nourrir les Polonais !

Nous voici projetés sur le terrain de la politique. Et c'est bien de politique qu'il s'est agi durant les trois jours d'entretiens que la délégation de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale conduite par Maurice Faure (2) vient d'avoir au Kremlin avec la délégation du Soviet suprême dirigée par Boris Ponomarev, membre suppléant du Bureau politique, secrétaire du Comité central et responsable au plus haut niveau des relations avec l'Europe occidentale. De telles rencontres parlementaires ont lieu chaque année soit à Paris soit à Moscou. Mais, pour des raisons diverses, notamment le calendrier électoral français, il n'y en avait pas eu en 1981. C'était donc, en quelque sorte, une reprise à laquelle, nous l'avons compris dès le premier instant par la qualité de l'accueil fait aux députés français, les Soviétiques attachaient une particulière importance.

Il est apparu très vite que trois grandes séries de questions allaient occuper les entretiens : celles touchant à la paix, à la sécurité et au désarmement, la situation dans certains pays ou régions du monde tels que le Proche-Orient ou la Pologne et enfin les relations bilatérales franco-soviétiques, en particulier le déséquilibre croissant de nos échanges économiques et commerciaux.

Les problèmes de la paix, de la sécurité et du désarmement reviennent depuis longtemps comme un leitmotiv dans tous les discours de dirigeants soviétiques. Fin septembre encore, ils ont occupé une large place dans les propos de Leonid Brejnev à l'occasion de la visite d'Indira Gandhi à Moscou comme dans son discours de Bakou déjà cité. La thèse du Kremlin sur ce sujet est bien connue et peut se résumer ainsi : l'U.r.s.s. est attachée à la politique de détente qui est devenue possible à partir du moment où le potentiel militaire des alliances opposées auxquelles appartiennent les pays d'Europe a atteint un point de relatif équilibre. Toute tentative de rompre cet équilibre conduira à une nouvelle étape de la course aux armements et à l'aggravation du danger de guerre. L'Union soviétique a pris l'engagement unilatéral de ne pas employer la première l'arme nucléaire. Elle a introduit, également à titre unilatéral, un moratoire concernant le déploiement des armements nucléaires dans la partie européenne de l'U.r.s.s. et procède en fait, sur sa propre initiative, à leur réduction quantitative. Elle est favorable à une réduction radicale des armements nucléaires de moyenne portée de même qu'à la limitation et à la réduction des armements stratégiques (3). Conclusion : ce sont les dirigeants américains et ceux de l'Otan



Sygma

qui sont responsables de la poursuite de la course aux armements et de l'instabilité qu'elle engendre dans la situation internationale.

Il est facile de contester cette façon de voir les choses en rappelant, par exemple, que lorsque au début des années soixante-dix les Américains avaient relâché leur effort d'implantation de missiles en Europe occidentale, les Soviétiques ont continué à installer des S.S. 20. Mais il n'en reste pas moins vrai que l'U.r.s.s. a fait ces derniers mois un certain nombre de propositions qui mériteraient peut-être d'être un peu mieux explorées qu'elles ne l'ont été jusqu'ici. C'est, en tout cas, ce dont Boris Ponomarev a essayé de nous convaincre lorsqu'il a souligné que le déploiement des missiles de l'Otan crée également un danger pour la France en ajoutant : « Les fusées Pershing ne sont pas des armes de dissuasion mais bien des armes offensives au service de l'idée d'une guerre limitée en Europe. L'U.r.s.s. est intéressée à un abaissement sensible des armements en Europe mais elle n'acceptera jamais une situation laissant aux Etats-Unis un avantage considérable. » Le général Akhromeev, premier chef adjoint de l'état-major général des forces armées, qui participait aux entretiens, a tenté de nous démontrer que tel était bien le cas actuellement étant entendu que dans son évaluation des armements de l'Otan il a additionné les missiles américains, la force nucléaire britannique et la force de dissuasion française, alors que du côté du pacte de Varsovie, seule l'Union soviétique dispose d'un armement nucléaire. Mais la discussion s'est quelque peu enlisée quand, après que nous eûmes fait observer que la force de dissuasion française ne saurait être comptabilisée dans le cadre de l'Otan dont la France a précisément quitté l'organisation militaire, il nous fut répondu : « Nous jugeons légitime que la France ait son propre système de défense mais si elle acceptait une réduction de ses propres armements et participait aux négociations de Genève ou d'ailleurs, cela aurait un grand effet positif. »

Cet échange, qui ne nous a pas permis d'aller au-delà des convergences sur les grands principes, est significatif de la difficulté de faire de réels pas en avant dans le domaine du désarmement et de la sécurité. Je ne suis pas dupe du fait que les Soviétiques abordent toujours ces problèmes sous l'angle qui leur est le plus favorable. Mais je crois à leur sincérité quand ils répètent inlassablement que le premier devoir est d'écarter la menace de destruction nucléaire qui pèse sur l'humanité. Trente-sept ans après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ce pays est encore profondément marqué par un cataclysme qui lui a causé vingt millions de mort — et d'innombrables destructions. En visitant la Géorgie, que les armées d'Hitler n'avaient pourtant pas atteinte, nous nous sommes arrêtés devant un immense monument érigé à la mémoire de « ceux qui ne sont pas revenus ». Au sommet du monument, un petit musée entretient le souvenir des années terribles de 1941 à 1945. Toutes les images qui peuvent frapper les jeunes générations y sont réunies, y compris un portrait en pied de Staline, l'enfant du pays en quelque sorte, dont plusieurs Géorgiens, trop jeunes pour l'avoir connu, m'ont dit qu'il avait sans doute commis des erreurs mais qu'il devait être respecté pour avoir gagné la guerre contre les nazis...

Cette sincérité des Soviétiques quand ils prononcent le mot « mir » (paix) est plus difficile à admettre quand ils expliquent leur position sur l'Afghanistan ou sur la Pologne. Sur ce dernier chapitre, que nous avons inscrit explicitement dans le communiqué final au compte des « divergences abordées avec franchise », force est de constater que les dirigeants du Kremlin en restent à une analyse pour le moins sommaire qui repose sur deux affirmations : 1) la situation en Pologne est une affaire qui ne regarde que les Polonais ; 2) les dirigeants de « Solidarité » sont des provocateurs, manipulés par la C.i.a. et dont le seul but est de renverser le régime socialiste polonais et de faire sortir la Pologne du pacte de Varsovie.



La délégation parlementaire française devant le monument aux morts de Géorgie.

Une volonté de réchauffement

Quand nous faisons remarquer que, le 31 août dernier, huit mois après la proclamation de l'état de siège, ce sont des centaines de milliers de travailleurs qui ont manifesté et qu'on ne vient pas à bout d'un tel mouvement en décidant la dissolution de l'organisation qui l'anime, les visages de nos interlocuteurs se ferment jusqu'à ce que l'un d'eux trouve une diversion en se lançant dans une violente diatribe contre les pratiques des syndicats aux Etats-Unis !

Restent les relations bilatérales franco-soviétiques sur lesquelles l'affaire polonaise comme celle de l'Afghanistan continuent inévitablement de peser. Tout au long des conversations sur ce sujet nous avons pourtant noté de la part de la délégation soviétique une volonté de réchauffement de ces relations qui correspondait d'ailleurs à l'état d'esprit de la délégation française. Mais il faut bien voir qu'il s'agit d'un problème complexe à la fois politique, économique et technique.

Au plan politique, le langage ferme que le gouvernement français issu des élections du printemps 1981 et le président de la République lui-même ont tenu à l'égard de l'Union soviétique a empêché jusqu'ici toute rencontre au niveau le plus élevé. Le dialogue n'est pourtant pas interrompu et plusieurs signes nous ont montré au cours de notre séjour que le Kremlin, dont la méfiance à l'égard du nouveau pouvoir français a été évidente pendant plusieurs mois, est prêt désormais à adopter une attitude plus ouverte. Les changements politiques qui viennent de se produire en Allemagne fédérale et qui inquiètent visiblement Moscou ne sont sans doute pas étrangers à cette meilleure compréhension à l'égard de la France à direction socialiste.

Cela étant dit, les difficultés surgies depuis deux ou trois ans dans les échanges économiques et commerciaux entre les deux pays ne sont pas aisées à surmonter. Alors que jusqu'en 1979 ces échanges étaient à peu près équilibrés, ils se traduisent depuis 1980, en dépit d'une augmentation constante du volume des importations et des exportations, par un déséquilibre croissant au détriment de la France qui est en passe d'atteindre 10 milliards de francs pour l'année 1982. Ce déséquilibre s'explique pour une part par le fait que nos importations d'U.r.s.s. sont constituées pour plus de 80 % par des hydrocarbures (pétrole, gaz) dont le prix a pratiquement doublé depuis 1979. Mais cela ne justifie pas tout. La diminution relative des exportations françaises vers l'Union soviétique est due au recul de nos ventes de biens d'équipement qui n'ont été que très partiellement relayées par des livraisons de produits agricoles. Pourtant de nombreux contrats sont en cours de discussion dont les Soviétiques affirment qu'ils n'ont pu être conclus ou même exécutés jusqu'ici en raison de difficultés techniques introduites par l'administration française. Il s'agit, en fait, du délicat problème du financement des achats soviétiques à crédit, la France s'étant alignée sur les nouveaux taux d'intérêt fixés par le « consensus » des pays membres de l'O.c.d.e., alors que d'autres fournisseurs comme le Japon ou même la R.f.a. pratiquent encore vis-à-vis de l'U.r.s.s. des taux nettement inférieurs.

Nos interlocuteurs n'en ont pas moins été attentifs au raisonnement que nous avons développé devant eux en soulignant que les échanges commerciaux ne peuvent pas être traités seulement sous l'angle économique et financier mais qu'ils doivent l'être également sous un angle politique. Il est certain que les dirigeants soviétiques ont apprécié la position ferme de la France face aux menaces de sanctions américaines dans l'affaire du gazoduc. Une ouverture semble être faite aujourd'hui — que Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Industrie et de la Recherche concrétisera peut-être lors de son prochain voyage à Moscou — pour la conclusion avec des entreprises françaises d'un contrat de l'ordre de 4 milliards de francs pour la désulfurisation du gisement de gaz d'Astrakhan. La signature d'un important accord agricole lors de la récente visite d'Edith Cresson à l'exposition « Agroprom » à laquelle participent 200 firmes françaises va dans le même sens.

Des possibilités existent donc de renverser la tendance des dernières années et de voir nos exportations vers l'U.r.s.s. connaître un accroissement régulier ainsi que le prévoit l'accord de coopération économique couvrant la période 1980-1985. Il reste cependant impossible de faire abstraction des obstacles politiques qui viennent contrecarrer ces perspectives. A cet égard, la délégation parlementaire française a certainement contribué à rouvrir un dialogue nécessaire entre Paris et Moscou. Beaucoup d'eau cependant passera encore sous les ponts de la Seine et de la Moskova avant que l'on en revienne aux rapport priviligiés qu'entretenaient la France et l'Union soviétique à l'époque où elles aidaient ensemble à l'instauration de la détente et à la conclusion de l'acte final d'Helsinki dont nous continuons pourtant à vouloir qu'ils ne soient pas qu'un souvenir. ●

(1) Les autorités soviétiques évaluent actuellement le rouble à environ 10 francs, ce qui est largement artificiel et rend difficile toute comparaison. Il y a cent kopeks dans un rouble. Le kopek « vaut » donc 10 centimes.

(2) La délégation comprenait outre Maurice Faure et Claude Estier, Pierre Joxe, Lydie Dupuy et Guy Vadepied députés socialistes, Louis Odrur (P.c.f.), Olivier Stirn (U.d.f.) et Pierre Reynal (R.p.r.).

(3) Cette présentation de la position soviétique est directement tirée d'une brochure éditée par les « Editions militaires » de Moscou et intitulée « Qui menace la paix ? »



Scènes de rue à Bakou et Tbilissi : taxi collectif, petits métiers, paysans venus vendre les produits de leur lopin, échoppe de Pepsi-Cola.

Comment passer de la "transition" à la démocratie

Pour empêcher le retour de l'affrontement de l'Espagne noire et de l'Espagne rouge il faut la majorité la plus large possible au P.s.o.e.

PAR GILBERT SANS

ASSUREMENT il y a beaucoup de candidats : huit cent trente listes en présence dans les différentes régions d'Espagne. L'un de ces candidats pourtant se distingue des autres par une stature et un comportement d'homme d'Etat : Felipe Gonzalez, secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol.

Soyons clair et sans honte. La campagne électorale de Felipe et du P.s.o.e. n'est pas centrée sur les idées socialistes. Il s'agit plutôt d'une campagne quasi éthique, d'un compromis moral et social passé avec le peuple espagnol qu'on pourrait dire historique s'il ne s'agissait d'un compromis. Davantage qu'une campagne du P.s.o.e., c'est une campagne pour mobiliser l'ensemble du pays. Au fil des jours, Felipe acquiert une dimension symbolique. Il faut comprendre : « Nous sommes la seule espérance de l'Espagne », dit par exemple le professeur Gonzales Casanova, un expert réputé du P.s.o.e. et, pour un expert, un véritable roc de socialisme. « Si les socialistes ne gagnent pas, il n'y aura pas de processus de démocratisation. Et sans démocratie pas de socialisme ; un simple esprit de conservation devrait nous guider. Felipe et Alfonso Guerra sont des sortes de Danton et de Marat. »

Il faut comprendre. En 150 ans, l'Espagne (sans Robespierre ?) n'a connu que trois tentatives sérieuses d'instaurer la démocratie. D'où une certaine prudence. L'Espagne d'aujourd'hui est un pays qui préférerait ne pas trop toucher à ses « tigres » (unité du territoire, armée, Eglise...). Dans l'Espagne d'aujourd'hui, les socialistes (et les communistes) sont les seuls à pouvoir parler de liberté, égalité, fraternité ; un pays sans aucune tradition libérale. Il en va de même pour les autonomies, question brûlante s'il en est.

Mais les gens ne vivent pas de soubresauts et d'avancées historiques. Ils vivent au quotidien le chômage (1), la vie chère, les inégalités, le mépris des grands. Il est assez clair que Felipe et ses amis proposent des modèles socio-économiques ici qualifiés de dépassés. Mais en Espagne rien n'est encore dépassé, il s'y perpétue toujours les traditions du siècle dernier. Une partie de la bourgeoisie, une toute petite partie, alliée au P.s.o.e., ne fait qu'entamer sa prise de conscience nécessaire. Faut-il ou ne faut-il pas bousculer « les tigres » ? Dans les années trente, la République est peut-être morte de n'avoir pas su affronter comme il convenait les propriétaires terriens, l'Eglise et les forces armées. « Le peuple espagnol est un vivant exemple contradictoire de démoralisation et d'exigence de morale, dit encore Gonzales Casanova, l'Espagnol est « napolitain » mais il est capable d'être austère si on lui propose une compensation morale. C'est son côté justicier. »

Encore qu'il convienne d'ajuster parfaitement les mythes aux réalités présentes. L'Espagne n'est ni le Moyen Age ni le tiers monde. Il s'en faudrait de peu qu'elle ne donne au monde de grandes leçons, elle qui avait plutôt l'habitude de recevoir... Dans quel pays d'Europe verrait-on un homme politique de premier plan (2) déclarer publiquement qu'à tout prendre il préférerait voir ses enfants fumer « un porro » (un joint) que de boire trop de cognac... L'Espagne d'avant les élections, c'est tout à la fois l'arrière et l'avant-garde. Reste à solidifer le gros de la troupe. Madrid n'est guettée par le coup d'Etat et la régression politique que par la faute et l'absence d'un réel pouvoir civil assumant, avec la plus énergique fermeté, l'édification d'un Etat moderne et de structures démocratiques (« ... l'élévation des expectatives dépassait le très bas plafond des réalités ») (3).

Sous la transition, c'est-à-dire depuis la mort de Franco, l'Espagne « sortait de la dictature » davantage qu'elle ne construisait une véritable démocratie pour l'avenir. Le 29 octobre, l'Espagne sera gouvernée à gauche. La nouvelle opposition, Fraga Iribarne et sa « majorité naturelle », sera excessivement orientée à droite : un danger potentiel que ce pays connaît trop bien. Raison de plus pour souhaiter au P.s.o.e. de conquérir la majorité absolue des prochaines Cortes. Pour empêcher le retour de l'affrontement de « l'Espagne noire » et de « l'Espagne rouge », il faut la majorité la plus large possible. Mais aussi la plus décidée, ce qui n'est nullement contradictoire, bien au contraire. Oui, la bataille qui se livre actuellement de Séville à Bilbao, de Valence à Saint-Jacques de Compostelle est de nature révolutionnaire. Pour la première fois depuis près d'un demi-siècle, le peuple peut reprendre confiance, et conscience, de sa propre force. Et de sa propre responsabilité historique. Il aura pour cela encore besoin de l'Europe, un peu. Et de la France aussi. ●



(1) Ils sont deux millions.

(2) En l'occurrence Raimon Obiols à Barcelone.

(3) Juan Goytisolo, in « le Monde diplomatique ».

"L'armée reste le repaire des ennemis de la démocratie"

Ancien militaire de carrière devenu député socialiste, Julio Busquets décrit la spécificité de l'armée espagnole

S'IL est à propos de l'Espagne actuelle une interrogation constante c'est bien au sujet de l'attitude et des comportements de son armée. Une armée issue d'une guerre civile. L'Espagne est-elle une démocratie sous influence, à la merci de quelque coup de main factieux ? Les événements se succèdent et se ressemblent souvent de manière étrange. Ils auraient même dans cette dernière ligne droite électorale tendance à s'accélérer. Le projet de coup d'Etat, prévu pour le 27 octobre et désamorcé la semaine passée, avait-il une autre réalité que celle de maintenir une pression sur les pouvoirs civils et de mobiliser la droite politique ? Jusqu'alors, seuls trois militaires ont été arrêtés. C'est peu. Une fois de plus : c'est bien peu, s'il s'agit d'une réelle conspiration.

Qu'importe puisque le message, si message il y a, porte ses fruits. En Espagne aujourd'hui, plus que jamais il convient de ne pas toucher aux forces armées : pas de critique, ça les énerve... Voici quelques jours à peine, le général Lacalle-Leloup, chef de la junte suprême, priait poliment les civils de laisser les militaires régler leurs propres affaires entre eux. A chacun son métier... Si seulement les militaires pouvaient ne plus s'occuper des civils ! Dans le même temps ou presque parvenait l'annonce de l'acceptation légale de la candidature du garde civil Tejero, un des auteurs fascistes du coup d'Etat de février 1981.

Julio Busquets rentre à dix-sept ans à l'Académie générale militaire, procédant d'une famille bourgeoise et traditionaliste. Il restera dans l'armée jusqu'en 1977. Evolution lente et continue ; il sera arrêté six fois pour ses actions en faveur de la démocratie à l'intérieur de l'armée. En 1974, il fonde l'U.m.d. (Union militaire démocratique). Aujourd'hui, les fondateurs et partisans de l'U.m.d. sont toujours proscrits et exclus de l'armée. Il abandonne la vie militaire en 1977 pour se présenter aux élections sous l'étiquette socialiste. Julio Busquets est, depuis cette date, député et le sera à nouveau le 29 octobre prochain. Il est également devenu docteur en sciences politiques et en sociologie et professeur à l'université de Barcelone. Cet homme, étonnamment calme et fin, s'entretient cette semaine avec « l'Unité ».



Julio Busquets.

« L'UNITE » : Les plus récents événements montrent que l'Espagne ne semble pas toujours à l'abri de tentatives putschistes. Sait-on

aujourd'hui ce qui s'est réellement passé la nuit du 23 février 1981 ?

— **JULIO BUSQUETS :** Les informations que nous avons permettent de savoir, de manière sûre, que l'action convergeait en deux lignes distinctes. La première dans laquelle se détachaient Tejero et Garcia Carres prétendait à une « involution » pure et simple : le retour à l'ancien système, à un franquisme sans Franco, dans lequel une junte militaire, présidée par Milans del Bosch, assumerait tout le pouvoir politique. Les droits individuels et les libertés politiques seraient supprimés, le Parlement dissous, la Constitution suspendue, les partis et syndicats interdits. Ce qu'on n'arrive pas à comprendre c'est comment ils comptaient arriver à leurs fins. Ils pensaient sans doute qu'Armada « avalerait » ce projet et qu'à travers lui il serait possible de l'imposer au roi, le forçant à l'accepter ou à renoncer à la couronne. C'était compter sans l'énergie du roi d'Espagne qui sut imposer la discipline aux autres généraux, et l'attitude démocratique de quelques-uns d'entre eux.

La seconde ligne aurait été, à mon avis, celle d'Armada. Il prétendait former un gouvernement de coalition nationale présidé par un militaire obtenant l'investiture des Cortes (c'est-à-dire lui) se présentant, avant les uns et les autres, comme un médiateur, comme la solution à un très grave problème. En conséquence, il aurait été prêt à faire le sacrifice (... !) d'être le chef du gouvernement. Après le « sacrifice » fait pendant quarante ans par Franco, ç'aurait été au tour du pauvre général Armada !

— Mais cela impliquait un plus large spectre de conspiration et de conspirateurs encore que celui mis quelque peu en lumière lors du procès. Cela semble un projet inouï, impliquant des complicités nouvelles...

— Comment pouvait-il croire que socialistes et communistes accepteraient de faire partie d'un gouvernement dirigé par un individu aussi « superconservateur » ? Devant ces interrogations, on comprend le mépris de Tejero devant un tel projet. Pour Tejero, on est démocrate ou fasciste, et si l'intention d'Armada était de former une coalition nationale, il était facile de prévoir qu'il ne laisserait pas ce dernier pénétrer dans l'hémicycle. Dans la perspective d'un fasciste — et il ne fait pas de doute que Tejero en soit un — faire un coup d'Etat et ensuite adopter la solution d'Armada, cela relève du non-sens.

— 23 février 1981 ; la semaine dernière : une nouvelle conspiration dont on est loin de connaître tous les ressorts (et une remarquable « absence » gouvernementale)... Comment expliquer les « comportements » de l'armée espagnole ? Quels en sont les fondements ?

— Les armées sont, en général, conservatrices. Il existe certainement des exceptions mais la normale veut que le militaire soit conservateur, car son travail quotidien est de promouvoir des règles de conduite autoritaires ainsi qu'un culte maximal de certaines valeurs idéales coïncidant, en général, avec l'idéologie conservatrice. Dans la guerre, pour laquelle toute armée existe et se prépare, le premier devoir est de se battre, ce qui implique d'être prêt à mourir et à tuer, et cela n'est possible qu'avec des principes manichéens sans nuance, qui divisent les hommes en bons et mauvais, en amis et ennemis. En paix, les conceptions de hiérarchie, autorité, ordre, honneur, bravoure, patriotisme, discipline président à la vie militaire, et ces valeurs, sans être exclusivement celles de la droite, sont spécifiquement mythifiées par elle, qui ne saurait y inclure en revanche les notions de liberté, égalité, fraternité... Ces dernières, pour des raisons d'efficacité, n'ont pas leur place dans l'organisation militaire. Ces conceptions, faisant coïncider l'idéologie militaire avec celle de la droite, rendent les militaires conservateurs ou, pour être plus nuancé, plus conservateurs que les politiciens contemporains dans le même pays. Cependant, dans l'armée de Franco, il se passa quelque chose d'anormal : l'armée avait une idéologie au conservatisme très accentué, car elle était la conséquence d'une guerre civile, longue et cruelle, dans laquelle la gauche démocratique, libérale ou socialiste fut vaincue et exterminée. Cette circonstance eut pour conséquence d'accroître l'agressivité idéologique des militaires espagnols. Mais il y a un autre facteur découlant de la guerre civile qui mérite d'être considéré : les militaires de gauche combattant sous le drapeau républicain furent fusillés, exilés, emprisonnés ou simplement exclus de l'armée. Et ainsi, depuis la guerre, ayant éliminé son aile gauche, l'armée s'était en fait convertie en une armée « seminationale ».

— Plus concrètement, comment un tel état d'esprit a-t-il pu se fortifier et survivre jusqu'à nos jours ?

— On a essayé d'identifier l'armée avec le régime y compris en lui permettant l'usage des symboles phalangistes : lamentable spectacle de voir ces généraux chantant le « Cara al sol », le bras tendu... Ils étaient aussi « pseudo-députés » et membres du conseil national du Mouvement. Durant les neuf premières législatures, neuf cent trente-cinq militaires furent « députés », soit une moyenne de plus de cent « députés » pour chacune. Durant les trente premières années du franquisme, la moitié du Conseil des ministres était composée de militaires. En 1968, 10 % des postes les plus élevés de l'administration civile étaient occupés par des militaires. On les retrouve enfin fréquemment à la tête de nombreuses entreprises d'Etat. Les généraux de Franco savaient aussi se lier avec le grand capital, y compris le capital étranger. En 1974, des quatre-vingt-trois ministres ou ex-ministres de Franco encore en vie, soixante-quatre, c'est-à-dire 77 %, appartenaient au conseil d'administration d'une quelconque grande entreprise.

— En Espagne plus qu'ailleurs encore, l'armée semble en dehors de la vie. Il y a deux mondes : le militaire et l'autre, c'est-à-dire tout le reste. Pourquoi ?

(suite en page 19)





Le changement est une espérance et un droit

TÊTE de liste socialiste pour Barcelone, secrétaire à la Coordination du Parti des socialistes de Catalogne (P.s.c. - P.s.o.e.), Joseph-Maria Obiols, 42 ans, adoptait au temps de la clandestinité le nom de « Raimon ». Il l'a conservé et se présente avec, aujourd'hui, devant les électeurs. L'homme symbolise un peu l'histoire d'un parti : 25 ans de militantisme ; à 17 ans il participe déjà la première tentative de création d'un syndicat étudiant démocratique. Il est également membre de la direction nationale du P.s.o.e. A une récente question de la presse catalane sur son avenir politique et sur le futur gouvernement du pays, Raimon Obiols répond : « Ce n'est pas l'objectif de ma vie et ça ne m'empêche pas de dormir. Mais si on me demande d'être ministre, j'accepterai. » Il exprime ici le point de vue politique du P.s.c., globalement identique à celui du P.s.o.e., faut-il le préciser, plus la spécificité catalane. Une Catalogne qui sera le 28 octobre au soir majoritairement socialiste.

PAR RAIMON OBIOLS

IL ne s'agit plus maintenant de simples clapotis plus ou moins précis, plus ou moins vagues : nous sommes en pleine campagne électorale, avec une échéance concrète à court terme. Il ne s'agit pas non plus d'un message plus ou moins diffus, plus ou moins défini : les gens ont le droit de savoir ce qu'il y a derrière chaque visage, les gens exigent des idées et des programmes clairs et nets, les gens souhaitent des propositions concrètes et des compromis solvables. De là devra sortir une chose aussi simple et décisive que le vote.

Une idée clef, un concept déterminant émerge de la campagne socialiste : le changement. Le changement social, bien entendu. Mais, à cette heure et avant l'investiture d'un nouveau gouvernement, essentiellement le changement politique. Il s'agit là d'une idée, d'un concept logiquement combattu par les autres forces politiques, mais suffisamment clair pour le peuple et spécialement pour les classes populaires. Heureusement, il existe la voix des classes populaires, de la grande majorité du peuple, qui s'exprime singulièrement à travers le Parti socialiste. Le peuple est pour le changement.

Nous connaissons déjà un modèle, une réponse à la crise, un déterminé talent de gouverner : ceux de l'U.c.d. Ce modèle a donné des fruits concrets et connus. Il faut en changer. Il existe, bien sûr, un tournant plus à droite, conduisant fatalement à un durcissement des conditions de vie pour les travailleurs et à un risque d'involution sur le terrain des libertés et des autonomies. Mais il y a une autre sortie possible : le changement incarné par les socialistes, avec un projet ouvert à toute la société. Un projet qui réclame la participation active de la grande majorité de notre peuple.

Le pays veut le changement : une nécessité qui vient de loin. Depuis trop longtemps, notre société supporte une inacceptable inégalité sociale, culturelle et économique. Créer des emplois, consolider la démocratie et l'état des autonomies suppose, en définitive, de situer notre pays à la place qui lui correspond dans le contexte international. A la différence des partis de droite, nous avons, nous, des créanciers qui sont l'ensemble des travailleurs. Sans doute, la droite nous critiquera, mais ce qui nous intéresse c'est d'avoir un appui social et politique important, pour maintenir un contact permanent qui permette aussi une rénovation permanente. Un nouveau gouvernement renforcera le pouvoir civil, le prestige et l'autorité nécessaires pour procéder à l'éradication des causes directes et indirectes des tentations « golpistes ». La majorité des forces armées est responsable et disciplinée. C'est l'existence de noyaux réduits de civils voulant politiser le rôle de l'armée pour la mettre à leur service qui est préoccupant.

Notre programme n'est pas modéré mais nous nous adressons à l'ensemble de la population. La priorité, aujourd'hui, n'est pas dans les nationalisations mais dans la réforme du secteur public existant. La réalisation de notre projet exige, conjointement à une ferme politique gouvernementale, la collaboration décisive des citoyens. Comme à d'autres moments de l'histoire, le peuple de Catalogne doit se situer à l'avant-garde de ce processus de transformation et devenir un facteur décisif du changement.

Le changement est une espérance mais c'est aussi un droit. Contre ce droit démocratique ne peuvent prévaloir ni les tentatives putschistes ni les intérêts particuliers de quelques-uns. Ce peuple, dont les épaules ont supporté tant de souffrances et d'anxiété, a droit à ce que les choses prennent une autre forme. Les socialistes attendent avec confiance et en toute responsabilité le verdict des urnes.

PANNE DE FONDS

— Pourquoi le crédit à la consommation est-il si cher ?
— La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 1551

PANNE DE VITAMINES

— Quel type de vitamine contient le foie de veau ?
— La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 1381

PANNE DE MÉTÉO

— La foudre est une décharge électrique. Combien de volts peut-elle atteindre ?
— La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 129

PANNE DE LETTRES

— Est-on protégé par la loi quand on reçoit des lettres anonymes contenant une menace ?
— La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 1596

PANNE DE LASER

— Comment utilise-t-on le laser en acupuncture ?
— La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 195

PANNE D'ORCHESTRE

— Qui dirige l'Orchestre Philarmonique de Strasbourg ?
— La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 425

PANNE DE MODERNISME

— Quel est le taux d'équipement des ménages, pour le téléphone ?
— La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 1565

PANNE DE COMIQUE

— Quelle est l'origine de l'opéra comique ?
— La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 440

PANNE DE CONGÉ

— Lors d'une naissance, un congé est autorisé par la loi. Dans quelles limites ?
— La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 1656

PANNE DE CHIFFRE

— A quelles règles obéissent les chiffres romains ?
— La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 1584

PANNE DE TÉLÉ

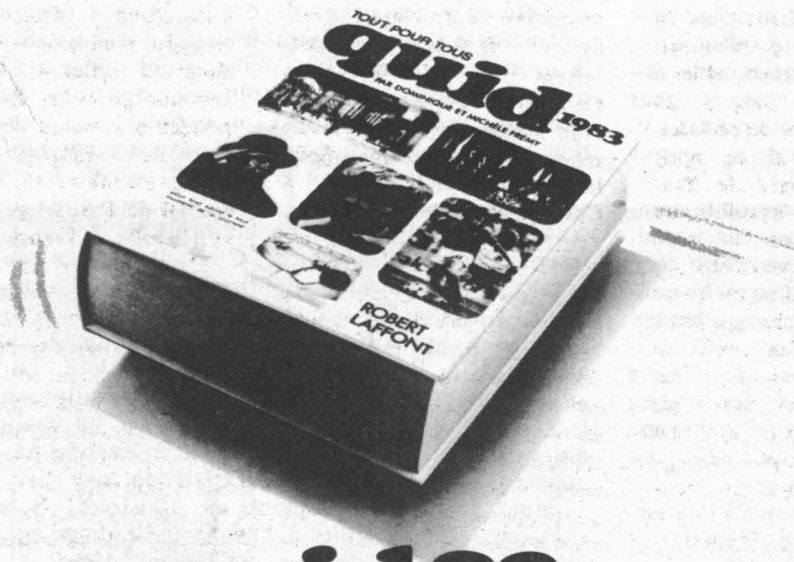
— De quel budget disposent les chaînes françaises ?
— La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 916

PANNE DE TÉLÉPHONE

— Passé un délai de 40 jours après réception de la facture, que se passe-t-il ?
— La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 1566

PANNE D'ARPÈGE

— Quelles sont les conséquences de l'apparition de la musique « ancienne » depuis 10 ans ?
— La réponse à cette question se trouve dans le QUID 83, page 432



quid 83

INDISPENSABLE CONTRE LES PETITES PANNES
(OU LES GROSSES PANNES)

ÉDITIONS ROBERT LAFFONT

bccm

Banque Centrale des Coopératives et des Mutuelles

La B.C.C.M. se caractérise avant tout par l'esprit qui anime son action. Son appartenance à deux mouvements à but non lucratif - ***LE MOUVEMENT COOPERATIF ET LE MOUVEMENT MUTUALISTE*** *-lui permet de privilégier avant toute autre considération, la qualité de ses services.*

Elle se veut à la mesure d'une grande ambition :

ETRE AU SERVICE
DE L'ECONOMIE SOCIALE

Siège social : 12, place de la Bourse - 75002 PARIS

Tél. : 233.44.71

TERRINI & CIE

PEINTURE REVETEMENTS

50, RUE DU MOULIN

92800 PUTEAUX - 775.25.39

PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

La Société TERRINI, fondée en 1946, exerce ses activités dans les différentes applications du domaine de la peinture.
Ses 45 employés s'attachent à répondre à l'ensemble des sujétions qui relèvent de cette discipline.

Une longue tradition l'a prédestinée à se spécialiser dans l'exécution de travaux d'entretien et de restauration délicats. Mais elle s'ouvre, depuis plusieurs années, à un marché plus vaste ; elle a consacré un secteur important de sa production aux travaux de peinture plus généraux et plus habituels qui lui permet d'être en mesure d'assurer des services d'un pluralisme plus étendu.

Qualification professionnelle
Certificat O.P.Q.C.B. : N° 33 14096 92
Qualification : 612 - 621 Classification Catégorie D 3 étoiles
Gérant de la Société : TERRINI Dante - depuis 1955
S.A.R.L. AU CAPITAL DE 54 000 F R.C.S. Nanterre 80 B 0911 INSEE 336.92.062.0.330 F SIRET 552.015.166.000.10 C.C.P. PARIS 7339-80

ADMINISTRATEURS DE BIENS - SOCIETES IMMOBILIERES

CYRIL SWEET and PARTNERS - 22, avenue de Friedland — 75008 PARIS • FONCIERE RIVE GAUCHE - 3, rue Mérimée — 75016 PARIS • G.A.B. - 11, rue Brunel — 75017 PARIS • GINOT ET FILS - 42, rue La Fayette — 75009 PARIS • LARCHER - 13, rue La Boétie — 75008 PARIS • NOIRET -64, Boulevard Magenta — 75010 PARIS • PERRIN CHAPPUZEAUX - 10, rue de Marignan — 75008 PARIS • RONDI & Cie : M. PRIVAT AUBOUARD - 15, rue Monsigny — 75002 PARIS • SOREDIM COPROFIM - 130, rue de Tocqueville — 75017 PARIS

PRINCIPAUX CLIENTS DANS ADMINISTRATIONS ET COLLECTIVITES LOCALES

A.P.E.I. - 11, rue des Poissonniers — 92 NEUILLY • GARANTIE MUTUELLE DES FONCTIONNAIRES -76, rue de Prony — 75017 PARIS • HOPITAL RURAL DE MONTFORT L'AMAURY - Place de l'Hôtel de Ville — MONTFORT • HOTEL DE VILLE DE PARIS -Place de l'Hôtel de Ville — PARIS • MAIRIE DES LILAS -96, rue de Paris — LES LILAS • MUTUELLE ARCHITECTES DE FRANCE -4, Impasse d'Antin — 75008 PARIS • PREFECTURE PARIS Direction des Affaires Domaniales - 78, Quai de la Rapée — 75012 PARIS • MAIRIE DU XV• Arrondt - 31, rue Peclet — 75015 PARIS • PARCS ET JARDINS - 3, rue Botzaris — 75019 PARIS

ARCHITECTES

MM. AVRIL - 87, rue de Courcelles — 75017 PARIS • CAUBEL - 24, rue de l'Hirondelle — 75006 PARIS • JOUVE - 31, rue Geoffroy l'Asnier — 75004 PARIS • LECLAIRE - 1, rue Gozlin — 75006 PARIS • MOREAU - 14, rue Servandoni — 75006 PARIS • OLLIER - 1, Square du Dragon PARLY 2 — LE CHESNAY • RODIER JOUBERT - 92, rue de Richelieu — 75002 PARIS • VINCENT - 9, rue Camille Piton — MARLY LE ROI

SOCIETES

BANQUE MONOD HENIN - 55, avenue Hoche — 75008 PARIS • CERRUTI - 27, rue Royale — 75008 PARIS • COMPAGNIE FRANCAISE DE RAFFINAGE - 34, Quai de la Loire — 75019 PARIS • ELAN - 9, sq. Opéra Louis Jouvet — 75009 PARIS • GENERALI FRANCE - 76, rue Saint-Lazare — 75009 PARIS • TRIESTE ET VENISE - 76, rue Saint-Lazare — 75009 PARIS • INOX ASPECT - 5, rue du Moulin — 92800 PUTEAUX • LABORATOIRES LECLERC - 10, rue Vignon — 75008 PARIS • PARFUMS GUERLAIN - 68, Champs Elysées — 75008 PARIS • POLYMARK FRANCE S.A. - 54, rue La Rochefoucauld — 92 BOULOGNE • PREGERMAIN - 8, rue Etienne Marcel — 75002 PARIS • RHONE POULENC S.A. -TOUR LES MIROIRS LA DEFENSE — 92 COURBEVOIE • S.F.P.G.I. - 17, rue du Docteur Lancereaux — 75008 PARIS • S.F.I.C.L. -126, rue La Boétie — 75008 PARIS

DIVERS

BONPOINT - 67, rue de l'Université — 75007 PARIS • C.B.S. - 7, rue Solférino — 75007 PARIS • COMPAGNIE LAMPES MAZDA - 31, rue Anatole France — 92 LEVALLOIS • LA GRANDE CASCADE -Le Bois de Boulogne — 75016 PARIS • LE GARNIER - 111, rue Saint Lazare — 75009 PARIS • HALLES PARIS SUD M.I.N. - 15, rue de la Réunion — RUNGIS • HOTEL WESTMINSTER - 13, rue de la Paix — 75002 PARIS • MERCURE GALANT - 15, rue des Petits Champs — 75001 PARIS • NORMANDY HOTEL - 7, rue de l'Echelle — 75001 PARIS

GROUPE DE LA SOCIETE GENERALE

SOGINNOVE

Le Conseil d'Administration de SOGINNOVE, Société Générale pour le Financement de l'Innovation, s'est réuni le 21 Septembre 1982 pour approuver les comptes de l'exercice social clos le 30 Juin 1982.

Le bénéfice net de l'exercice ressort à 1.155.908 F après dotation aux amortissements et provisions d'un montant net de 2.784.449 F.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se réunira le 16 Novembre 1982 de décider la distribution aux actionnaires d'une somme globale de 400.000 F à titre de dividende.

Les investissements réalisés au cours du dernier exercice représentent un total de 14,5 Millions de Francs, dans 19 afaires nouvelles, portant à plus de 40 Millions de Francs le cumul des engagements de SOGINNOVE depuis sa création.

(suite de la page 17)

— L'isolement des militaires est dû à des causes variées dont bon nombre découlent d'un tronc commun : la précarité économique dans laquelle a vécu tant d'années le professionnel et qui lui a rendu obligatoire l'utilisation de la maison militaire ou l'envoi de ses enfants à l'Académie militaire, faute de pouvoir se payer autre chose. C'est ainsi que l'on peut constater dans l'armée, premièrement, un indice élevé d'auto-recrutement qui, entre 1964 et 1968, s'élevait à 79,6 % dans l'armée de terre, à 65,8 % dans la marine et 56,2 % dans l'aviation. Deuxièmement, un indice élevé d'endogamie sociale : les militaires épousent des filles de militaires. Enfin une éducation distincte de celle du reste de la société. Cet isolement du militaire est si grand qu'il le pousse à méconnaître, de façon exagérée, la réalité de la société nationale. Par exemple, en Catalogne, où, comme on le sait, la langue catalane se parle constamment, si bien que la majorité des immigrés la parlent peu de temps après leur arrivée ou tout du moins la comprennent, les militaires, durant la dictature, n'arrivèrent ni à la parler ni à la comprendre, y compris après plusieurs années vécues en Catalogne.

— Pourquoi n'a-t-on rien tenté pour changer cette situation depuis la mort de Franco ?

— Durant ces années de transition, il y a eu deux poids deux mesures à l'intérieur des forces armées : une de rigueur et de grande dureté pour les démocrates et une autre de connivence pour les ennemis de la Constitution. Voilà ce qui nous a conduits où nous en sommes.

Mais aussi l'absence de fermeté gouvernementale de l'U.c.d., son incapacité à résoudre les problèmes de la crise économique et l'inflation à l'intégration dans la C.e.e. ont aidé à créer les conditions propices de « l'interventionnisme » militaire. Enfin, il n'y a jamais eu en Espagne une ample critique publique des erreurs du franquisme. En conséquence sa version officielle, triomphaliste, survit au dictateur. Il arrive aujourd'hui à l'Espagne ce qui arriva à la France après Napoléon : une mythification du dictateur permettant, plus tard, le rétablissement de l'Empire.

Actuellement en Espagne, les rues portant le nom de Franco sont légion. Les statuts du Caudillo demeurent dans les lieux officiels (y compris dans des villes ayant des municipalités de gauche). Les librairies sont emplies de livres analysant le franquisme d'un point de vue favorable.

— Et Tejero, celui-là même qui retint prisonniers l'ensemble des parlementaires, les insulta et les maltraita, vient d'être autorisé à participer aux prochaines élections... comme candidat tête de liste à Madrid ! Que faire ?

— La junte électorale a utilisé un formalisme juridique pour changer à 180° l'esprit de la loi. Que faire ? Pas mal de choses. Mais les résultats ne seront pas forcément rapides. Il faudrait d'abord donner une plus large place au service national, modifier le code de justice militaire, changer l'organisation des services de renseignements. Il conviendrait de mettre aux postes sensibles les militaires compétents et constitutionnels, et les ennemis à des postes secondaires, bureaucratiques. Les ministres de l'U.c.d. ont permis que des ennemis de la démocratie occupent des postes déterminants. Actuellement, on continue d'assister à des nominations et des avancements de carrière de personnes publiquement hostiles à la démocratie. Alors, voilà pourquoi je suis « por el cambio » (pour le changement).

(propos recueillis par
GILBERT SANS)

L'interlocutrice de tout un continent

« En diplomatie, il n'y a pas de baguette magique, mais il vaut mieux se rencontrer et se parler que se murer dans ses différences et ses ressentiments. » Au lendemain de la rencontre franco-africaine de Kinshasa, cette réflexion d'un responsable africain résume l'utilité d'un forum étonnant. Car vingt ans après les indépendances une telle rencontre a surpris. En 1980, rares étaient ceux qui promettaient un avenir brillant aux rencontres inaugurées sept ans plus tôt. S'enlisant dans un formalisme jugé parfois « scolaire », elles avaient déçu.

En 1981, la nouveauté, la mutation que connaissait la France pouvaient expliquer un regain de curiosité. En 1982, la curiosité a fait place à l'intérêt. Ce qui explique certaines présences, la forme prise par cette rencontre, les sujets abordés, leur utilité. Par exemple pour la Haute-Volta et le Mali qui s'affrontent depuis quelques années » pour trois arpents de terre », ce sommet a été l'occasion de discussions fructueuses et si un accord formel n'a pas été enregistré, des deux côtés on affirme qu'un accord est en vue.

Pour le Tchad, qui fut longtemps une douloureuse question pour les pays membres de l'O.u.a., il en fut de même. En recevant Hissen Habré, une majorité d'Etats africains a reconnu, « de facto », l'évolution intervenue à N'Djamena. Ce qui a mis fin, peut-on espérer, à des luttes fratricides que l'on peut qualifier d'un autre âge. Bref, le cru 1982 des rencontres franco-africaines fut marqué par un relatif effacement du bilatéral, des classiques rapports franco-africains pour aborder des questions intéressant tout le continent.

En particulier celle de l'O.u.a. Sur ce point, il est évident que le camp de ceux qui veulent sauver l'organisation s'est renforcé, et que si « les baguettes magiques » n'existent pas, il suffirait aujourd'hui que Tripoli invente une formule permettant de contourner, au moins le temps d'une cession, le problème sahraoui pour que les blocages sautent.

Mais, au lendemain d'un sommet dont l'aspect informel a séduit bon nombre de participants, journalistes et diplomates se sont interrogés sur ce que serait la version 1983.

La spécificité de la diplomatie française est en ce domaine évidente : ne rien figer, car il est certain que l'Afrique n'est pas, contrairement à une idée répandue, un continent où rien ne bouge. Bien au contraire. Dès lors, il convient de s'adapter, d'aider si on le peut aux évolutions. Cela peut se mesurer au nombre d'invités, à la structure des réunions, aux sujets abordés. En ce domaine, la France apporte une garantie : celle de l'autonomie de chacun. Pas de déclaration commune, pas d'obligation « formalisée ».

Politique internationale au fil des jours

PAR GUY PERRIMOND

Demeure le problème des « liens privilégiés », des rapports avec les pays d'Afrique francophone, ceux que l'histoire a rendu proches. Là se posent des problèmes particuliers, là les relations bilatérales prennent toute leur importance. C'est pour résoudre cette contradiction apparente entre les problèmes généraux de la quasi-totalité des Etats du continent et ceux, plus particuliers, des Etats francophones, que se sont posées des questions sur la « taille » de la conférence, c'est-à-dire sur le nombre de pays invités. Nombreux sont ceux qui, à Paris ou en Afrique, songent à une conférence à « géométrie variable ». Selon les années, les problèmes, les questions les plus urgentes, l'éventail des pays invités comme observateurs pourrait être plus ou moins ouvert. Mais quelle que soit l'hypothèse choisie pour l'avenir, la grande leçon du dernier sommet est évidente : la France est devenue l'interlocutrice de tout un continent. C'est pour l'avenir un événement de première ampleur.

Embargo: la morale de Reagan

A deux semaines d'élections qui permettront de renouveler l'ensemble de la Chambre des Représentants, le tiers du Sénat, 36 postes de gouverneurs et plusieurs milliers d'élus locaux, Ronald Reagan vient de montrer l'étendue de sa dimension morale ! A moins qu'il ne s'agisse tout simplement de pratique impérialiste.

Le 15 octobre, en effet, le président des Etats-Unis a annoncé que son pays autorisait l'U.r.s.s. à acheter d'ici à septembre 1983 jusqu'à 23 millions de tonnes de céréales. Rien à redire si ce n'est l'étrange dialectique de Reagan qui voudrait interdire aux Européens toute une partie de leur commerce avec l'U.r.s.s. au moment où lui-même ouvre les vannes des échanges entre les deux pays. Les motifs de Reagan sont évidents : les revenus des agriculteurs du Middle West sont au plus bas, les stocks sont au plus haut, la récolte a été pléthorique. Vendre des céréales à l'U.r.s.s. c'est assurer des débouchés, des revenus. C'est donc espérer conserver des voix : ce n'est pas un hasard si le discours du président a été exclusivement diffusé dans les zones agricoles.

Reste que sa décision rend ridicule sa volonté d'obliger les pays européens à pratiquer un embargo sur leurs ventes industrielles du type du Gazoduc. L'argument américain, « vous aidez les Soviétiques à résoudre leurs problèmes », n'avait pas grand-sens, les échanges économiques ayant pour objectif, en règle générale, de « résoudre un problème ». La décision de Reagan le rend un peu plus inopérant : si les Soviétiques achètent les 23 millions de tonnes de céréales proposés, c'est que visiblement ils avaient, en ce domaine, également un vrai problème ! Pour être logique avec lui-même, Reagan devrait soit imposer à son pays un véritable embargo — ce qui serait stupide —, soit se taire. Faut-il espérer qu'il le fasse ?

Valladares: le "geste" de Castro

La libération d'Armando Valladarès devrait mettre un frein à la campagne systématique que la presse de droite développe depuis des années contre Cuba, présenté comme le « Goulag » de l'Amérique latine. Quasiment inconnu jusqu'à une époque récente, le poète cubain emprisonné depuis plus de vingt ans était devenu pour beaucoup un prétexte pour s'en prendre au castrisme et au symbole qu'il représente dans la lutte contre l'impérialisme américain.

Cette longue détention d'un homme gravement atteint physiquement n'en posait pas moins un problème moral et, tout en conservant la plus grande discrétion, François Mitterrand avait fait savoir, il y a plusieurs mois déjà, à Fidel Castro qu'une mesure de libération contribuerait grandement à favoriser le réchauffement des relations entre Cuba et la France. Un nouveau message en ce sens avait été remis il y a quelques mois, lors de sa visite à Paris, à Carlos Rafael Rodriguez, numéro trois du régime cubain.

La question avait encore été évoquée en juillet dernier lors du séjour à La Havane de Jack Lang et de Claude Estier qui avaient eu à cette occasion de longs entretiens avec Fidel Castro. Celui-ci n'avait pris aucun engagement mais plusieurs signes indiquaient qu'il était disposé à faire un geste en direction du président de la République française. Il a choisi de le faire pendant la visite de Régis Debray, qui est aussi pour lui un ami de longue date.

Lors d'un premier séjour de Claude Estier à Cuba, en septembre 1981, à l'occasion du congrès de l'Union interparlementaire, Fidel Castro s'était rendu pour la première fois depuis plusieurs années à une invitation à l'ambassade de France et avait exprimé en privé son désir de pouvoir se rendre un jour à Paris. Une telle visite est sans doute encore prématurée, mais les choses pourraient évoluer dans un proche avenir. Le geste de Castro — qui démontre aussi que la discrétion est souvent plus efficace que les surenchères bruyantes — prouve en tout cas qu'il est sincère quand il parle de son amitié pour Mitterrand et pour la France.

Grèce: un succès maquillé en échec

Un an après les élections législatives qui ont porté Andreas Papandreou et le Pasok au pouvoir, de nouvelles élections ont eu lieu, dimanche dernier, en Grèce. Il s'agissait du premier tour d'élections municipales.

Comparons ce qui est comparable : par rapport aux élections municipales précédentes, la gauche peut pavoiser : au soir du premier tour, il est déjà évident que sa maîtrise sur les municipalités va se renforcer. On estime que le Pasok devrait contrôler plus de 170 des 276 villes de plus de 10 000 habitants. Le recul de la droite, en influence, en possibilités d'actions va donc s'accroître.

Rares sont les commentateurs français qui se satisfont de cette comparaison. A leurs yeux, c'est par rapport aux législatives de 1981 qu'il conviendrait d'analyser les résultats du dernier scrutin. Leur intérêt est évident : dans certaines grandes villes (Athènes par exemple), un léger fléchissement du Pasok a pu être mesuré. Dès lors, la comparaison avec les prochaines municipales françaises permet toutes les interprétations. Par exemple, alors que les résultats montrent les gains du Pasok, on peut parler de « tassement ». Mais surtout, la légère remontée — toujours dans les villes — du Parti communiste (de l'extérieur) permet à certains commentateurs de s'interroger sur un « effet Florakis » (le secrétaire général du P.c. (e) g. pouvant se produire en France !

Dimanche, sur des résultats définitifs, des analyses plus sérieuses pourront être faites. Et les raisons des évolutions non comparables du vote en faveur du Pasok entre la campagne (la démocratie ayant chassé la peur) et les villes (où le forcing du P.c. a pu séduire une partie de la jeunesse) pourront alors être faites. Mais l'essentiel sera ailleurs : au soir du premier tour, la droite savait déjà que sur les 118 villes dont elle assurait la direction, il ne lui en resterait, une semaine plus tard, qu'une vingtaine... Qui parle de « succès mitigé » ?



Quatre « formules » précédentes de « l'Unité » : 1972, 1977, 1979.

"L'UNITE" CHANGE DE VISAGE

C'est donc cette semaine que « l'Unité » change de visage et se présente à vous avec un nouveau format, plus maniable, et une pagination plus étoffée qui permettra de réaliser un journal plus vivant et plus équilibré.

Près de onze ans après sa naissance — nous fêterons bientôt notre 500e numéro —, « l'Unité » va ainsi prendre un nouveau départ. Celui-ci coïncide avec le lancement d'une grande campagne d'abonnements à laquelle nous fixons comme objectif 10 000 abonnés nouveaux d'ici à la fin de l'année. Pour l'atteindre nous avons besoin du concours actif de tous ceux qui lisent ce journal, de tous ceux qui le diffusent, de tous ceux qui, responsables du Parti socialiste, militants ou sympathisants, ont la possibilité de le faire connaître autour d'eux. Face à la grande presse qui dispose de moyens écrasants, vous êtes notre richesse. Mobilisez-vous avec nous pour faire faire à l'« Unité » un nouveau bond en avant.

Nous adressons ce numéro à tous les responsables du P.S. et à tous ceux qui, ayant été abonnés ces dernières années, n'ont pas renouvelé leur abonnement. C'est l'occasion pour tous de se joindre, en remplissant le bulletin ci-dessous, au nouvel effort que nous entreprenons aujourd'hui.

Bulletin d'abonnement à retourner à

l'administration de l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

** abonnement d'un an (230 F)* ☐

** abonnement de six mois (150 F)* ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire

☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.34235J.PARIS

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue de Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédaction en chef : Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. Secrétariat de rédaction : Nadine Berger (Révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

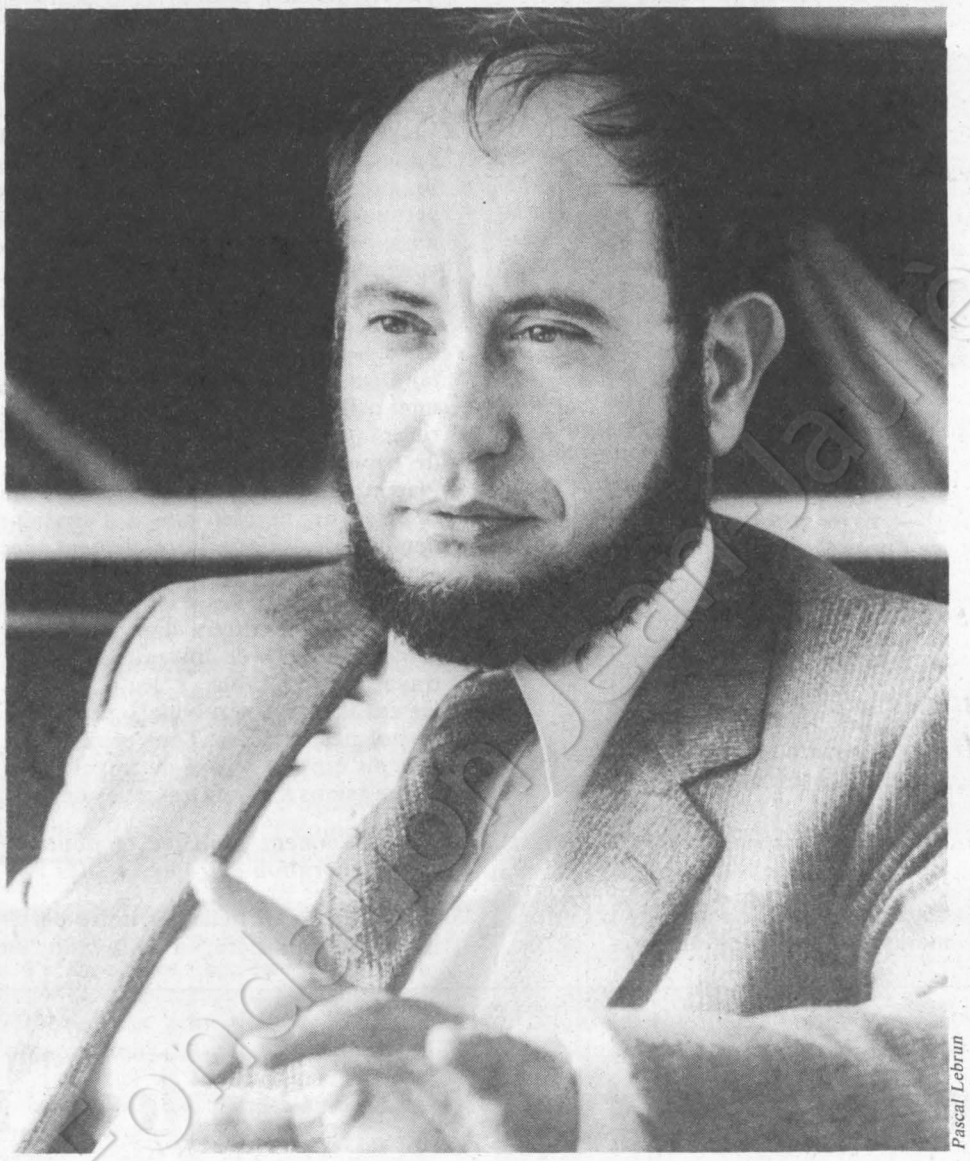
Arbitrer la pénurie... en espérant mieux

Paul Bachelard, président de l'université de Tours, parle pour "l'Unité" de l'immense effort de travail et d'argent qui sera nécessaire pour reconstruire le tissu universitaire déchiré par une décennie d'attaques et de "punitions"

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

UN million d'étudiants sont attendus cette année à l'université, pour une rentrée qui va parfois se faire difficilement. A cette augmentation notable des effectifs — environ vingt mille étudiants supplémentaires — correspond un effort budgétaire important. Mais insuffisant car il doit faire face à la lente détérioration du tissu universitaire, depuis une dizaine d'années. Et le rattrapage ne peut se faire en un jour.

Pour analyser l'étendue du problème, nous sommes allés à Tours, dans une jeune université, assez représentative puisqu'elle couvre toutes les disciplines ; environ six cent cinquante enseignants, une dizaine d'unités d'enseignement et de recherche dont un institut universitaire de technologie ; elle accueillera cette année de quatorze à quinze mille étudiants, effectifs en nette progression. Son président, Paul Bachelard, a été nommé il y a six mois. Militant socialiste, son témoignage sur la réforme qui doit être votée cette année, son plaidoyer pour l'université, méritent d'être entendus, d'autant qu'il ne s'interdit pas les critiques. Et que les universitaires sont unanimes à réclamer plus de moyens.



Pascal Lebrun

« L'UNITE » : Comment se présente la rentrée universitaire à Tours ?

PAUL BACHELARD : Cette rentrée qui s'annonçait relativement bien quand nous avons commencé à la préparer se met en place dans une atmosphère relativement tendue. Surtout en raison de la réduction draconienne du volume des heures complémentaires. Il nous en manque cinq mille sur un volume de vingt-deux mille heures complémentaires, qui représente environ 25 % de notre activité : dans chaque enseignement, il y a une différence entre les heures que les enseignants doivent accomplir statutairement et celles que demandent les programmes, différence payée en heures complémentaires aux enseignants titulaires ou à des personnalités extérieures. L'Etat, cette année, n'a pas de quoi les payer, bien que le budget des universités ait augmenté plus que le budget général. Mais la titularisation des personnels avait un gros retard et l'effort financier, avec l'accord des syndicats, a porté sur la politique du personnel. De plus, pour répondre à la demande des universités, l'Etat a accordé largement des habilitations, droits de délivrer de nouveaux diplômes. Donc, le ministère nous incite à faire un effort pour boucher le trou, au titre de la solidarité. Il nous demande de faire des heures gratuitement. Sur le fond, les enseignants n'y sont pas hostiles mais cette modification implicite des conditions de travail venant avant les négociations sur le statut des personnels est très mal perçue. D'où un mécontentement extrêmement vif.

— Vous parlez aussi d'un certain désenchantement.

Il tient à l'atmosphère de pénurie financière et à la longue, trop longue attente de l'université. Dans son immense majorité, elle a été favorable au changement de mai 1981 et elle attendait des réformes rapides. Il est vrai qu'une réforme de cette importance, de cette profondeur, doit se mûrir. Mais les discussions sur sa préparation ont ravivé le débat et les enseignants ont peut-être pensé de façon inconsciente que le fait d'en parler allait se traduire rapidement dans la réalité. La volonté de changement est freinée par l'absence de textes et surtout par les restrictions financières. D'autant que nous sommes, comme bien d'autres universités, à la limite de la cessation de paiements. Pendant plusieurs années, l'université a été mise au ban de la nation, punie, à la suite de Mai-68, par la réduction, d'année en année, de ses budgets. Ce qui fait que, depuis 1975-1976, sa mission n'est plus assurée. La crise actuelle en tombe d'autant plus mal : l'université n'a pas pu se remettre de cette crise antérieure et doit cette année affronter une difficulté supplémentaire imposée par le ministère. De nombreux enseignements sont par exemple remis en cause, ou dénaturés. Les cours de langue qui se faisaient en groupes restreints vont être regroupés à soixante ou quatre-vingts. Il va falloir réduire certains enseignements de langue secondaire, comme le danois, le portugais, l'hébreu, l'arabe. Ce qui est grave pour une université comme la nôtre.

— Quelles solutions allez-vous apporter ? Ne pouvez-vous espérer d'autres crédits, en particulier des collectivités locales ?

— Arbitrer la pénurie, c'est inconfortable. Je n'ai pas encore de solution et, malheureusement, nous n'avons pas de moyens nouveaux. A Tours, nous avons longtemps eu un meilleur enseignement qu'ailleurs grâce à la contribution du département. Mais ces crédits, qui ont aidé à financer une partie du démarrage de l'université, ont été supprimés il y a plus d'un an. Et, l'an dernier, il a fallu assumer cette réduction de 50 millions d'anciens francs, l'équivalent de cinq mille heures. D'où la profondeur de la crise aujourd'hui.

— Vous avez déjà plusieurs fois fait allusion à la lourdeur de l'héritage. Y en a-t-il d'autres aspects ?

— Les contraintes financières ont cassé toutes les initiatives. L'université était désignée comme coupable, coupable de donner une mauvaise formation aux jeunes, d'être responsable de la crise, d'être un parking à chômeurs. Mais on ne lui a pas donné les moyens de se transformer, on a réduit sa capacité à faire. Ce climat a entraîné un repli de l'université sur elle-même. Ce qui n'a pas contribué à favoriser son ouverture sur la région et sur les milieux professionnels. Il y avait une coupure entre les discours officiels nous incitant à cette ouverture et les impulsions réelles du ministère qui nous en décourageaient.

— Les restrictions financières ont aussi dénaturé la pédagogie.

— Quand on réduit le budget d'une université, on ne peut pas toucher aux dépenses de structure — il est toujours nécessaire de se chauffer, de s'éclairer, etc. — ni aux salaires ; on réduit donc les dépenses de pédagogie. On limite l'usage du téléphone et on s'interdit de prendre contact avec l'extérieur pour organiser des stages. Ou on coupe dans les dépenses de photocopie, si bien que, lorsqu'il n'est plus possible de présenter des documents aux étudiants, on revient au discours magistral au lieu de faire de véritables travaux dirigés. La pédagogie a régressé depuis dix ans. Il n'y a pas eu d'analyse objective des coûts de l'enseignement. D'autant qu'il y a aussi un problème de matériel. Le ministère a longtemps ignoré la notion d'amortissement et, quand le matériel est usé, il n'y a pas de crédits pour le remplacer. Le professeur d'anglais reprend la craie parce qu'il n'y a plus de laboratoire de langue. Nous assistons à une décomposition profonde des moyens de travail, à une altération de la nature de la pédagogie. Ce qui est grave, c'est que la crise financière actuelle donne aux enseignants le sentiment que, sous un gouvernement socialiste, il faut faire un nouveau pas en arrière. Ils l'acceptent mal car ils attendaient des moyens nouveaux pour remettre l'université dans la course.

— Comment entreprendre de relever de ses décombres l'université, secteur sinistré après la politique giscardienne et le passage d'Alice Saunier-Seïté ?

— Comment reconstruire l'université ? Il faut que ses missions soient réaffirmées dans les objectifs de la loi. Que la formation soit redéfinie comme devant avoir le plus souvent une finalité professionnelle. Tout en dispensant un fond de formation générale qui, au-delà de la professionnalisation qui interviendra dans la deuxième partie du cursus, permettra à chacun d'évoluer dans ses tâches. D'autre part, il faut affirmer fermement le rôle de l'université dans le domaine de la formation permanente. Dès mon installation à la présidence, il y a six mois, j'ai tenu à développer ce secteur. Nous progressons très vite et nous découvrons qu'il y a une demande très forte de nombreux partenaires. L'enseignant doit travailler à la fois en formation initiale et en formation permanente. Il doit être rodé à tous les publics. Prendre ainsi la véritable dimension de la demande des adultes peut l'aider à repenser les finalités de la formation initiale.

— Comment les universités ont-elles participé à l'élaboration de la réforme ?

— Elles sont intervenues à plusieurs niveaux. Un questionnaire a été envoyé individuellement à tous les personnels et une synthèse en a été faite par le conseil de l'université. Mais ce n'était qu'un écho à un projet qui, lui, est véritablement le travail de l'équipe Jeantet, commission

(suite en page 22)

(suite de la page 21)

qui a consulté beaucoup beaucoup de monde.

— Qu'attendent les universitaires de la réforme ?

— D'une part que les missions d'enseignement et de formation permanente de l'université soient réaffirmées. Ainsi que ses fonctions de recherche. La recherche a bénéficié de programmes prioritaires et les équipes travaillent dans de meilleures conditions depuis déjà un an mais une ambiguïté plane sur leur sort. Ils appartiennent à l'Education nationale mais c'est un autre ministère qui est bailleur de fonds, oriente les programmes et définit les priorités. Si on sent bien la nécessité de programmes prioritaires liés à la planification, dans certains domaines, lettres, sciences humaines et même dans certains secteurs scientifiques, on s'inquiète des conditions dans lesquelles un financement pourrait être assuré. Les universitaires apprécient le nouveau sort fait à la recherche mais s'interrogent sur le rapport de forces entre les deux ministères. D'autre part, un de mes objectifs est de permettre à la recherche de coller davantage à la demande de la région. Nous cherchons à redéfinir une partie de nos tâches en fonction de la logique régionale. Un exemple : nous avons une industrie pharmaceutique bien développée et une faculté de médecine et de pharmacie qui tourne bien. Les liens tissés entre elles ont permis la mise en place actuelle d'un institut du médicament financé par des fonds de la région et de l'Etat et qui, en restant sous la tutelle universitaire, formera une structure de recherche ouverte et réalisera des contrats entre universitaires et industries. Je suis en train de favoriser des développements de cet ordre dans de nombreux autres secteurs. Quand on travaille pour des entreprises, le dialogue s'étend ; les professionnels viennent enseigner leur savoir-faire, ce qui prépare en même temps la mise en place de filières pro-



fessionnelles qui est inconcevable sans cet esprit d'ouverture et sans échanges permanents entre le monde du travail, l'industrie et l'université.

— Cette ouverture entre-t-elle déjà dans les faits ?

— Elle est commencée depuis plusieurs années. Nous cherchons à amplifier le mouvement. Pour amener un changement de comportement des enseignants et des partenaires extérieurs, ce qui doit donner une âme à la loi d'orientation ; car si cette mutation ne se fait pas, la loi sera un échec.

— Et les étudiants ?

— Ils sont de plus en plus demandeurs de cette formation qui peut aller jusqu'à la formation alternée avec des stages longs.

— Et le problème de la sélection, de l'orientation ?

— Je suis d'accord avec la nouvelle loi pour qui la fonction de l'université est d'accueillir et d'orienter. Mais je pense personnellement qu'il y est fait une part trop belle aux grandes écoles. Il n'est pas question de les faire disparaître mais si on désire qu'un rapprochement avec l'université se fasse, il faut permettre à cette dernière de mettre en place des formations comparables. Nous pouvons réussir très bien et très vite dans certains créneaux, l'électronique, l'informatique, les biotechnologies, où de puissantes structures de recherche sont absolument nécessaires ; laboratoires que nous avons et que n'ont pas les grandes écoles. Nous pouvons offrir là des formations d'ingénieur qui favoriseront les passerelles, les échanges. Mais l'important, dans le système grande école, c'est la sélection à l'entrée. L'université devrait pouvoir opérer cette sélection dès la première ou la deuxième année dans certaines filières. Ce qui lui donnerait aussi le goût de l'initiative et de la concurrence. Mais cela pose aussi le problème de la révision du système d'aide aux étudiants. La décision a été prise de ne pas accorder de présalaire car cela aurait consisté à donner une prime aux enfants des familles riches. Cela se comprend, en période de pénurie et de solidarité de réajustement. Mais le système actuel de bourses ne permet pas à l'étudiant démuni de suivre normalement des études : il est contraint au travail. Il faudrait un système d'aide très solide pour ceux qui entrent dans les filières professionnelles et doivent fournir un travail considérable. L'I.u.t., actuellement, c'est quatre-vingts heures de travail par semaine. Tous ceux que je connais qui ont essayé de travailler en même temps s'y sont cassé les dents.

— Comment s'engage la politique de collaboration entre universités ?

— Elle est difficile car notre partenaire, le ministère, a entretenu un dialogue direct qui nous mettait à la limite de la concurrence. Le nouveau ministère nous incite à cette collaboration pour que la nouvelle carte universitaire ne soit plus imposée par Paris — selon des règles qui confinaient à l'absurde ou à la punition politique — mais suive nos propositions. La nouvelle procédure en matière d'habilitations a fait appel à la concertation et à la coordination. Et quand le ministère a refusé une habilitation, il nous a incité à collaborer pour que les nouvelles formations soient mises en place sans gaspillage. Aujourd'hui, la réflexion et l'initiative nous sont données.

— En conclusion, vous estimez que le vote de la loi ne sera pas suffisant si des moyens importants ne sont pas donnés à l'université ?

— Le vote donnera l'impulsion mais le besoin d'investissement est considérable après une dizaine d'années de sous-financement. Notre structure délabrée réduit notre capacité de réponse. Mettre en place des filières professionnelles demande des moyens. Et c'est le nœud du problème. Parce qu'il y a un enjeu de société. Le gouvernement socialiste s'est donné un objectif à cinq ans. D'où la gravité de tout retard dans le domaine de la formation. D'autant que l'initiative risque d'échapper à l'université. Le besoin de formation est si fort qu'on voit fleurir actuellement des initiatives privées dont le financement est déjà assuré. La réussite des formations nouvelles, dans la mémoire publique, risque de s'inscrire au bénéfice de l'initiative privée et l'université va encore arriver en retard. Parce que l'impulsion n'aura pas été donnée assez vite. C'est un gaspillage de temps à un moment où il est capital de provoquer le changement. Le manque d'argent, ce n'est pas seulement un problème de gestion, c'est une faute politique. Parce que cela gâche l'avenir. Il ne peut pas y avoir de réforme sans un déblocage substantiel de moyens. ●

JEUNESSE

"Il faut que les militants se sentent ministres"

PAR ALAIN BARRAU

secrétaire national
à la Jeunesse

CE fut une première. La conférence nationale jeunesse, organisée par le Parti socialiste et le Mouvement de la jeunesse socialiste, qui s'est tenue à Paris le week-end dernier, ne fut pas une « grand-messe ». Temps fort de la campagne de mobilisation décidée par les socialistes lors du Comité directeur de septembre, cette conférence a montré que, dans le combat politique, la place des jeunes est nécessaire. Et déterminante.

Dans son intervention de clôture, Lionel Jospin devait demander aux jeunes socialistes de prendre leur part dans l'action pour le changement : « Il faut que les militants se sentent un peu ministres. » Et des ministres étant présents — Edwige Avice, ministre de la Jeunesse et des Sports, et Charles Hernu, ministre de la Défense —, les trois cents participants ne se sont pas privés de faire un tour d'horizon détaillé de la politique du gouvernement, en particulier dans les aspects qui intéressent le plus les jeunes. La question du service national, replacée dans le cadre général de la politique de défense de la France, ne fut pas absente des débats.

Les jeunes ont été parmi les acteurs de la victoire de François Mitterrand et de la gauche en mai-juin 1981. Des acteurs plus nombreux que le prédisait la droite et que la gauche le prévoyait. Et beaucoup de ceux qui n'ont pas voté le 10 mai étaient dans la rue ce soir-là pour manifester leur joie.

Aujourd'hui, ces jeunes doivent être parmi les « acteurs du changement ». C'est sur cette base que le M.j.s. fonde son action.

Il était important que la première force politique de ce pays, le P.s., fasse à la jeunesse des propositions précises. En avril dernier, le Comité directeur et le Conseil national du M.j.s. adoptaient les sept priorités qui constituent la base d'une « politique jeunesse » : emploi, insertion sociale et professionnelle, éducation, culture populaire des jeunes, défense et service national, droits de l'homme et solidarité internationale.

C'est l'emploi qui demeure la préoccupation centrale des jeunes, qu'il s'agisse de la recherche du premier emploi ou de la qualité et des conditions mêmes du travail.

Car les jeunes sont les principales victimes de la crise. Le chômage frappe d'abord ceux qui sont sans qualification (la moitié des jeunes chômeurs). Ceux qui travaillent n'ont souvent qu'un emploi précaire : presque la moitié des jeunes au travail sont dans ce cas. Et l'inégalité entre jeunes hommes et jeunes femmes est très nette : les jeunes femmes représentent 60 % des chômeurs de 16 à 21 ans. Cela explique qu'un des premiers actes du gouvernement fut de demander à Bertrand Schwartz un rapport sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il inspire depuis un an toute la politique en matière d'emploi et de formation.

Cette politique marquée par le plan Avenir-Jeunes, les contrats de solidarité, les mesures pour les 16-18 ans, nous pouvons commencer à en juger ; car le programme d'insertion sociale et professionnelle des jeunes est en place depuis le 1er septembre 1982. Par une action véritablement interministérielle et une collaboration étroite avec le secteur associatif, il doit permettre de réaliser un objectif fondamental : aucun jeune ne doit arriver sur le marché du travail sans une formation professionnelle sanctionnée par un diplôme. Cet objectif devra être atteint dès 1985.

Une politique — et un effort — sans précédent — 35 000 contrats de formation sont prêts pour ces jeunes —, à laquelle le Parti socialiste et le M.j.s. ont apporté tout leur appui, qui concerne 120 000 jeunes.

Or, la mise en œuvre de ces mesures nécessite la mobilisation de tous ceux qui veulent agir pour le changement et en premier lieu des socialistes.

L'emploi n'est pas la seule question qui intéresse la jeunesse : la formation et la culture sont des domaines voisins, sensibles ; qui oserait nier par exemple les pratiques culturelles spécifiques de la jeunesse ? L'armée avec le problème du service national est pour de très nombreux jeunes une véritable question. Et pas seulement en ce qui concerne la durée des obligations militaires.

L'essentiel de ces questions, les réponses qu'apportent le P.s. et le M.j.s. figurent dans le Manifeste municipal. Elles ont pour objectif de permettre une meilleure prise de responsabilité des jeunes dans la vie de la cité. L'abaissement de l'âge de l'éligibilité à 18 ans pour les prochaines élections municipales doit y aider.

Les premiers résultats du travail de cette mobilisation du Parti et du M.j.s. commencent à apparaître. La politique jeunesse du Parti obtient une audience accrue auprès des mouvements de jeunesse, des associations d'éducation populaire.

Des jeunes, de plus en plus nombreux, se rassemblent autour des idées et des propositions des socialistes : depuis le congrès de Valence, le M.j.s. a multiplié par quatre ses effectifs et 20 000 jeunes de moins de 26 ans sont membres du Parti socialiste. Des groupes existent dans 86 fédérations du Parti (75 étaient représentées lors de cette conférence), alors qu'ils n'existaient que dans 25 fédérations avant la date. Les premières étapes ont donc été franchies.

Les participants à la première conférence du M.j.s. n'ont pas eu de mal à se mettre d'accord sur un point. Aux jeunes confrontés quotidiennement aux difficultés, le P.s. propose une perspective ambitieuse et un espoir : une France plus égalitaire et plus solidaire, où chacun, là où il habite, là ou il travaille, recouvre la plénitude de ses droits de citoyen.

Transports: le changement est sur les rails

Du droit au transport à la revalorisation de la marche à pied, en passant par la carte orange et le tramway la loi d'orientation introduit des novations dont les effets seront ressentis par les Français dans leur vie quotidienne

PAR MARCEL ASSOUN

rapporteur spécial du P.s. pour les transports.

PENDANT la campagne pour les élections présidentielles, François Mitterrand avait fixé des orientations pour une autre politique des transports. Deux textes de loi votés en juillet dernier ont déjà concrétisé une première application de celles-ci :

• des moyens financiers nouveaux ont été dégagés pour permettre aux collectivités locales de conduire une politique audacieuse de développement quantitatif et d'amélioration qualitative des transports collectifs : le versement-transport (1) pourra être perçu à partir du 1er juillet 1983 dans les agglomérations de plus de 30 000 habitants, alors que ce seuil avait été maintenu à 100 000 habitants depuis 1974 ; il rapportera entre 60 F et 150 F par habitant et par an suivant la taille des agglomérations ;

• un fonds spécial de grands travaux, alimenté par des centimes additionnels sur les produits pétroliers, a été institué pour financer les investissements consacrés aux transports collectifs ou aux rocades de contournement urbain qui facilitent la circulation en ville : 4 milliards de F sont ainsi dégagés en 1982 et 1983, ce qui, joint à un effet budgétaire intensifié en faveur des transports en commun, entraîne un doublement des crédits qui leur sont affectés ;

• en région parisienne, la carte de transports utilisée par les travailleurs pour se rendre sur leur lieu d'emploi sera payée à concurrence de 40 % par leur employeur à compter du 1er novembre 1982 (50 % à partir du 1er octobre 1983) ; l'extension de cette mesure aux travailleurs de province est en cours d'étude : elle pourrait intervenir en même temps que la réforme du financement des transports urbains actuellement en préparation et qui devrait faire contribuer à ce financement l'ensemble des bénéficiaires directs et indirects des transports collectifs (par exemple, les grandes surfaces commerciales ainsi que les propriétaires d'immeubles ou de terrain bien desservis par les lignes de transport en commun).

La loi d'orientation des transports intérieurs votée la semaine dernière par l'Assemblée nationale ouvre en complément la perspective d'une amélioration significative de l'efficacité économique et sociale des transports en France.

Il s'agit du premier texte de portée générale jamais débattu dans ce domaine. Annoncée de longue date par les socialistes, très attendue par tous, cette loi a fait l'objet d'une très large concertation avec toutes les parties intéressées et d'un important débat démocratique autour des propositions qu'elle contient. Elle introduit des novations dont les effets se feront sentir jusque dans la vie quotidienne des Français.

Pour les transports de personnes, la loi affirme le principe du droit au transport que nous avons toujours considéré comme l'un des droits essentiels des citoyens : les habitants des secteurs qui ont poussé trop vite à la périphérie des agglomérations, ceux qui résident dans les zones rurales aujourd'hui si mal desservies pourront bénéficier progressivement de ce droit nouveau et disposer dans des conditions raisonnables, de qualité et de prix de moyens de transports collectifs adaptés aux besoins.

Les départements sont désormais responsables de l'organisation et du financement des transports scolaires comme des services routiers de transports de voyageurs ; en liaison avec les régions qui deviennent compétentes pour traiter des services omnibus ferroviaires, ils vont pouvoir réorganiser les transports publics de voyageurs de façon à mieux répondre aux impératifs de service public. Ils passeront à cet effet des conventions avec les transporteurs publics ou privés, ces derniers ne pouvant plus s'opposer aux évolutions nécessaires en invoquant ce qu'ils appellent « leurs droits patrimoniaux ».

A la campagne, des techniques nouvelles d'exploitation pourront être employées pour mieux desservir les populations et offrir un moyen de se déplacer à ceux qui ne disposent pas de voiture : personnes âgées, jeunes enfants, handicapés, membre d'une famille dont l'automobile est déjà utilisée par une autre personne de la famille. Les taxis collectifs, les services de minibus à la demande, l'utilisation des véhicules de l'administration des P.t.t. ou de l'Equipement sont autant de solutions originales à adopter en fonction de la nature des besoins.

En ville, la loi prévoit l'élaboration à l'échelle des agglomérations de plans de déplacements urbains qui définiront les principes généraux de l'organisation des transports, de la circulation et du stationnement. Leur objectif est d'aboutir à une utilisation plus rationnelle de la voiture, et de veiller à une bonne insertion des transports collectifs et des deux-roues ainsi qu'à une amélioration des conditions de la marche à pied sur les plans de la sécurité comme de l'agrément. Soumis à enquête publique, ils sont donc l'occasion d'un débat sur les déplacements en ville et d'une sensibilisation des gens au fait que, conserver une certaine qualité de vie c'est accepter de marcher, de prendre le bus, le tramway, le métro, d'utiliser le vélo ou la motocyclette... bref de délaisser le volant.

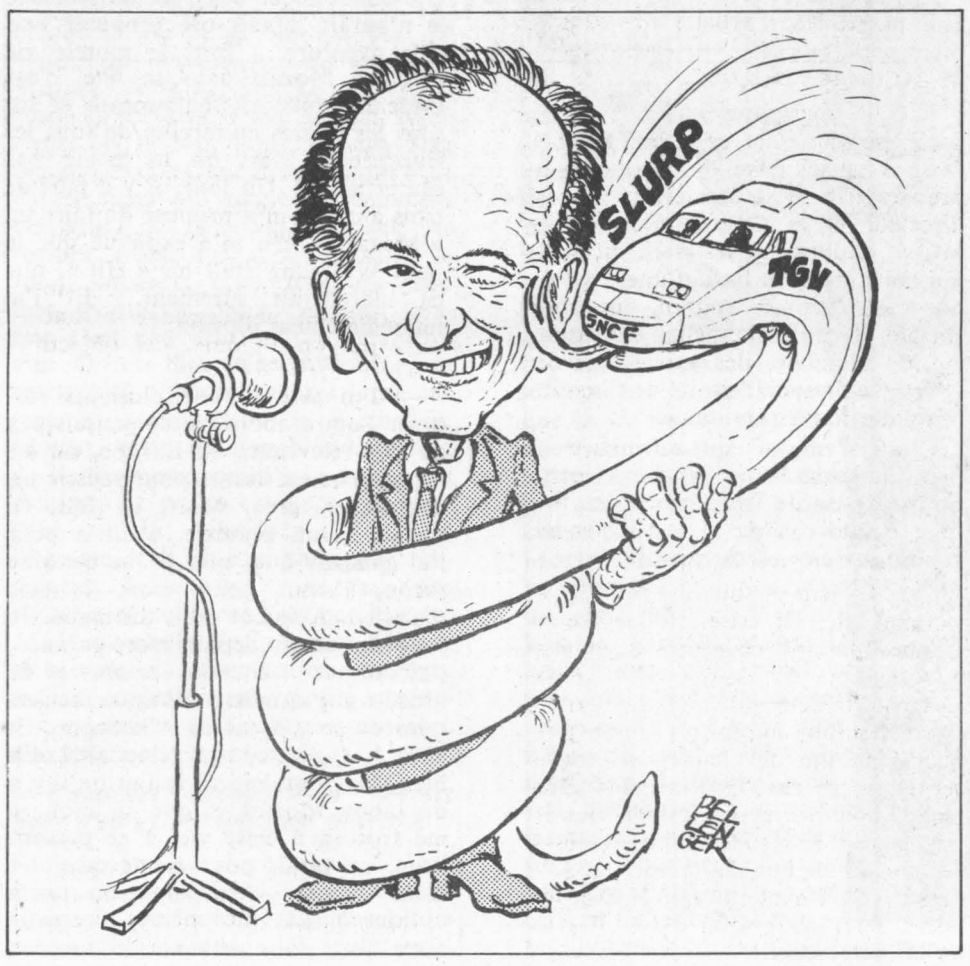
Une fois approuvées par les conseils municipaux, prises par le conseil de l'établissement public regroupant les communes de l'agglomération, les prescriptions du plan sont mises en œuvre conjointement par l'établissement public et les communes : il s'agit là d'une nouveauté importante qui permet de dépasser la difficulté liée au fait que les pouvoirs de réglementer la circulation et le stationnement étaient jusqu'ici uniquement réservés aux maires des communes. Pour les transports de marchandises, la loi met en place des dispositions visant à assainir les conditions d'activité, notamment celles des routiers et des bateliers : l'accès aux différentes professions du transport est maintenant soumis à attestation de capacité professionnelle et à certaines garanties financières ; les contrats de transports sont obligatoires et explicitent les responsabilités des parties, notamment en matière de fixation des prix et des modalités d'exécution de la prestation ; le recours à la sous-traitance est encadré dans des règles plus strictes qui permettent de résorber le « tractionnariat », forme moderne de l'esclavage dans ce secteur et qui a connu un développement insensé dans les dernières années.

Les conditions sociales et de sécurité dans les transports feront l'objet d'une amélioration rapide, d'autant plus indispensable que ce secteur subissait un retard important et qu'il était inadmissible qu'il restât à l'écart du progrès social en cours dans la plupart des activités économiques. En complément du cadre mis en place par la loi, l'évolution du transport routier en France passe par des incitations aux regroupements d'entreprises, car « l'atomisation » actuelle constitue un lourd handicap (2/3 des 30 000 entreprises du secteur ont moins de six salariés !). En outre, les moyens technologiques modernes peuvent accroître de façon spectaculaire la productivité des transports de marchandises au bénéfice d'une amélioration des conditions de travail : la télématique a de ce point de vue un rôle significatif à jouer.

Les grandes infrastructures (T.g.v. Atlantique, Canal Rhin/Rhône par exemple) et les choix technologiques (avion A.t.r. 42, projet de tramway français...) sont désormais soumis à une évaluation préalable sur la base d'une approche qui prend en compte l'ensemble des modes de transport ainsi que l'efficacité économique et sociale de l'opération : pour des investissements aussi déterminants sur l'avenir du pays et sur l'aménagement du territoire, la planification démocratique et décentralisée est affirmée comme la seule démarche possible et devrait éviter des erreurs lourdes de conséquences. La publicité des évaluations avant le lancement des projets est une garantie d'enrichissement du débat démocratique. Le schéma de développement du transport fluvial s'inscrit dans cette démarche : il dégagera les priorités quant aux travaux à mener sur le réseau des voies navigables et indiquera les actions à entreprendre pour mieux adapter les professions batelières aux besoins de l'économie.

Acteur important de la nouvelle politique des transports, la S.n.c.f., dont le statut a été modifié (2), doit trouver un second souffle. L'assainissement progressif de sa situation financière, catastrophique du fait de l'incurie des gouvernements précédents, la définition de relations plus claires avec l'Etat dans son cahier des charges et son contrat de plan, l'harmonisation des conditions de concurrence entre les différents modes de transport sont autant de dispositions prévues par la loi d'orientation et qui permettent à la S.n.c.f. de connaître une véritable renaissance. En s'appuyant sur le travail, le dynamisme, l'imagination et la créativité des cheminots, la S.n.c.f. peut maintenant réorienter sa politique commerciale, s'intéresser à de nouvelles clientèles jusqu'ici un peu délaissées, reconquérir une meilleure place sur le marché des transports de marchandises, procéder à une réorganisation de son groupe pour en améliorer l'efficacité et la synergie, accroître sa productivité et redresser sa situation financière.

La tâche on le voit est immense : la loi d'orientation des transports intérieurs qui s'inscrit dans le droit fil de la politique préconisée depuis longtemps par le Parti socialiste permet cette évolution salutaire des différents modes de transports pour le plus grand bien de tous les Français, car tous, pour nos déplacements comme pour notre consommation, avons besoin d'un système de transport performant. ●



(1) Il s'agit d'une taxe payée par les entreprises et administrations employant plus de 9 salariés et assise sur les salaires inférieurs au plafond A de la Sécurité sociale (actuellement 7 080 F par mois).

(2) A compter du 1er janvier 1983, la S.n.c.f. devient un établissement public industriel et commercial doté d'une autonomie de gestion.

Bluwal libère Mozart

On a toujours menti sur Mozart. En neuf éblouissantes heures de télévision Marcel Bluwal dit la vérité sur un génie qui fut aussi un petit singe savant et un pauvre homme



Kipa

Michel Bouquet (Léopold Mozart) et Karol Zuber (Mozart enfant).

LE « Dom Juan » de Molière avec Piccoli, vous vous souvenez ? C'était il y a vingt ans et aujourd'hui l'œuvre n'a pas une ride. Normal, elle était signée Bluwal... Marcel Bluwal, c'est la télévision passionnée et passionnante. Peu tranquille, toujours tonique. De quoi ne jamais dormir sur ses deux oreilles.

Depuis le temps qu'on en réclamait, du Bluwal ! Le voici de retour. Avec une aventure titanesque : raconter Mozart en neuf heures. Pari osé, pari tenu : Mozart est là, portrait tout en ombres et lumière d'un génie considéré simplement comme un homme. La musique et la vie, conjugaison difficile. Mais Bluwal, fin musicien, n'est pas tombé dans le piège. Résultat : une biographie souple, coulante. La plus grosse émission jamais réalisée par les chaînes européennes. La vie d'un être humain qui fut aussi un génie. Avec ses hauts et ses bas ; ses joies, ses douleurs. Avec, aussi, la complicité de Michel Bouquet, fabuleux Leopold Mozart, de Stefano Satta Flores, irrésistible Da Ponte, de Martine Chevalier, puissante Constance et de trois Mozart étonnants : Karol Zuber, Jean-François Dichamp et Christoph Bantzer. Mozart avec passion, la télé passionnément !

« L'UNITE » : Marcel Bluwal, vous vous êtes souvent attaqué à de grands auteurs à travers leurs œuvres — le « Dom Juan » de Molière, « la Double Inconstance » de Marivaux — ou bien à des figures de légende comme Vidocq. Voici aujourd'hui Mozart, non plus une œuvre mais un homme. Comment accepte-t-on de se lancer à l'assaut d'un personnage aussi énorme, quasi mythique ?

MARCEL BLUWAL : Justement, on n'accepte pas une pareille idée ! Et cela n'existe que parce que c'est une commande. Seul, de moi-même, je n'aurais jamais osé proposer une telle aventure... Tout le monde vit avec un Mozart dans sa tête, c'est évident. Molière, Shakespeare et lui sont les assises culturelles de tous les Européens. Mais on ne pense pas sauter le pas. Un jour, il y a plus de trois ans, on m'a proposé de faire un « Mozart ». On m'a expliqué que le petit Wolfgang était un « Hit », que ça marcherait sûrement... Et j'ai immédiatement dit non.

— Vous aviez peur ?

— J'ai refusé pour plusieurs raisons. Tout d'abord, je ne pensais pas qu'à la télévision, en Europe, on ait les moyens suffisants pour réussir un coup aussi gros. Mais, en fait, ce n'était qu'un prétexte. Petit à petit j'ai compris que, oui, d'une certaine façon, j'avais peur. Bon, je suis musicien. Amateur mais distingué. Je joue du piano depuis mon enfance, j'ai toujours fréquenté les œuvres de Mozart et j'ai même mis en scène certains de ses opéras en Allemagne. Et alors ? Qu'est-ce qui clochait ? Eh bien, tout simplement le fait qu'il y a un tabou Mozart et que si, moi, je me frottais à cette vie, à ce personnage, ce serait pour bouleverser les idées reçues. Accepterait-on cette optique ? Et moi-même, serais-je assez fort pour attaquer le taureau par les cornes ? Voilà mes hésitations...

— On vit sur une fausse idée de Mozart ?

— Et comment ! Certes, il y a bien un petit cénacle très cultivé et très parisien qui sait que Mozart c'est complètement différent de ce que l'on en dit depuis un siècle et demi... Mais ces gens pèsent d'un poids trop léger, trop particulier ! Cette rencontre avec Mozart a ressemblé à ma rencontre avec Molière, il y a vingt ans, à travers « Dom Juan ». J'avais joué franc jeu, balayé les nuages douceâtres dont l'homme et l'œuvre étaient encore recouverts. Aujourd'hui, l'expérience quotidienne théâtrale et littéraire le prouve, le concept de ce qu'est Molière a bougé. Et peut-être ai-je joué un rôle dans ce léger bouleversement. Molière n'est plus le chantre merveilleux des qualités bourgeoises moyennes tel qu'on me l'avait enseigné au lycée. Le Molière emmerdant comme la pluie ! Pour moi, Mozart, cela devait finir de la même façon ou ne pas être. Ce compositeur, c'est un phénomène incontournable de notre culture ; c'est le musicien que tout le monde connaît parce que, même si l'on est paysan dans le Cantal, on a un jour ou l'autre entendu « la Petite Musique de nuit ». Seulement voilà, ce géant, il fallait le plier puisque, d'une façon ou d'une autre, on butait toujours dessus. Il fallait le rendre comestible. Il est là ? Bon, alors qu'il soit simple, facile, enchanteur. Qu'il ne soit pas là pour déranger, en quelque sorte ! Alors on a menti sur Mozart ; on l'a reconstruit de toutes pièces. Il est né des souvenirs de sa veuve, réorchestrés pour la circonstance, et on a fait de lui un être angélique auteur d'une musique angélique. Dans les milieux intellectuels ou musicaux, cela se transformait en expressions du genre « perfection de la forme », « divinité », etc. Dans la pièce de Peter Shaffer, « Amadeus », ce qui est le plus choquant, ce n'est pas le ton, mais l'idée d'un Mozart image vivante de Dieu sur la terre. L'homme pur, parfait, que la médiocrité de Saliéri voulait vaincre. Or ce n'est pas du tout vrai. Ce n'est pas cela, Mozart ! En fait, je me suis pris un rendez-vous avec moi-même pour m'interroger sérieusement : on en parle ou on n'en parle pas ? Le tabou, on passe par dessus ou on s'aplatit devant ? J'ai eu envie de secouer l'arbre aux mensonges, de libérer Mozart. Alors, finalement, j'ai accepté. Et les problèmes ont commencé... Mais je dois dire aussi que je n'aurais jamais fait cette série sans l'accord de Michel Bouquet, Stefano Satta-Florès, Martine Chevalier et Christoph Bantzer.

— Vous avez sans doute relu toutes les biographies, la correspondance de Mozart...

— Tout. J'ai tout relu. En français, en allemand... Plus je lisais, plus mon impression sur Mozart se concrétisait : oui, on avait truqué le personnage mais lui-même s'était prêté à ce jeu. L'idéologie bourgeoise — disons les mots comme ils sont —



Marcel Bluwal dirigeant son « Mozart ».

Kipa

a rendu Mozart comestible en en faisant un ange. On lui a ôté tout sexe ; on en a fait un musicien chrétien qui a composé son « Requiem » sur son lit de mort. Faux, archi-faux. De Mozart, on a toutes les lettres. On peut donc vérifier sur pièces. Et ce n'est pas un mince travail ! Mozart, il faut le lire derrière les mots, entre les lignes. C'était un menteur permanent, terrible ; un clown pirouettant sans cesse pour masquer une personnalité fragile. Cela dit, on sait à présent qu'un certain nombre des lettres que l'on possède sont des faux fabriqués justement pour conforter l'image de l'angélisme. En musique, c'est pareil. Il faut le lire derrière ses notes, car lui-même a offert des gants pour aseptiser ses œuvres... Il a brouillé les pistes et, après lui, on a continué. Mais heureusement, les derniers travaux que l'on a sur lui — Hildesheimer, notamment, en Allemagne — démontrent bien le processus suivi au cours du XIXe puis du XXe siècles pour affadir Mozart.

— Et quel est le Mozart qui est apparu ; qui vous est apparu ?

— Une évidence, tout d'abord : sa musique ne ressemble pas du tout à sa vie. Contrairement à ce que l'on a bien voulu dire, sa musique n'a pas coloré sa vie et sa vie n'a pas été colorée par la musique. La musique de Mozart, ce n'est pas la perfection formelle au sein d'une beauté supérieure — le tout vous menant à la béatitude. C'est une musique qui s'est coulée dans un moule extrêmement classique, qui n'a pas renouvelé les formes mais qui a transformé le fond. Mozart, c'est toujours trop lent, trop dramatique. Ou bien, lorsque c'est gai, cela va toujours trop vite. On est bien loin, à l'écoute, de ces statues olympiennes qui représentent le compositeur à Salzbourg. Mozart, c'est un approfondissement de la douleur et de la joie dans leurs extrêmes ; c'est un choc entre la blessure et la fébrilité. D'ailleurs l'homme était un cyclothymique permanent. Seulement, il ne faut pas chercher à expliquer l'un par l'autre. J'ai donc choisi de présenter Mozart et sa musique, deux trajets. Et deux trajets contraires puisqu'on obtient une vie qui se défait et une musique, une œuvre qui se construit.

— Comment découpe-t-on Mozart pour n'en garder que neuf heures ?

— Mais neuf heures, c'est énorme ! Vous ne vous rendez pas compte que c'est fabuleux ! Le temps, c'est d'ailleurs la seule supériorité de la télévision sur le cinéma. S'étendre sur la durée et ne pas être obligé de construire l'histoire sur le schéma cinématographique classique : intrigue, crise, solution ; intrigue, crise, solution, etc. Ne pas boucler les étapes — mes « épisodes » n'ont ni début ni fin — ; ne pas construire de nœud dramatique explicatif... Créer un compagnonnage... Cela dit, un problème se posait : en neuf heures, comment raconter Mozart sans tomber dans le ramassis de clichés ? Dès le départ, j'ai explicitement souhaité que sa vie ne soit rien d'autre qu'une anecdote. La vie — la sienne, la vôtre, la mienne — se déroule et elle n'a pas de sens. Et je tiens tout spécialement à ce qu'elle n'en ait pas. Mozart était un génie, mais un génie ne se vit pas quotidiennement comme un génie. Mozart a vécu comme un homme, avec ses peines et ses bonheurs ; avec son travail, ses problèmes... Il n'a pas structuré sa vie en fonction du fait qu'il était un génie même s'il avait, c'est vrai, une haute opinion de lui-même. Non, c'était un être embourbé dans une pathologie infernale. Un pauvre type qui n'a pas su vivre, qui ne s'est jamais sorti de son père et qui en est mort. Pour dire cela, il fallait employer — le terme est idiot mais Brecht l'a dit avant moi — le mode épique : prendre des bouts, les coller les uns avec les autres sans rapport évident, de façon à restituer un tempo souple, variant comme la vie.

— Vous avez toujours été un metteur en scène audacieux, sachant bousculer les formes. Avez-vous été tenté, avec cette biographie, de trouver un nouveau type de narration ?

— Pour être franc, je vais vous dire que j'ai assez reçu de médailles en chocolat. Prouver une fois de plus que je sais faire face à l'œuvre que j'attaque ; que c'est MA version des choses — ce qui m'est arrivé avec « Dom Juan », Marivaux ou la « Lulu » de Widekind — basta ! J'ai hésité, c'est vrai. J'avais envie de chercher un style neuf pour dire la musique, c'est vrai aussi. Mais cela n'aurait touché qu'un petit clan, une société d'initiés. Alors j'ai renoncé. Là, j'ai vraiment voulu que tout le monde se sente concerné. Car c'est la seule façon de glisser mon message, à savoir faire bouger les idées reçues sur Mozart. Pour que l'entreprise porte ses fruits, il fallait que l'œuvre

(suite en page 26)

(suite de la page 25)

soit aisément perceptible. De là cette forme très simple qui, par accumulation, donne un résultat assez fort. Des gens vont se gratter le crâne en disant : « Quoi ? mais où est donc passé Bluwal — l'inventeur ? »... Je m'en fiche. J'ai préféré parler à tout le monde. En fait : employer le langage commun pour dire des choses peu communes, inhabituelles, différentes.

— La différence de discours, on la sent dès le début. D'habitude, on dépeint l'enfant Mozart comme le virtuose miraculeux. Vous avez choisi, vous, de montrer avec cruauté un enfant exploité ; un singe savant.

— Ce qui était la réalité. Et ce dont Wolfgang ne s'est jamais réellement remis. Il y avait bien un miracle, mais je n'ai pas voulu entrer dedans. Je l'ai présenté, c'est tout. Une façon d'amener, dès le second épisode, la rupture avec Leopold, le père. Un bien curieux homme, Leopold. Très ambigu et totalement double. Il reconnaissait très sincèrement le génie de son fils mais, en même temps, il le vendait, l'exploitait. En prétendant que c'était pour le bien du gosse, mais ce n'était que pour sa gloriole personnelle. D'ailleurs Leopold compte pour moi tout autant que Wolfgang. D'une certaine façon, j'aurais pu appeler la série « les Mozart ». Wolfgang a pris tous les traits de son père : persécuté comme lui, arriviste comme lui. Mozart était terriblement arriviste, mais il était coincé entre son désir de conquérir et son génie qui l'empêchait d'être réellement perçu par les gens de son époque. Dans un épisode, j'ai repris une lettre authentique de Wolfgang où il explique sa conception d'un concerto : « Lorsque je compose un concerto, dit-il, je fais A + B. A, c'est la musique que tout le monde peut comprendre ; B, c'est la musique que j'aime. Si je n'écrivais que la première, j'aurais honte et si je n'écrivais que la seconde, j'irais coucher sous les ponts... » Toute sa vie, il a essayé d'être un équilibriste. Et il est tombé du mauvais côté.

— L'opposition entre Leopold et Wolfgang, c'est aussi l'opposition entre deux époques totalement différentes...

— Absolument. Pour dire cela, j'ai utilisé des tempos différents. Au début, il y a un tempo lent ; un tempo de la glaciation. C'est gris, froid ; c'est le rythme du baroque, de l'absolutisme. Puis ça se met à tourner de plus en plus vite et, à la fin, le tempo est nerveux, beaucoup plus proche de notre époque à nous. Leopold, c'est le temps de l'absolutisme qui meurt et Wolfgang, le temps de la modernité qui commence. Oui, Mozart est un compositeur moderne — ce qui ne veut pas dire qu'il ait été révolutionnaire. Il n'a pas compris 1789, il n'a pas saisi l'évolution politique. Mais il a été un individualiste. Le premier « free lance » de la musique. Et c'est déjà ça ! Son temps ressemble étrangement au nôtre en ce sens qu'il ne compte plus de certitude. Pour lui, il n'y avait plus la certitude de l'absolutisme, mais le pouvoir royal était encore là. Pour nous, le capitalisme, qui n'est pas arrivé au bout de sa pratique, n'a plus beaucoup de poids théorique. Et le marxisme demeure opératoire mais n'a compté, jusqu'à présent, que des expériences dangereuses. Nous flottons comme ils flottaient. Je crois que j'ai pu comprendre cette époque parce qu'étant matérialiste je n'y ai pas introduit d'éléments idéalistes. Et ce XVIIIe siècle finissant n'était pas idéaliste.

— Finalement, qu'est-ce que vous espérez de ce « Mozart » ?

— Tant de choses... D'abord qu'il donne aux gens un appétit pour sa musique. Et puis, peut-être, qu'il les fasse réfléchir au problème de l'artiste. L'idéologie bourgeoise a imposé au monde la notion sublime de l'inspiration et de l'artiste en tant que jouet de son inspiration. Quelle escroquerie ! L'artiste a toujours été et sera toujours l'homme de la commande, car c'est la commande, l'argent que l'on donne qui mènent le monde. Chez Mozart, tout a été commandé et sans le fait du prince, on n'aurait pas les merveilles que l'on a. Si je pouvais contribuer un tout petit peu à détruire le mythe de l'inspiration, de la divinité qui descend sur l'artiste et le fait écrire, alors j'aurais avancé d'un pas ! Il faut sortir Mozart de la notion d'idéalisme. Il faut expliquer clairement que c'est la commande qui a permis « les Noces de Figaro » devant lesquelles on se pâme... Et puis il faudrait que les gens écoutent enfin Mozart autrement que comme de la « jolie musique ». Pour les Français : Mozart, perruque poudrée = classique. Pas vrai. Mozart était un romantique issu du « Sturm und Drang » allemand. Beaucoup plus romantique que Beethoven. D'ailleurs, pour finir, je choisirai la très célèbre pirouette : Beethoven est le premier mais Mozart est le seul.

(propos recueillis par FABIAN GASTELLIER)

Hitchcock prend tout son relief

Il est reparti comme il était venu, le monstre écailleux en trois dimensions invité mardi dernier par Eddy Mitchell. Mais nous conservons nos lunettes bicolores, pour une prochaine fois si F.r.3 le veut bien.

En attendant, les Parisiens peuvent aller voir dans les salles obscures comment fonctionne ce même « effet relief » sur grand écran. Tous les dix ans, on a droit à une relance du procédé, qui se heurte chaque fois à la médiocrité des films eux-mêmes (exemple récent : « Parasite ») autant qu'à l'inconfort des lunettes de carton (exception : le Panrama, qui présente toutefois d'autres inconvénients). Et puis plus rien.

Mais cette fois, nous sommes gâtés : trois films d'un coup ! Deux pour enfants, d'origine soviétique : « le Cavalier au cheval d'or » et « le Poulain pommelé ». Et un film pour adultes, « Le crime était presque parfait » : mais oui, le bon vieux Hitchcock de 1954 que vous connaissez... Ou plutôt que vous croyez connaître. Même si le maître Alfred a usé avec discrétion (avec trop de discrétion, disent même les grincheux) du procédé, en « 3 D » son film prend, c'est le cas de le dire, une autre dimension. Le cadran du téléphone ou la fameuse clé propice au suspense deviennent des personnages à part entière... Et vite, que les studios Action nous donnent maintenant comme promis Vincent Price en relief : « l'Homme au masque de cire », vite !

S.R.



Au risque de vous déplaire

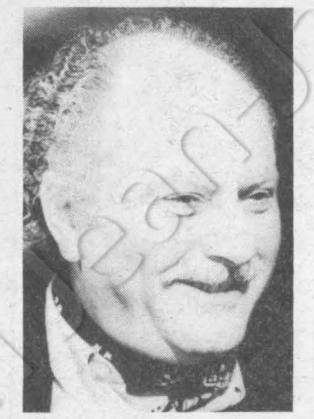
PAR FABIAN GASTELLIER

A partir de cette semaine, nous télévisionnons pour vous. Jour après jour, nous allons déchaîner les chaînes. Un programme ? Une grille ? Surtout pas. Nos goûts et nos couleurs. Pour jouer franc jeu. Ne vous en déplaise...

VENDREDI 22 OCTOBRE

T.f.1. Les cinglés du music-hall - 20 h 35 de Jean-Christophe Averty.

Si vous connaissez l'émission de radio du même titre et du même auteur, vous êtes évidemment déjà branché sur la première chaîne. Si ce n'est pas le cas, ne dormez pas idiot et partez à



Michel Polac.

la découverte du music-hall tel qu'il fut au milieu du XIXe siècle : Poésie populaire authentique, délire verbal et femme à barbe. En plus, Averty zozote à plaisir et présente le tout en vers. Irrésistible.

F.r.3. De la rue de Siam à Recouvrance - 21 h 35 de Caroline Cler et Mari Kermareg.

Brest. D'hier et d'aujourd'hui. Des poètes et des marins. La Brest de Prévert comme celle des filles à matelots. Balade nostalgique à travers une ville rasée, habitée de sa propre mythologie. Rengaines signées Jacqueline Danno, Pierre Menoret ou Mac Orlan. Chants bretons. Un atout cœur pour vous noyer l'âme de brume.

SAMEDI 23 OCTOBRE

T.f.1. Droit de réponse : les routiers - 20 h 35 de Michel Polac.

Titre exact : pour qui roulent-ils ? D'accord, Polac va encore bousiller l'émission avec son habituel cafouillis mais ce n'est peut-être pas une raison pour bouder l'empoignade.

A.2. « Deuil en 24 heures » - n° 3 - 21 h 50 de Franck Cassenti d'après Vladimir Pozner.

La débâcle de 40, épisode n° 3. Toujours aussi fabuleux, toujours aussi fort. Cuny encore plus monolithique et grimaçant que jamais et Bohringer encore plus génial si c'est possible (oui, c'est possible. Décidément, quel comédien !). Avec « Deuil en 24 heures », Cassenti réconcilie feuilleton et politique, divertissement et histoire. Et Pozner regarde vraiment la France au fond des yeux...

F.r.3. R.A.S. rien à signaler. Non pas le film, le vide...

DIMANCHE 24 OCTOBRE

T.f.1. « Mozart n° 1 » - 20 h 35, de Marcel Bluwal.

Wolfgang enfant, chien savant manipulé par Léopold, son père, dans la grisaille des châteaux de Bavière — Michel Bouquet se surpasse, Marcel Bluwal se dépasse. Si Mozart avait du génie, eux aussi. (Voir entretien dans ce même numéro.)

A.2. Bourvil, un éclat de rire - 20 h 35, proposé par Catherine Dupuis.

Témoignages et hommages. Un clin d'œil à l'un des plus grands de notre cinéma de toujours. Un éclat de rire qui donne aussi la larme à l'œil.

Une émission qui permet à des adolescents d'écrire et de monter en film leur propre histoire. Ce soir, six garçons et trois filles de Saint-Laurent-du-Var. La télévision offerte à tous par l'un des messieurs de la Haute Autorité.

MERCREDI 27 OCTOBRE

T.f.1. Musique en délire - 21 h 35.

Un concert-gag dédié à la mémoire de Gérard Hoffnung, l'homme qui inventa le surréalisme musical. Ne pas rater la « grande ouverture pour trois aspirateurs, une cireuse et un grand orchestre »

Remue-méninges - 22 h 10. De Gilbert Lauzun et Claude Otzenberger.

Pas toujours réussi mais souvent marrant. Insolite et dérangeant. Chic et choc, quoi.... Et



L'émission de la semaine : Cinéma sans visa : « le Dieu noir et le Diable blond » - de Glauber Rocha.

Jean Lacouture a tapé dans le mille : son « cinéma sans visa » est réellement passionnant. Des films peu connus et des discussions pour passer habilement du septième art à la politique, c'est la recette des dossiers de l'écran avec le talent, le goût du risque et la boulimie cinéphile en plus. « Le Dieu noir et le Diable blond » date de 1964. Glauber Rocha, mort récemment, filmait la misère du Nord-Est brésilien, la révolte des cangaceiros et le massacre général des pays ordonné par les grands propriétaires. Une œuvre lyrique, « opératique » qui montrait la réalité sociale du Brésil à travers une image volontiers baroque et un montage fiévreux.

F.r.3 — 20 h 35

MARDI 26 OCTOBRE.

T.f.1. Jean-Michel Jarre en Chine - 21 h 35.

Les concerts débiles d'un musicien sous-développé au pays de la révolution culturelle. Nous prions les Chinois de bien vouloir nous excuser. La prochaine fois, on enverra mieux.

A.2. Mardi Cinéma : « Mon amie Flicka » - 20 h 40 de Harold Schuster.

Pour les passionnés de chevaux et les fanatiques de romans de Mary O'Hara, l'histoire sincère d'un amour éternel entre un gamin et une jument... Ou carrément bêta ou carrément porno. Vu l'heure...

F.r.3. Parole donnée : les écorchés du Point du Jour - 22 h 50. De Daniel Karlin et Claude Otzenberger.

comme il y a plusieurs séquences, on peut piocher. Esprits chagrins s'abstenir mais nous, on n'a pas honte, on avoue : on aime.

F.r.3.

Bof. Non, pas le film, le sentiment. Et si on lisait un livre ?

JEUDI 28 OCTOBRE

T.f.1. « Mozart n° 2» - 20 h 35. De Marcel Bluwal.

La suite. La rupture avec le père et l'Eglise. Sublime ! Et il y a encore quatre épisodes comme ça...

A.2. L'histoire en question : le mur de Berlin - 20 h 35. D'Alain Decaux.

21 ans déjà. La honte n'a pas de rides. Comme toujours, avec Decaux, c'est captivant.

Paris reste une vitrine sans pareille

La Foire internationale d'art contemporain (Fiac) est un moment où l'on peut diagnostiquer l'état de santé du marché de l'art : la poule aux oeufs d'or n'est pas morte même si elle est bien malade

PAR LUCIEN CURZI

POUR sa neuvième édition, la Foire internationale d'art contemporain (Fiac), qui ouvre ses portes ce 22 octobre, peut apparaître comme la seule manifestation européenne encore à même de réunir, sans esprit de chapelle, les initiatives dynamiques du marché mondial des œuvres d'art. Avec 147 galeries, dont une majorité de françaises, mais 7 des Etats-Unis, 23 d'Italie, 3 du Japon, 6 de Grande-Bretagne, 4 d'Espagne et même 1 du Venezuela, la Fiac modèle 1982 rassemble des marchands de 18 pays, aux yeux de qui Paris reste une vitrine sans pareille.

Ils ont payé leurs emplacements à raison de 600 francs le mètre carré tout compris (au Salon des antiquaires, dont un record des ventes a été atteint récemment, le prix était de 3 000 francs auxquels devait s'ajouter l'équipement des stands). La superficie de l'ensemble, architecturé sous le vélum élégant masquant les structures de la grande verrière, avoisine 1 ha 200, réparti en boxes de 18 à 130 mètres carrés. Une fois encore, l'offre n'a pu satisfaire la demande des galeries candidates. A la Fiac, l'espace d'hébergement n'est pas extensible. Et c'est sur un circuit astucieusement imaginé que cent mille visiteurs sont attendus, soit 20 % de plus par rapport à l'an dernier. Un tel brassage n'est pas indicatif des affaires traitées, mais il faut convenir qu'aucune galerie de renom ne peut rêver d'un public aussi nombreux, motivé et cosmopolite.

Lorsque Cassel, Sao-Paulo et même Venise, qui ont leur « mostra », battent de l'aile, victimes de leur jeu trop engagé envers les expériences contemporaines, Paris demeure, malgré tout. Ici, collectionneurs et courtiers, galeries et institutions peuvent, parmi les propositions les plus contradictoires, les courants divers, mesurer ce qui est recherché, détecter ce qui s'amorce, pressentir ce qui aura quelque chance de plaire.

Qui achète quoi ?

Si la peinture est privilégiée, la sculpture a aussi une place non négligeable. Mais la photographie fait une entrée fracassante, si l'on ose dire, puisqu'elle se voit gratifiée de cent mètres de cimaises, présentées par dix galeries, dont celles d'un trio de femmes, Agathe Gaillard, Michèle Chomette et Viviane Esders. Il est vrai que la photo originale (*) due, par exemple, à Le Gray ou Fenton, signée Stieglitz, Atget, Strand, Weston etc., ou encore estampillée en tant qu'« œuvre unique », selon les procédés de rayogrammes, voire de collages, atteint des cotes singulières : de 10 à 55 000 francs pour l'originale, de 4 à 6000 lorsqu'il s'agit d'une photographie contemporaine (Diane Arbus, Gibson, Friedlander). Les amateurs peuvent se contenter d'un tirage garanti par une vedette d'aujourd'hui, offert entre 1 000 et 5 000 francs. Dans ce domaine aussi, le marché américain infléchit et oriente le goût public.



Photo de Diane Arbus.

Le moyen d'expression et d'échange encore considéré comme majeur se trouve être la peinture, partagée en trois familles : ancienne (jusqu'en 1910, avènement de l'abstraction lyrique avec Kandinsky), moderne (de 1910 à 1950), contemporaine (celle des vingt années passées et des artistes vivants). Cette division arbitraire demanderait d'être affinée car douze galeries « dans le vent » s'attachent, pour la première fois, aux « nouvelles tendances », sorte de « melting-pot » artistique, où le culot et l'immaturité sont appréciés pareils à une fraîche vertu.

Au centre de gravité est donc la peinture autour de laquelle s'échelonnent les activités des imprimeurs spécialisés en lithographie et gravure, en reproduction et, dans ses composantes, l'édition d'art. Mais, dès lors que l'on s'enquiert de savoir qui achète quoi, surtout à quel prix, les bouches sont cousues. La Fiac montre ses étiquettes, mais bien malin serait celui qui peut démêler l'information vraie (la facture exacte payée pour telle œuvre au prix affiché qui, soit dit en passant, est connue des services du ministère des Finances) du coup d'intox. Sur chaque stand, les pastilles rouges des pièces retenues sont supposées telles, c'est-à-dire effectivement vendues ou non.

En revanche, il est assuré que les affaires s'accélèrent autour des opérations de courtage. Elles intéressent essentiellement les marchands entre eux, moins les musées, assez peu les collectionneurs privés. En effet, on touche là un point névralgique. Si, en règle générale, les Français aisés protègent, contre vents et marées, leur bas de laine, s'ils s'entichent avec passion des antiquités, ils demeurent, au contraire des Anglais, Allemands, Suisses, Italiens, Scandinaves, Hollandais, volontiers tentés et fixés par les valeurs établies. 80 % du volume global du marché de l'art national sont représentés par l'exportation. En 1981, cette dernière a oscillé autour de 700 millions de francs. Ce chiffre est sensiblement égal en 1982 (statistique fournie par le Comité professionnel des galeries). Or, la Grande-Bretagne fait, à l'étranger, quatre fois mieux que nous. Pourtant nous la dépassions d'une tête... avant 1968 ! Certes, la poule aux œufs d'or n'est pas tuée, mais elle a été quelque peu anémiée. Londres a ravi à Paris la couronne des grandes ventes publiques où passent les grosses pièces, qu'a pris l'habitude de négocier une maison comme Sotheby's.

Bien entendu, la crise internationale, en particulier la méfiance entretenue envers le franc, a ralenti les affaires. Les professionnels se félicitent néanmoins de ce que Matignon n'ait pas inclus les œuvres d'art dans le calcul de l'assiette d'imposition (rappelons que la taxation, lors des ventes, est passée de 3 à 6 %, qui pallie l'inconvénient de la mesure préalablement envisagée). Dans le cas inverse, on aurait assisté, parallèlement à la fuite des capitaux, à un repli asphyxiant des affaires vers des places mieux abritées. Londres, mais aussi Zurich, Milan, Bruxelles auraient accueilli, non sans enthousiasme, une manne inespérée.

Cela dit, quelle est, à la Fiac, la place dévolue à la création actuelle ? Cette fois, 75 marchands promettent une ou plusieurs expositions personnelles. Ces « one man shows » ont pour but évident de fixer l'attention des amateurs sur des travaux au sujet de quoi les galeries entendent faire un effort publicitaire.

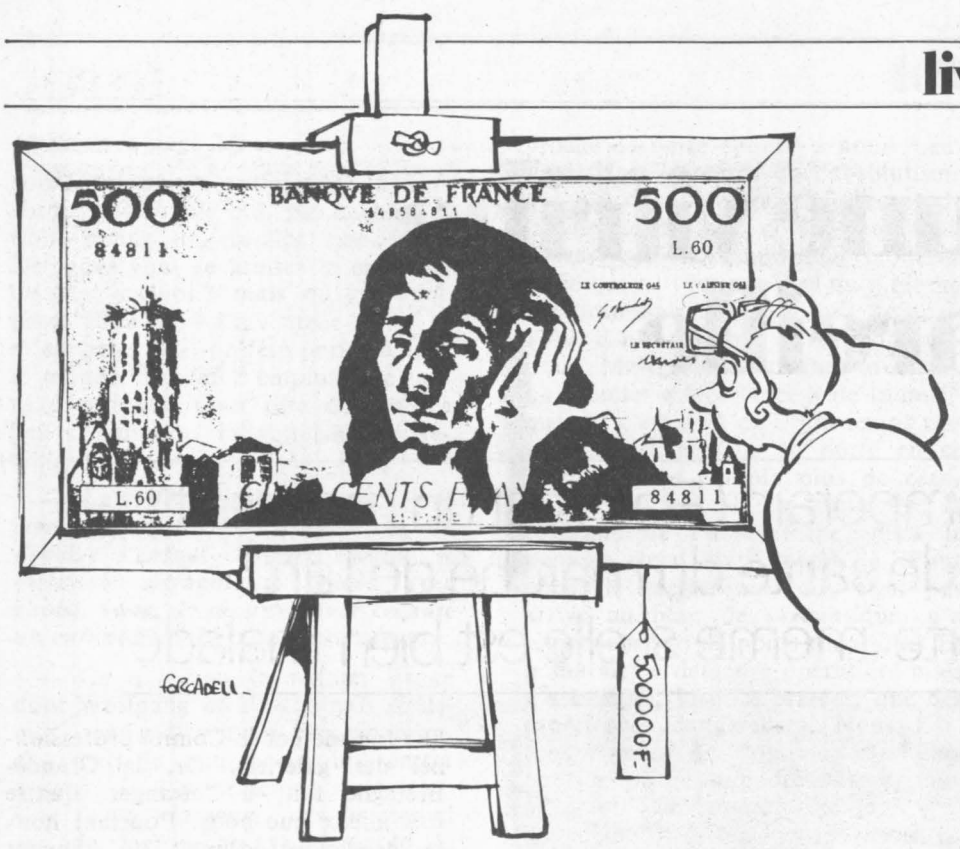
Le pouls du marché

Mais ces créneaux, par qui sont-ils occupés ? Très peu d'inconnus, car ils se révèlent à « haut risque », comme on aime à dire dans ce métier. On veut signifier par là qu'ils ne sont pas rentables, ni vis-à-vis des amateurs ni du côté des médias. C'est un cercle vicieux, bien sûr dans la mesure où le nouveau de qualité devrait être mieux encouragé.

Les projecteurs de l'actualité sont d'abord inclinés sur les œuvres faites, celles des incontestables, les Picasso, Miro, Alberto Magnelli, Giorgio de Chirico, Germaine Richier. Ils éclairent aussi celles de renom transnational comme Linstrom, César, Messagier, Fassianos, Paul Rebeyrolle ou de gens encore peu connus en France, tels Renato Guttuso, Manzu, Cad'oro, Blomstedt. Enfin, ils s'attardent avec complaisance parmi des célébrités du moment, encouragées indirectement par les expositions du Centre Beaubourg, Marco Bagnoli, Eduardo Arroyo, Michel Humair (le musicien de jazz bien connu), J. Beuys, Corneille, Babou, Télémaque.

Des surprises sont néanmoins susceptibles de se faire jour avec la découverte, toujours possible, d'un petit génie. En l'occurrence, la présentation de cinquante photographies inédites du remarquable artiste russe Rodtschenko et la mise à la disposition des exposants, en vue de faciliter leurs déplacements, de cinq taxis peints, sous l'égide de la Fondation

(suite en page 28)



Et le vent mauvais les emporte

La tragédie de Griffin Creek qu'Anne Hébert raconte dans son roman "les Fous de Bassan" est-elle vraiment aussi inéluctable que les tempêtes d'équinoxe ?

PAR MICHELLE COQUILLAT

« Les Fous de Bassan », par Anne Hébert, aux éditions du Seuil.

TRAGEDIE à Griffin Creek, entre Cap Sec et Cap Sauvagine, dans un Canada imaginaire et clairement réel, habité par la violence des éléments qui s'y livrent des combats d'une violence inouïe : le vent, la mer, la tempête avec ces fous de Bassan qui ajoutent à leurs bruits la cacophonie de cris inarticulés qui répondent aux cris du jeune Perceval, l'adolescent fou de ne pouvoir percer le secret de toute cette sauvagerie.



Anne Hébert.

Anne Hébert a voulu faire de ce pays québécois une réalité pesant sur les individus, sortes d'êtres légers emportés par une nature puissante et qui les domine de sa force sexuelle. Ainsi Camus faisait-il de l'Etranger, cet homme si profondément impliqué dans le cosmos qu'il en devenait une espèce de schéma, une force agissante sous l'emprise d'une volonté sans conscience, lourde et définitive : le soleil. Ici la mer et le vent sont les grands protagonistes de l'affaire et le destin des plus faibles est de succomber à leur violence. Ainsi disparaissent, assassinées, violées, noyées, deux adolescentes : Nora et Olivia, quinze ans et dix-sept ans.

Histoire révoltante que celle de ces deux adolescentes victimes de forces que l'on nous présente si simplement comme naturelles. Mais le grand mérite de ce roman, qui retrouve une sorte de pureté antique, c'est de montrer sans équivoque le tribut qu'il faut payer à la bestialité sexuelle quand l'être, sans culture, s'abandonne à la pression d'éléments — le feu, l'air, l'eau — dans lesquels il croit retrouver ses propres pulsions intérieures. Sans culture ? Non pas. Les choses sont plus compliquées que cela. Il faudrait plutôt dire soumis à une culture simplifiée, où le destin de l'homme — le mâle — est d'être en rut, et donc violent, violeur et assassin, tandis que le destin de la femme — la femelle — est d'être consentante à cette violence, et victime désignée et tragiquement préparée. C'est cela, la tragédie de Griffin Creek, qui est aussi inéluctable que les tempêtes d'équinoxe. Une histoire romantique dans un décor grandiose.

Ces remarques faites sur un monde où le primitivisme, pour être poétique, n'en est pas moins d'une insoutenable cruauté, où l'homme, destructeur sauvage, ne répond qu'à des instincts sexuels de domination et de violence, et le dit, on peut s'abandonner au charme du roman. Charme ambigu et qui tient des deux mondes dans lesquels Anne Hébert fait évoluer ses personnages : l'Amérique, neuve, forte, avec les Etats-Unis tout proches ; la France et l'Angleterre, le vieux continent qui a laissé dans les âmes deux traces tangibles : pour la France, cette langue lyrique, consciente d'elle-même, pittoresque et précise ; pour l'Angleterre, ce puritanisme, cette âpreté religieuse dont le pasteur Nicolas porte en lui la pureté violente, le sens et le goût du péché, la fatalité assassine. Cette double dimension, que tous portent en eux, et Anne Hébert sans doute plus que tout autre, c'est le drame intérieur de chacun, tiraillé entre la sagesse ancestrale (que désespérément le pasteur Nicolas recherche dans le visage supposé de ses ancêtres) et la jeunesse du « nouveau monde ».

L'intrigue romanesque est menée très adroitement par les protagonistes eux-mêmes. D'abord par le pasteur à travers son journal, longtemps après les événements qui se sont passés en 1936 ; puis par le meurtrier Stevens, qui écrit (sans réponse) à son ami de Floride. Son frère, le fou, bégaye ensuite quelques paroles prophétiques (il y a toujurs des fous visionnaires dans la littérature anglo-saxonne). Enfin la parole est donnée aux deux petites victimes, dont l'une parle au-delà de la mort, parce qu'elle était évanescente, quand l'autre ne s'exprime que dans la vie qu'elle portait en elle avec violence. La conclusion, c'est le meurtrier lui-même qui la donne, avec la clef du drame, en 1982, reprenant le monologue avec l'ami, après plus de trente ans de prison.

Anne Hébert imagine alors pourquoi le meurtre, pourquoi le viol : la bestialité non contrôlée, l'effet de la tempête, et puis la mort, avec ce cri : « Vrai, c'est trop facile. » Si facile que les hommes sont tentés d'absoudre. Avec Anne Hébert, les femmes : non. ●

(suite de la page 27)

Peter Stuyvesant, par Morellet, Pistoletto, Spoerri, Viallat et Wim Schippers.

Le « haut de gamme » est donc surtout valorisé par la Fiac. Les cotes, en pareils cas, sont suivies avec curiosité, sinon quelque nervosité par le marché (là, placement et plaisir vont de pair). La Fiac est donc mieux que ce « gigantesque arbre de Noël » décrit avec enthousiasme par Daniel Gervis, président du comité d'organisation : elle est un moment où on peut diagnostiquer l'état de santé du marché de l'art.

A la suite des Etats-Unis où le négoce, après une année de léthargie, reprend du poil de la bête, la foire peut consacrer une relance des achats, même si pas mal de galeries américaines et allemandes la boudent encore. ●

(*) Définition par M. Chomette : « Tirages de collection faits par l'auteur ou sous sa supervision à partir du négatif original ou, dans certains cas (positif direct), sans négatif, et s'il s'agit de photographie ancienne des tirages datant de l'époque du négatif (vintages) ; toutes les œuvres étant garanties par le professionnalisme des exposants. »

Fiac : du 22 octobre au 1er novembre. Chaque jour de 12 h à 20 h ; samedi, dimanche et lundi 1er nov., de 10 à 20 h ; nocturne, jeudi 28, de 12 h à 23 h. Entrée : 30 F, étudiants 18 F. Renseignements pendant la Fiac : 296.09.14.

Aujourd'hui, l'édition complète de l'œuvre de

FRANÇOIS MITTERRAND

Parce que François Mitterrand est un grand écrivain, parce que sa vie se confond par moments avec l'histoire de notre pays, parce qu'aujourd'hui il est important de comprendre l'itinéraire de l'homme politique avec son idéal, ses grandes options, la Communauté Culturelle Rencontre a réuni tous ses ouvrages - jusque-là dispersés - et a créé cette édition complète.

Nous avons pensé que la manière la plus naturelle de vous présenter cette œuvre littéraire et cette collection réalisée dans la tradition bibliophilique, serait de vous offrir le premier volume en cadeau : *La Paille et le Grain.*

Et pour que vous puissiez encore mieux vous rendre compte de la variété et de l'intérêt de l'œuvre de François Mitterrand, nous vous enverrons également le deuxième volume de la collection, *Ici et maintenant,* pour une lecture gratuite, sans obligation d'achat. Si vous n'êtes pas séduit, vous pourrez nous retourner ces deux livres dans les dix jours sans rien nous devoir. Autrement, vous garderez *La Paille et le Grain* gratuitement, et ne paierez pour *Ici et maintenant* que 88 F (+ frais d'envoi).

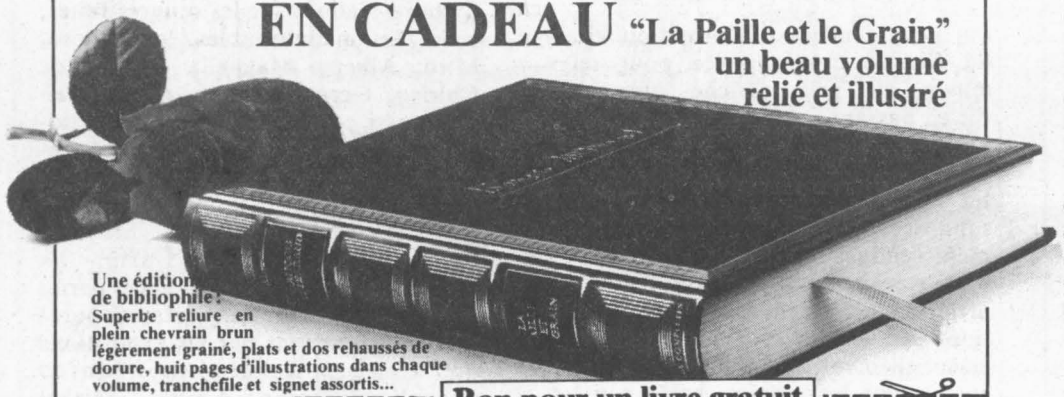
Puis, nous vous enverrons les onze autres volumes de cette collection, tous ensemble, le mois suivant, pour examen gratuit. Ceux que vous déciderez de garder vous seront facturés à raison d'un volume par mois au même prix de 88 F (+ frais d'envoi).

Vous aurez ainsi le plaisir de posséder très vite cette belle édition complète...en ne la payant que très lentement. Retournez votre bon dès aujourd'hui... demain, vous partagerez les réflexions et les émotions d'un grand écrivain.

Les autres titres de la collection :

Ma part de vérité ● Politique 1 (2 vol.) ● Politique 2 ● La Rose au poing ● L'Abeille et l'Architecte ● Présence française et abandon ● Le Coup d'Etat permanent ● La Chine au défi ● Aux frontières de l'union française ● Un socialisme du possible

EN CADEAU "La Paille et le Grain" un beau volume relié et illustré



Une édition de bibliophile : Superbe reliure en plein chevrain brun légèrement grainé, plats et dos rehaussés de dorure, huit pages d'illustrations dans chaque volume, tranchefile et signet assortis...

En cadeau

Cette magnifique médaille de François Mitterrand frappée par l'administration des Monnaies et Médailles pour recevoir cette pièce de collection répondez à notre offre dans les cinq jours.



(diamètre 35 mm).

Bon pour un livre gratuit

à compléter et à retourner à G.I.E.

Courrier Rencontre, 27027 Evreux Offre garantie jusqu'au 30.11.82

Veuillez m'envoyer La Paille et le Grain *de François Mitterrand, premier volume de l'édition complète de ses œuvres ainsi que la médaille à son effigie que vous désirez m'offrir en cadeau. Vous pourrez joindre pour une lecture gratuite, le second volume :* Ici et maintenant.

Je me réserve le droit de vous retourner votre envoi dans les 10 jours sans rien vous devoir. Autrement, je garderai La Paille et le Grain *ainsi que la superbe médaille et je ne paierai que* Ici et maintenant *au bas prix de 88 F (+ 7,20 F de frais d'envoi). Dès réception de mon règlement, vous pourrez m'envoyer pour examen gratuit les onze autres volumes de la collection. Ceux que je déciderai de garder me seront facturés à raison d'un par mois au prix en vigueur à ce jour, soit 88 F (+ 3,70 F de frais d'envoi).**

M. Mme Mlle Nom Prénom

Numéro Rue ou lieu-dit

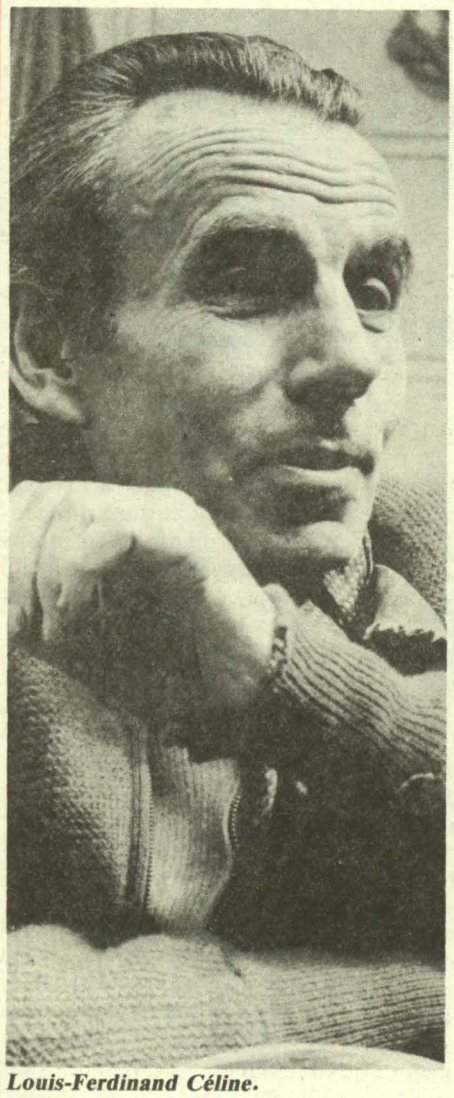
Commune

Code postal localité du bureau de poste : 5-1622/901/1011

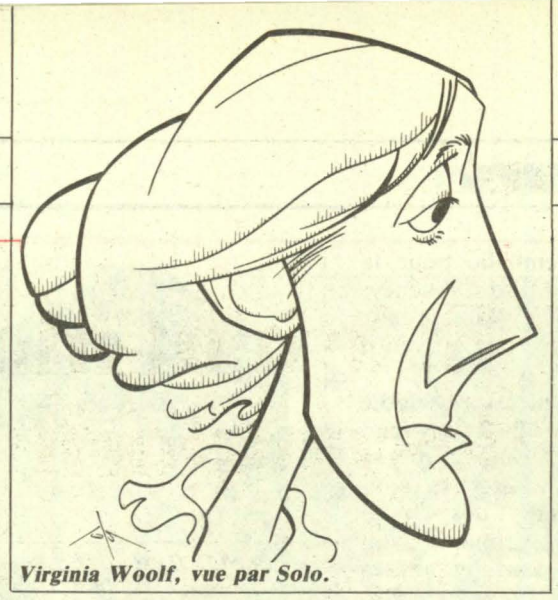
SIGNATURE pour les moins de 18 ans signature d'un des parents

*Tout volume non réglé reste la propriété des Editions Rencontre et pourra être retourné jusqu'à réception de sa facture. Offre limitée à la France métropolitaine, la Suisse et la Belgique. **SUISSE** : Rencontre, Case Postale, 1018 Lausanne **BELGIQUE** : Rencontre, B.P. 59, 1090 Bruxelles

Editions Rencontre S.A. Capital social : 3 507 000 Fr. Siège social : 29, chemin d'Entre-Bois, 1018 Lausanne - R.C. Lausanne 1314



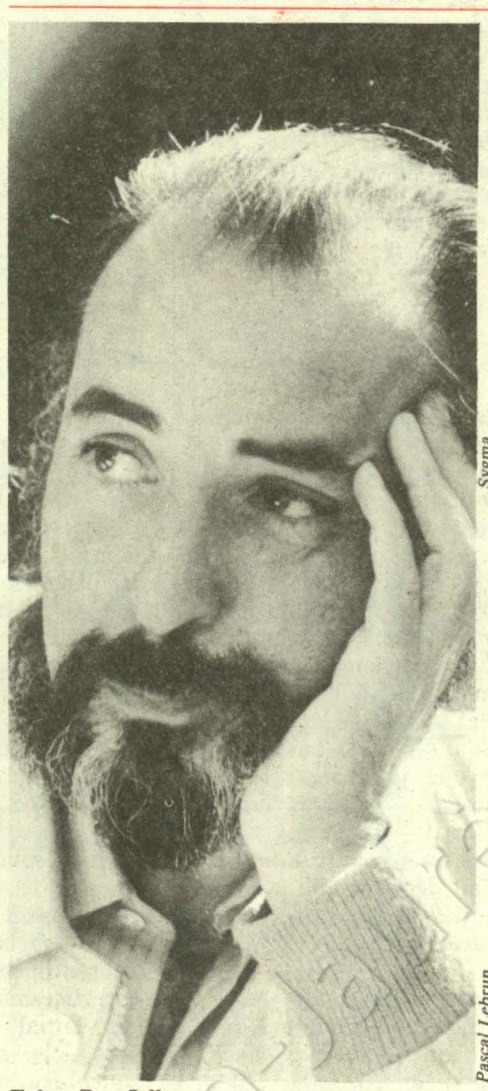
Louis-Ferdinand Céline.



Virginia Woolf, vue par Solo.



Christiane Singer.

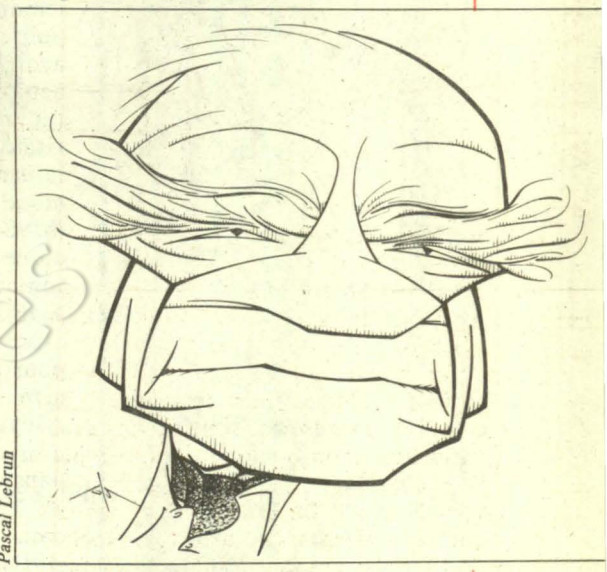


Tahar Ben Jelloun.



Sygma

Marguerite Yourcenar.



Pascal Lebrun

Alberto Moravia, vu par Solo.

Jean-Paul Liégeois vous fait les poches...

CHAQUE année les éditeurs français publient plus de vingt-cinq mille titres. Un bon tiers de cette production entre dans la catégorie appelée « littérature générale » : ces livres-là, à quelques best-sellers près, connaissent généralement une vie courte ; après quelques mois passés dans les rayons de librairies, ils finissent au pilon ; par centaines de milliers. Pour les livres, la peine de mort n'a pas encore été abolie...

Logique, dira-t-on, puisqu'un Français sur trois ne lit jamais et qu'un sur six seulement connaît le chemin des bibliothèques. Logique encore : le rapport de la Commission de réflexion sur le livre, présenté par Bernard Pingaud, n'appelle-t-il pas à « sauver la littérature » ? Logique, vraiment ? En cette année où le ministère de la Culture a dépensé des millions de francs dans une campagne pour la promotion du livre et de la lecture, en cette année où le budget de l'aide à la lecture publique a été augmenté de 219 % et où les subventions aux bibliothèques municipales ont progressé de 887 %, en 1982 donc, des livres sont morts par milliers en pleine jeunesse. Avant même que d'avoir vécu. Absurde !

C'est une question volontiers escamotée aussi bien par les éditeurs que par les libraires : tous les livres ont-ils vraiment le temps de vivre, de rencontrer leurs lecteurs ? Dans le système actuel de distribution la réponse est « non ». Car ce système ne traite pas à égalité tous les titres ; il privilégie les ouvrages faciles à vente rapide qui rapportent vite et gros, qui s'entassent en piles envahissantes ; il le fait au détriment du fonds littéraire qui s'ennuie dans les arrière-rayons avant de finir par disparaître.

Si l'on veut effectivement « sauver la littérature », il faut d'urgence lui trouver de nouveaux lecteurs, ou multiplier les lectures de ceux qui lisent déjà un peu. Théoriquement, c'est tout à fait possible. Pratiquement, c'est autrement coton : comment le novice va-t-il pouvoir se procurer, chez le libraire le plus proche, des titres qu'on lui a conseillés mais qui ont peut-être été publiés il y a déjà plusieurs mois ? Qu'il essaye, par exemple, d'acheter aujourd'hui « Radio Nuit » de Claude Mauriac, paru au printemps 1982, ou « le Tour du jour en quatre-vingt mondes » de Julio Cortazar, sorti à l'automne 1980. Un Mauriac à qui on ne promet pas de prix, un Cortazar de deux ans, c'est déjà passé ! Il faudra commander, attendre et repasser pour s'entendre finalement dire : « manquent provisoirement ». Ce qui ne signifie pas grand-chose puisque le tirage n'est pas encore « épuisé ». Alors, erreur de l'ordinateur du diffuseur ? Désintérêt de l'éditeur ? Paresse du libraire ? Pensez-donc, c'est tellement plus reposant de vendre du « Nabab » et du « S.a.s. »

La bataille du livre serait-elle perdue d'avance ? Pas tout à fait. Car il existe des ouvrages qui restent en rayons pendant des années, qui sont rarement épuisés, qu'on trouve pratiquement partout et qui, ce n'est pas négligeable, ne coûtent pas cher : les livres en format de poche. Les « poches ». Leur production est en augmentation constante : elle a atteint (dernier chiffre connu) cent vingt-neuf millions d'exemplaires en 1980. Leur place dans la « littérature générale » est désormais d'importance : 36 % des titres publiés chaque année, 58 % des exemplaires vendus. Sans les « poches » la littérature ne serait même plus à sauver, elle serait déjà morte. Les « poches », c'est près de cinq mille titres par an. Nouveaux ou non, mais disponibles en permanence.

On trouve tout dans les « poches » : des classiques, des contemporains, des inédits, des français, des étrangers, etc. Chaque semaine, on n'a que l'embarras du choix : pluralisme, richesse et surprise sont immanquablement au rendez-vous des nouvelles parutions. Un « poche » a toujours plus d'une vertu sous sa jaquette. On a toujours besoin d'un « poche » chez soi. Illustrations suivent.

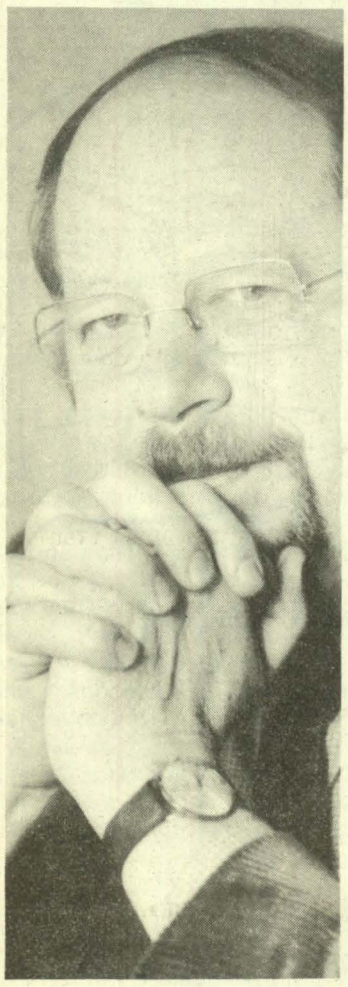
Depuis quelques jours, le tout-France de la littérature n'a qu'un nom sur les lèvres : Céline. Car on fête cette année le cinquantenaire de la publication d'un livre qui aura été l'un des grands événements du XXe siècle : « Voyage au bout de la nuit ». Pourquoi ce livre a-t-il eu une telle importance en 1932 ? L'a-t-il encore ? Que reste-t-il aujourd'hui du déferlement de la langue célinienne ? A-t-on eu raison, à l'époque de la première publication, de classer alors Céline à l'extrême gauche ? Autant de questions dont les réponses sont dans la lecture même du livre. Et dans quelle collection trouve-t-on « Voyage au bout de la nuit » ? En format de poche, chez Folio.

Ne pas en conclure que la fonction des « poches » est seulement de répondre « présent » quand l'actualité les requiert. Les collections de poche savent très bien créer elles-mêmes l'actualité. Une autre actualité. Une actualité moins tapageuse que celle des éditions originales. Mais une actualité qui constitue un coup de projecteur plus durable. Tel coup de projecteur sortira de l'ombre un ouvrage oublié. Tel autre donnera une seconde chance à un livre qui n'avait pas fait la carrière qu'il méritait lors de son lancement original. Tel autre encore attirera l'attention du lecteur français au-delà des frontières. Tel autre enfin révèlera carrément un inédit.

Quelques exemples au hasard des livraisons les plus récentes. Des oubliés : « Annette et le criminel » de Balzac (G.f./Flammarion), les « Poèmes » d'Edgar Poe traduits par Stéphane Mallarmé (Poésie/Gallimard), « Denier du rêve » de Marguerite Yourcenar (l'Imaginaire/Gallimard). Des ouvrages qui méritent une deuxième carrière : « la Guerre des filles » de Christiane Singer (le Livre de Poche), « la Bête à Bon Dieu » de Pascal Jardin (le Livre de Poche), « la Charrette Bleue » de Barjavel (Folio). Des auteurs étrangers à découvrir ou à redécouvrir : « Si par une nuit d'hiver un voyageur » d'Italo Calvino (Points), « Branle-bas au 87 » d'Ed Mc Bain (Carré Noir), « les Vagues » et « Mrs. Dalloway » de Virginia Woolf (le Livre de Poche). Un inédit (en France) : « Nouvelles romaines » d'Alberto Moravia (G.f./Flammarion).

Ces publications-là ne méritent-elles pas autant d'attention, d'intérêt et de curiosité que les ouvrages « originaux » ? Et si nous allions désormais systématiquement y regarder de près ? Et si nous prenions l'habitude de vous et de nous faire les « poches » ? ●

La chronique littéraire de Claude Glayman



Georg Orwell, témoin et visionnaire

Verve, humour, talent littéraire et lucidité politique font de Georg Orwell le Swift du XXe siècle

« Dèche à Paris et à Londres », « Tragédie birmane », « Hommage à la Catalogne », « la Ferme des Animaux » (éditions du Champ libre), « 1984 » (Folio) et « Georg Orwell, une vie » par Bernard Crick (Balland).

VOICI sans doute l'une des plus belles figures de la littérature du XXe siècle. Non seulement Georg Orwell fut un grand écrivain ayant écrit des livres inoubliables mais encore témoigna-t-il d'une lucidité politique peu commune pour avoir dénoncé, avec une acuité aussi systématique qu'implacable, le totalitarisme, en particulier le totalitarisme soviétique. Tout le monde a entendu parler de « 1984 » — (date aussi fatidique que prochaine) — et son auteur — fait très rare et significatif — a donné naissance à un adjectif. Ainsi on pourrait déclarer que le logicien dissident soviétique Alexandre Zinoviev est « orwellien », (aussi bien dans ses « Hauteurs béantes » à l'Age d'Homme, que dans son dernier recueil « Nous et l'Occident » (Idées/Gallimard).

Raison de plus pour déplorer l'absence de l'œuvre d'Orwell sur les rayons de nos librairies. Il aura fallu qu'une maison d'édition marginale comme le Champ libre réédite quelques-uns de ses textes pour que l'on soit en mesure de les lire ou de les relire, l'institution Gallimard s'étant contentée d'exploiter « 1984 » dans la collection Folio. Raison aussi de conseiller la biographie de Georg Orwell que Balland vient de publier dans une traduction de l'anglais. Bernard Crick, son auteur, est un universitaire britannique aussi consciencieux qu'averti, un peu comme l'était chez le même éditeur Frank Mac Shane lorsqu'il traitait de Raymond Chandler (cf. « l'Unité » du 2 avril 1982). Toutes les pièces, semble-t-il, sont sur la table, pas un bouton de guêtre ne manque sinon une vision de l'originalité de l'écrivain, une situation de son rôle et de son héritable, une analyse comparée s'agissant d'une époque — l'entre-deux-guerres — qui fut fertile en talents singuliers. Mais si ce travail sur la biographique est manquant ne négligeons pas ce que nous apprenons en la lisant.

Eric Blair — véritable nom d'Orwell — est né en 1903 aux Indes où son père était fonctionnaire. Il passe ensuite son enfance en Grande-Bretagne, sa mère surveillant son éducation ainsi que celle de ses deux sœurs. Dès cette époque le futur écrivain tient des carnets intimes. Passionnants ces textes, il est rare qu'un artiste n'en adopte pas le principe. On y découvre de quelle manière un être fait l'apprentissage de la sexualité et la découverte des classes sociales. De 1917 à 1921 le jeune Eric suivra l'enseignement d'Eton où il aura Aldous Huxley, notamment, pour professeur ; élève moyen il s'emballe pour la littérature : Milton, Shelley, Swift, H.G. Wells, Jack London, etc., auteurs qu'il dévore.

Appartenant à la « middle class », Eric Blair se rend ensuite en Birmanie où sa mère avait des attaches familiales. Voisine des Indes impériales, la Birmanie avait été pacifiée dans les années 1880, depuis 1923 des réformes y avaient été engagées. Subissant l'influence de Richard Kipling, Eric Blair, qui fait plusieurs postes en tant que fonctionnaire de police, observe ce qu'est le colonialisme. Ayant assisté à la pendaison d'un indigène (on en comptait plus d'une centaine par an) il devient anticolonialiste. Il a cette phrase frappée comme un aphorisme de Brecht : « Quand un homme est emprisonné injustement, la seule place de l'homme juste est en prison. »

Si l'éducation d'Orwell, comme le note son biographe, restait alors à faire, il n'en demeure pas moins que ce sentiment anticolonialiste est déterminant parce qu'il est initial et fondamental. Dès lors se développe un autre sentiment, celui de la culpabilité sociale qui autorise mainte exégèse. D'une part on peut y voir la marque toute britannique des rapports entre la morale et la société qui symbolisent volontiers les relations compliquées mais passionnantes des intellectuels anglais avec le socialisme. D'autre part, cette culpabilité explique très largement les sortes d'explorations de la misère qu'Orwell fera ensuite tant à Paris qu'à Londres où ils se déguise en clochard et vit au milieu des miséreux. Il y a du Tolstoï (sur qui Orwell écrira) là-dedans, qu'il faut prendre très au sérieux. L'approche de la pauvreté — et particulièrement de la pauvreté ouvrière (au milieu des années trente son premier éditeur Victor Gollancz lui commande une enquête sur le chômage dans le nord de la Grande-Bretagne, dans la région de Wigan) — est sincère chez Orwell. Il s'agit de la situation prolétaire, dans le prolongement de la crise de 1929. Jack London n'est pas loin, mais aussi John Steinbeck ou Upton Sinclair.

L'engagement politique n'est plus éloigné ; Eric Blair qui a choisi le pseudonyme d'Orwell (or = mine et well = puits) pour décrire sa « Dèche à Paris et à Londres » (éditions Champ libre), qui a publié aux Etats-Unis sa « Tragédie birmane » (éditions Champ libre), qui s'est préoccupé de culture populaire en exerçant un temps le métier de libraire, affiche des pensées antimilitaristes et pacifiques, et prend ses distances avec le marxisme officiel ; il note : « Le problème principal avec les marxistes est que, possédant un système qui paraît tout expliquer, ils ne cherchent jamais à découvrir ce qui se passe dans le tête des autres. C'est pourquoi depuis une douzaine d'années, dans tous les pays occidentaux, ils ont fait le jeu de leurs adversaires. »



Georg Orwell.

Témoin irrécusable de la guerre d'Espagne à laquelle il participe (il sera même blessé et écrira un livre admirable à ce sujet, « Hommage à la Catalogne » (Champ libre), sa critique de l'U.r.s.s. et des communistes se systématise. Ayant remarqué, lui, que les procès de Moscou se déroulaient à la même époque, il dénonce d'autres procès qui se tiennent dans les rangs républicains espagnols où les communistes font la chasse aux trotskystes et anarchistes du Poum (Orwell s'est battu dans les rangs du Poum, proche qu'il était en Grande-Bretagne de l'I.l.p., International Labour Party, composé de marxistes indépendants, situé entre le Labour et l'officiel P.c. de Grande-Bretagne). Ainsi il élabore progressivement le concept de totalitarisme à partir de la critique de ce qui s'est passé en Espagne et de l'incrédulité, sinon du dénigrement rencontrés par cette critique.

Orwell perçoit prophétiquement que la force principale du totalitarisme réside dans l'inconscience qu'en ont les démocraties et les démocrates, les vrais socialistes. Et dans sa dénonciation Orwell va plus loin que les témoignages sur le soviétisme ou le nazisme, il va singulièrement plus loin qu'Arthur Koestler (dont il fut l'ami), que Gide, Malraux, Pierre Herbart (dont je conseille de lire « la Ligne de force » — (Folio) ; il va à la racine : « La chose terrifante avec les dictatures modernes est qu'elles n'ont aucun précédent. On ne peut en prévoir la fin. Par le passé, toutes les tyrannies étaient tôt ou tard renversées, ou au moins combattues, en raison de la « nature humaine » qui en toute logique désirait la liberté. Mais nous ne pouvons pas être certains que la « nature humaine » ne varie pas. Il est peut-être tout aussi possible de fabriquer une espèce d'hommes qui ne désirent pas la liberté qu'une espèce de vaches sans cornes. L'Inquisition a échoué mais l'Inquisition n'avait pas les ressources de l'Etat moderne. La radio, la censure de presse, l'éduction normalisée et la police secrète ont tout modifié. La propagande de masse est une science des vingt dernières années, et nous ne savons pas encore quelle sera l'étendue de son succès.»

D'où une conception de la littérature qui faisait définitivement d'Orwell un écrivain politique, un artiste engagé : « Orwell désirait que la littérature soit utile, mais il n'acceptait pas qu'un artiste livre ses talents et sa réputation à un parti ou à une cause. » Miné par la tuberculose qui aura raison de lui, devenu après le pacte germano-soviétique ce qu'il appelle un « révolutionnaire patriote », Orwell publie des essais (on songe à Walter Benjamin, la culture philosophique germanique en moins mais avec la même curiosité de tout), atteint le succès avec « la Ferme des Animaux » en 1945 (éditions Champ libre), apologue sur l'U.r.s.s. ; il collabore un temps à la B.b.c. puis à des journaux comme « l'Observer », « Tribune » (d'obédience travailliste), est épisodiquement correspondant de guerre. Il se retire dans une île pour travailler à son maître ouvrage, « 1984 » dont son biographe dit : « En dépit de ses défauts, « 1984 » apparaît comme un modèle théorique cohérent de ce que serait un régime qui mélangerait les techniques du communisme à celles du nazisme, à seule fin de perpétuer une élite de dirigeants intellectuels assoiffés de pouvoir. Il se présente aussi comme un cauchemar vraisemblable qui n'a cessé de nous hanter plus que toutes les autres anti-utopies de ce siècle, qu'il s'agisse de celles de Wells, de London, de Huxley ou de Zanyatine, auxquels Orwell avait emprunté mais en améliorant beaucoup le genre et en le transcendant. »

Humble dans le bon sens du terme, marqué par la vie (il perdra sa femme) et par les rigueurs d'une mauvaise santé (il mourra le 21 janvier 1950, n'ayant pas atteint les 47 ans), il dessine un type d'intellectuel persévérant, professionnel, intègre, qui poursuit sans relâche son objectif de vérité à l'écart des complaisances, des facilités, les lâchetés et, faut-il le préciser, des myopies. On imagine mal en France des équivalents d'essence populiste comme lui : Eugène Dabit (l'inoubliable auteur d'« Hôtel du Nord »), Raymond Guérin (l'Imaginaire chez Gallimard vient de reprendre « l'Apprenti »), Georges Navel, Louis Guilloux peut-être, etc. ? Mais aucun de ces noms n'associe aussi bien le talent littéraire et la lucidité politique (dont peut-être Camus, pour partie, fut porteur).

Seuls sans doute l'empirisme anglo-saxon (sociologique avant la lettre) et la tradition de Thomas More, d'Hobbes, de Swift, confrontés aux défis idéologiques du siècle étaient-ils en mesure de produire un écrivain tel que Georg Orwell. La biographie de Bernard Crick nous rend désormais moins excusables de méconnaître l'auteur de « 1984 », nous Français, si anormalement étrangers à la culture britannique, en particulier dans ce qu'elle offre d'exceptionnel.

FOURS DE RANCE



Photo : Henry PESSAR



AU CAFÉ DU COMMERCE CREDIT DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT

Un figurant et un scénariste

De temps à autre, les quotidiens publient de grandes pages, au prix de la publicité, où Marcel Dassault fait dialoguer deux personnages porteurs de sa propre pensée philosophique. On trouvera ici, pour copie presque conforme, un de ces textes, encore inédit.

Jean

Qu'est-ce que tu fais ici, au Café du commerce ?

Paul

Comme toi, je suppose : je prends un demi en attendant qu'on m'appelle sur le plateau du nouveau film de Dassault.

Jean

Et c'est pour cela que tu es en officier ?

Paul

Oui, comme toi en professeur, probablement. Il y a toujours dans un film de Dassault, des officiers, des profs, des lycéens, des mères méritantes et des jeunes filles folles d'amour.

Jean

Ah bon ! j'ignorais. C'est la première fois que je fais de la figuration dans un de ses films. Avant, il m'employait comme distributeur de chèques dans les paroisses où il fallait rafistoler le clocher. Mais comment sais-tu tout ça ?

Paul

J'ai été pendant des années un des scénaristes Dassault, avant qu'il se charge lui-même d'écrire ses scripts. Jusqu'au jour où il m'a viré : mon foulard a glissé et il s'est aperçu que j'avais une pomme d'Adam saillante. Ça ne pardonne pas, il en a fait dans plusieurs cas un motif de licenciement (1). Depuis, j'en suis à cachetonner dans la figuration.

Jean

Et qu'est-ce qu'il faut éviter encore ?

Paul

D'être bossu, il tombe en syncope. Et d'avoir les mains moites ou des boutons sur le visage, ou pour une femme d'être enceinte, ou pour un homme d'être barbu...

Jean

Là, c'est peut-être par rancune de nationalisé, puisque côté socialistes le Parlement passe pour être rempli de barbus ?

Paul

Non, c'est plus ancien. Tabou suprême : pas de gros mots. Il y a une exception dans le dernier Dassault, « Jamais avant le mariage », où on entend le mot « con » : mais c'est dans une citation de Claudel.

Jean

Moi qui voudrais, à l'inverse de toi, passer de l'état de figurant à celui de scénariste Dassault, crois-tu justement que « Jamais avant le mariage » constitue un bon modèle ?

Paul

Mais sûrement. Tu peux y retrouver les quatre grandes règles de la philosophie dassaultienne. Primo, des personnages bien propres : des lycéens coiffés en brosse, des soldats simplets qui en sont à parier que l'un d'eux embrassera une fille « sur la bouche », un gentil milliardaire où Dassault doit se mirer, un « fils d'officier mort pour la France au Tchad », un personnage qui trouve « les hommes décevants, moi qui les voudrais ludiques » (sic), enfin une fausse vraie garce interprétée par Mireille Darc...

Jean

Ah oui ! cette vedette d'une récente émission télé, « l'Heure de vérité » : tout le monde n'a fait attention qu'à elle, pendant qu'un type zozotait je ne sais quoi dans le micro...

Paul

Deuxième règle pour écrire du Dassault : le culte de la famille. Comme les Perruchard de « Jamais avant le mariage », les films de l'avionneur racontent toujours l'histoire d'une famille : existante ou future puisque les inévitables demoiselles amoureuses ne songent qu'à la procréation.

Jean

Il paraît, d'ailleurs, que Dassault lui-même qui recrute les jeunes comédien (ne) s, en commençant toujours par leur dire : « Pourquoi ton père n'est-il pas ingénieur ? » Et la jeune première de son dernier film a triomphé de la sélection en précisant à Dassault qu'elle vivait chez sa mère.

Paul

Exact. Et l'un des petits héros de « Jamais avant le mariage » tourne mal uniquement parce qu'il a perdu ses parents. Tragiquement : leur caravane a roulé dans un précipice parce que, arrêté au bord de la route, le père a accroché le frein à main en cherchant à jouer à papa-maman avec la mère. Comme quoi le vice, chez Dassault, est toujours puni... Troisième règle : rien que des petits Français de France.

Jean

Mais la chanson du générique de « Jamais avant le mariage » est en anglais !

Paul

Dassault a dû considérer que c'était une erreur : il a commandé la chanson de son prochain film, « le Dernier Cha-cha-cha » (je n'invente rien), à Sardou... et lui a même écrit une partie des paroles.

Jean

Donc, je résume : travail, famille, patrie...

Paul

...Et n'oublie pas l'apolitisme, comme dit ce vieux politicien R.p.f. - U.n.r. - U.d.r. Il ne se pardonne pas d'avoir produit « les Chinois » de Jean Yanne, puis « le Dernier métro » où il y avait, selon son expression, « trop de juifs, trop de Gestapo : un film démoralisant ».

Jean

Et qu'est-ce qui est moralisant, pour Dassault ?

Paul

Le luxe. Beaucoup de luxe, sinon Dassault ordonne de retourner certaines scènes qui « font pauvres ». Ajoute des bals (obligatoire : au moins un). Ajoute aussi des plans où s'étale complaisamment la couverture de son « Jours de France ». Ajoute des dialogues de midinette, sur un scénario dont son scénariste à tout faire, Marcel Jullian, a donné au « Quotidien de Paris » du 16 septembre cette définition : « Marcel Dassault a envie de bander pour une histoire créatrice. » Ils sont comme ça, les Marcel.

Jean

Quel humour !

Paul

Capital, l'humour, n'oublie pas. Mais attention : l'humour Dassault.

Jean

Exemple ?

Paul

Exemple, dans « Jamais avant le mariage », quand l'infirmière met par inadvertance le pied sur le tuyau alimentant en oxygène le grand blessé. Crevant, non ? La même infirmière qui déclare être heureuse qu'on ait pris la Bastille et, comme on lui demande pourquoi : « Parce que, si on n'avait pas pris la Bastille, je ne pourrais pas y habiter. » Tu ne hurles pas de rire ?

Jean

Et c'est pour aboutir à ça que tant de millions sont partis en fumée... Heureusement que c'est avec son propre argent que le nonagénaire Citizen Dassault au lieu cette fois de le dépenser en petits cadeaux aux électeurs de sa circonscription, se livre à la coûteuse recherche de son Rosebud...

Paul

Comment, « son » argent ? Le nôtre : celui qui provient de l'indemnisation de ses usines nationalisées. Sérieusement, après ça, il a bonne mine, ce benêt de Jack Lang, à vouloir aider le cinéma français. A quoi bon, dans le budget 1983, si j'en crois les gazettes, doubler les crédits de 1982, porter à 10 millions l'avance sur recettes, à 9 le fonds de création audiovisuelle, à 12 la dotation des chaînes de télé à leurs filiales de production cinématographique, etc. ? A quoi bon si, pour faire son dernier film (2), Jean Yanne a reçu 40 millions, à condition de le livrer avant octobre : la date de sortie était fixée avant même le premier tour de manivelle ! Et aussi la longueur : craignant de perdre une séance quotidienne, les exploitants ont exigé que Yanne coupe 14 minutes des 1 h 56 originelles de son film, ce qui rend l'histoire incompréhensible.

Jean

Entre cela et les manies de Dassault, la création au cinéma n'a qu'à se débrouiller...

Paul

Mais j'aperçois justement, sur le trottoir d'en face, Madame la sous-préfète et Monsieur le metteur en scène de la firme Dassault en train de pérorer. Allons leur proposer de brûler, dans la vieille église restaurée grâce à ce saint homme, un cierge à une vraie égalité des chances entre les auteurs de cinéma...

P.C.C. SERGE RICHARD

(1) Authentique, comme toutes les marottes de Dassault évoquées ici.

(2) « Jamais avant le mariage », de Daniel Ceccaldi, produit par Marcel Dassault ; « Deux heures moins le quart avant J.-C. », de Jean Yanne, produit par Claude Berri.

Faut-y vous faire un dessin

par Pym

LA GROSSE TÊTE...

AU "THÉATRE DE BOUVARD" ON Y VOIT BOUVARD ENTOURÉ DE REDOUTABLES "COMIQUES EN BÉRET"...

UN GÉNÉRAL ♪ C'EST UNE LÉGUME ÇA BOIT ÇA MANGE ÇA CHIE ÇA FUME! ♪

IL EST DES HOMMES PETITS... ... PETITS ... TRÈS PETITS...

À CELÀ RIEN D'ANORMAL SI CE N'EST QUE BIEN SOUVENT ILS POSSÈDENT UNE TÊTE ÉNORME...

CE QUI EST PARADOXAL, C'EST QUE MOINS ELLE CONTIENT DE GÉNIE (OU SIMPLEMENT DE TALENT) ET PLUS LA TÊTE EST GROSSE...

DE TELS HOMMES PETITS À GROSSE TÊTE OCCUPENT, ENTRE AUTRES CHOSES BIEN SÛR, NOTRE PETIT ÉCRAN.

ÇA FAIT TRENTE ANS QU'ON FAIT DES ÉMISSIONS TRÈS "ENRICHISSANTES"...

LE FRIC EST LA REVANCHE DES HOMMES PETITS...

ENFIN, UN JOUR, VINT UN CERTAIN "10 MAI" ET CES ÉMISSIONS CHANGÈRENT ... DE TITRES. AINSI VIT-ON APPARAÎTRE...

"LE THEATRE DE BOUVARD"

QU'EST-CE QU'IL NOUS VEUT CE PETIT DESSINEUX QU'EST-CE QU'ON LUI A DONC FAIT?

AH! AH! AH! IL EST POILANT, LUI... IL FAUT QUE J'AILLE VOIR SON FILM...

AH! AH! AH! AH! AH! AH!

QUAND Y M'VOIENT DANS LA RUE, LES GENS Y S'MARRENT... J'FAIS RIEN ET Y S'MARRENT...

MONSIEUR DESGRAUPES, C'ÉTAIT BIEN "LES GENS D'ICI"... C'ÉTAIT LA VIE DES GENS RACONTÉE PAR LES GENS... DE LA COMMUNICATION, QUOI!

BEUH!... ÇA N'INTÉRESSAIT PERSONNE...

POURTANT C'ÉTAIT UNE ÉMISSION QUI AVAIT LE MÊME TAUX D'ÉCOUTE QUE CELLE DE GUY LUX À LA MÊME HEURE... ALORS, POURQUOI L'AVOIR REMPLACÉE PAR CE GROSSIER "THÉATRE DE BOUVARD"?...

LE PUBLIC A BESOIN DE RIGOLADE!...

PEUT-ON ENCORE RIRE AUJOURD'HUI DE CE QUI FAISAIT RIRE NOS GRANDS PÈRES?..

OH! VOUS... ARRÊTEZ, HEIN!.. OU JE VOUS MUTE!..

Moi!.. JE PRÉFÈRE "LE THÉATRE DE BOUVARD" À CELUI... ...DE LANGLOIS!

"LE THÉATRE DE BOUVARD" C'EST COMME DALLASSE... ÇA MARCHE PARCE QU'ON Y PARLE DE FRIC ET DE FESSE...

HÉ!... Y'A PAS QUE BOUVARD QUI AIT LA GROSSE TÊTE À LA TÉLÉ ET QUI GAGNE PLEIN DE POGNON EN AMUSANT LE POPULAIRE... QUANT AUX CRITIQUES, LES CRITIQUES, HEIN!..

ET D'ABORD, POURQUOI EST-ON ENCORE VENU NOUS CHERCHER?...

ÇA C'EST UNE BONNE QUESTION ET ON VOUS REMERCIE DE L'AVOIR POSÉE...

RIDEAU?..

TOUS DES CABOTS!..

"LE THÉATRE DE BOUVARD" ÇA N'EST PAS DE LA TÉLÉ... C'EST DE LA RADIO FILMÉE!

POUR FAIRE DE LA TÉLÉ IL FAUT DES MOYENS!...

DES MOYENS, PEUT-ÊTRE...

...PAS DES MÉDIOCRES!

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325